



**INSTITUT DE STATISTIQUES ET D'ETUDES
ECONOMIQUES DU BURUNDI**



DIRECTION GENERALE

**ANNUAIRE STATISTIQUE DU BURUNDI
2015**



N° 80

BUJUMBURA, NOVEMBRE 2016

ISTEEBU, Zone Rohero, Quartier INSS, Avenue de l'Aviation, N°06, B.P. 1156 Bujumbura-
Burundi, Tél. : (+257) 22 22 2149/22 67 29, 22 21 6734/35, FAX : (+257) 22 22 26 35,
E-mail : isteebu@isteebu.bi, isteebubdi@gmail.com, Site Web : www.isteebu.bi

Devise « En marche avec les Statistiques Fiables au Service du Développement »



A nos lecteurs.



Rassemblées en 17 chapitres, les informations détaillées les plus significatives et les plus récentes du système statistique burundais vous sont présentées dans cet Annuaire Statistique du Burundi.

De nombreux tableaux de ce 80^{ème} numéro ont été corrigés suivant l'acquisition de données définitives. Ces différents changements n'ont pas fait l'objet de commentaires mais le lecteur les remarquera en consultant les éditions antérieures.

Toutes vos observations et suggestions sont les bienvenues pour l'amélioration des annuaires statistiques du Burundi.





Directeur Général de publication	: Nicolas NDAYISHIMIYE
Directeur de département	: Jeanine NIYUKURI
Chef de service	: Modeste NDAYISENGA
Traitement et analyse des données	: Pascal SEMYOTSO
Collecte et traitement des données	: Joseph HAVYARIMANA, Léonie NIBAFASHA, Rachel MUHORAKEYE, Domitille NZEYIMANA.



TABLE DES MATIERES.

	<i>Pages</i>
Avant – propos	i
Sigles et abréviations	ii-iv
Liste des tableaux	4
Chapitre I. Population	10
Chapitre II. Environnement	89
Chapitre III. Santé	104
Chapitre IV. Protection sociale	127
Chapitre V. Emploi	136
Chapitre VI. Enseignement	146
Chapitre VII. Tourisme et hôtellerie	159
Chapitre VIII. Production	165
Chapitre IX. Transport et télécommunication	176
Chapitre X. Eau, énergie et mines	190
Chapitre XI. Prix et indices des prix	206
Chapitre XII. Commerce extérieur	228
Chapitre XIII. Balance des paiements	241
Chapitre XIV. Finances publiques	245
Chapitre XV. Monnaie et crédit	259
Chapitre XVI. Comptes économiques	263
Chapitre XVII. Assurances commerciales	275

Avant – propos.

L'Annuaire Statistique du Burundi est une publication annuelle qui présente la synthèse de l'information chiffrée disponible sous une forme pratique à l'utilisateur. C'est un outil de travail pratique, centralisant les principales données existantes, mais dispersées dans de nombreuses publications spécialisées ou dans des ouvrages difficilement accessibles comme les rapports annuels des ministères et autres services de l'Etat. Bref, c'est une compilation de données.

En dépit des difficultés liées souvent à une collaboration insuffisante entre l'ISTEEBU et les différentes administrations et organismes producteurs de données statistiques, la qualité de cette publication s'est progressivement améliorée grâce aux efforts inlassables entrepris ces dernières années par l'Institut au niveau de la collecte et du traitement des données. Ces efforts se sont traduits notamment par une précision accrue, une plus large diversification et une rapide disponibilité des chiffres publiés.

Pour présenter ces données, il a été jugé plus instructif des séries d'au moins dix ans pour permettre à l'utilisateur d'étudier les évolutions des différents indicateurs socio-économiques en ne consultant qu'un seul document.

L'annuaire statistique 2015 essaie d'enrichir les commentaires de certains chapitres tandis que pour d'autres les tableaux sont fournis ex-abruto.

Rassemblées en 17 chapitres, les informations détaillées les plus significatives et les plus récentes du système statistique burundais vous sont présentées dans ce 80^{ème} numéro de l'Annuaire Statistique du Burundi. Ainsi disponibles, les données sur l'environnement

sont incluses dans cette publication. Les données démographiques détaillées issues des deux derniers recensements de la population de 1990 et 2008 ainsi que la série des indices des prix (Base 100= Décembre 2013), ont fait l'objet de cette publication. Nous invitons également le public lecteur de cette publication à nous faire parvenir toutes les suggestions ou critiques pouvant contribuer à l'amélioration des éditions futures.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ISTEEBU,

Nicolas NDAYISHIMIYE

SIGLES ET ABREVIATIONS.

(C)	: Crédit
(D)	: Débit
A.G.C.D	: Administration Générale de la Coopération au Développement
Accouch.	: Accoucheuses
AFGRAD	: African Graduate Programm
BCC	: Burundi Coffee Company
BICOR	: Burundi Insurance Corporation
BIF	: Fonds Burundais
BPE	: Bureau de la Planification de l'Education
BRB	: Banque de la République du Burundi
BUHRD	: Burundi Humain Reseach Developpement
CADEBU	: Caisse d'Epargne du Burundi
CAF	: Coûts, Assurances, Frets
CEE	: Communautés Economiques Européennes
CEI	: Communautés des Etats Indépendants
CELAB	: Centre d'Etudes et des Langues de Bujumbura
CIM	: Classification Internationale par Type d'Industrie
CNI	: Centre Nationale de l'Informatique
COGERCO	: Compagnie de Gérance de Coton
CONFESJES	: Conférence des Ministres de la Jeunesse et de Sports ayant en commun l'usage du Français
DGHER	: Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rurales
DGR	: Direction Générale des Routes
EBC	: Exportateurs Burundais de Café
EDCM	: Enquête sur les Dépenses de la Consommation des Ménages de Bujumbura
ENAPO	: Ecole Nationale de Police
EPB	: Exploitation du Port de Bujumbura
DSNIS	: Direction du Système National d'Information Sanitaire
Ets	: Etablissements
F.A.C	: Fonds d'Aide pour la Coopération
F.A.O	: Food and Agriculture Organisation
F.P	: Fonction Publique
FAB	: Franco à Bord
FACAGRO	: Faculté d'Agronomie
FBCF	: Formation Brute de Capital Fixe
FBU	: Francs Burundais
FED	: Fonds Européen pour le Développement
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: Free on Bord
FSA	: Facultés des Sciences Appliquées
FSEA	: Facultés des Sciences Economiques et Administratives
Gvt	: Gouvernement
I.P	: Institut Pédagogique
I.P.A	: Institut Pédagogique Appliquée
I.T.S	: Institut Technique Supérieur
IARD	: Incendie, Accidents, Risques, Divers

IEPS	: Institut de l'Education Physique et Sport
INSS	: Institut Nationale de Sécurité Sociale
ISA	: Institut Supérieur d'Agriculture
ISCAM	: Institut Supérieur des Cadres Militaires
ISCO	: Institut Supérieur de Commerce
ISF	: Indice Synthétique de Fécondité
ISGE	: Institut Supérieur de Gestion des Entreprises
ISTAU	: Institut Supérieur Technique de l'Aménagement et de l'Urbanisme
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
ITS	: Institut Technique Supérieur
LSH	: Lettres et Sciences Humaines
MFB	: Million de Francs Burundais
MST	: Maladies Sexuellement Transmissibles
NCCD	: Nomenclature du Conseil de Coopération Douanière
NDB	: Nomenclature de Bruxelles
OCIBU	: Office du Café du Burundi
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
OMT	: Organisation Mondiale du Tourisme
ONATEL	: Office National des Télécommunications
ONATOUR	: Office National de la Tourbe
ONT	: Office National de Tourisme
OTB	: Office du Thé du Burundi
PASA	: Programme d'Appui et de Suivi Agricole
PIB	: Produit Intérieur Brute
PNLS	: Programme Nationale de Lutte contre le Sida
PNP	: Programme Nationale de Population
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PSE	: Psychologie et Sciences de l'Education
R.C	: Responsabilité Civile
RC	: Rentes Communales
Récurr.	: Récurrente
REGIDESO	: Régies de Distribution de l'Eau et de l'Electricité
Resp.	: Respiratoire
RN	: Rentes Nationales
RNP	: Régie Nationale des Postes
RP	: Rentes Provinciales
RSA	: Régie de Services Aéronautiques
S.H	: Système Harmonisé
Sces	: Services
SCN 93	: Système de Comptabilité des Nations Unies, Révision 1993
SFSR	: Small Farming System Reseach
SIDA	: Syndrome d'Immuno-déficience Acquise
SOCABU	: Société Commerciale d'Assurances du Burundi
SODECO	: Société de Déparchage et de Conditionnement
SOGEAR	: Société Générale d'Assurances et de Réassurances
SOGESTAL'S	: Société de Gestion des Stations de Lavage
SRD	: Société Régionale de Développement
STB	: Service du Transport du Burundi

TBM	: Taux Brut de Mortalité
TBR	: Taux Brut de Reproduction
TELEX	: Télécommunication Extérieure
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UCAR	: Union Commerciale d'Assurances et de Réassurances
UNESCO	: Organisation des Nations Unies pour la Science et la Culture
URSS	: Union des Républiques Socialistes Soviétiques
USA	: United States of America.

LISTE DES TABLEAUX.

Pages

I. POPULATION.

Tableau 1.01. Principaux indicateurs démographiques et socio-économiques du Burundi.	15
Tableau 1.02. Population totale par sexe et âge aux recensements de 1979, 1990 et 2008	17
Tableau 1.03. Population de 10 ans ou plus par sexe, âge et niveau d'instruction au recensement de 2008.	18
Tableau 1.04. Population résidente active occupée par sexe, âgé et grands groupes professionnels au recensement de 2008.	19
Tableau 1.05. Actifs occupés au lieu de travail par sexe et situation dans la profession par branche d'activité économique au recensement de 2008.	20
Tableau 1.06. Situation d'activité de la population au recensement de 2008.	21
Tableau 1.07. Population des provinces et communes en 2008.	22
Tableau 1.08. Population résidente de 10 ans et plus selon l'état matrimonial et le sexe.	25
Tableau 1.09. Population résidente selon la religion et le sexe.	25
Tableau 1.10. Population burundaise par province	26
Tableau 1.11. Population burundaise par commune	27
Tableau 1.12. Population par âge et par sexe dans les communes en 2013	36
Tableau 1.13. Population par âge et par sexe dans les communes en 2014	54
Tableau 1.14. Population par âge et par sexe dans les communes en 2015	72

II. ENVIRONNEMENT.

Tableau 2.01. Indicateurs environnementaux.	93
Tableau 2.02. Température moyenne annuelle par province (en °C).	94
Tableau 2.03. Température minimum annuelle par province.	94
Tableau 2.04. Température maximum annuelle par province.	95
Tableau 2.05. Développement des frontières.	95
Tableau 2.06. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Bujumbura - Aéroport.	95
Tableau 2.07. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Imbo - Sems.	95
Tableau 2.08. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Bururi - Vyanda.	96
Tableau 2.09. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Karuzi.	96
Tableau 2.10. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Gitega - Aéroport.	96
Tableau 2.11. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Makamba.	97
Tableau 2.12. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Muriza.	97
Tableau 2.13. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Cankuzo.	97
Tableau 2.14. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Musasa.	98
Tableau 2.15. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Rwegura.	98
Tableau 2.16. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Nyamuswaga.	98
Tableau 2.17. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Kirundo.	99
Tableau 2.18. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Muyinga.	99
Tableau 2.19. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Gisozi.	99
Tableau 2.20. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Mparambo.	100
Tableau 2.21. Superficie des espaces naturels protégés en ha.	100
Tableau 2.22. Evolution des dépenses de protection de l'environnement par domaine (mio de fbu).	101
Tableau 2.23. Répartition des superficies de certains écosystèmes naturels.	101
Tableau 2.24. Répartition des superficies des aires protégées.	101
Tableau 2.25. Répartition de la flore vasculaire du Burundi selon les familles.	102
Tableau 2.26. Répartition de la flore vasculaire du Burundi selon les genres.	102
Tableau 2.27. Répartition de la flore vasculaire du Burundi selon les espèces.	102
Tableau 2.28. Répartition de la faune du Burundi selon les familles.	102
Tableau 2.29. Répartition de la faune du Burundi selon les genres.	103
Tableau 2.30. Répartition de la faune du Burundi selon les espèces.	103

LISTE DES TABLEAUX.**Pages****III. SANTE ET NUTRITION.**

Tableau 3.01. Les principales causes de morbidité dans les centres de santé chez les enfants de moins de 5 ans.	108
Tableau 3.02. Les principales causes de morbidité dans les centres de santé chez les jeunes de 5 à 14 ans.	109
Tableau 3.03. Les principales causes de morbidité dans les centres de santé chez les personnes de 15 ans et plus.	110
Tableau 3.04. Evolution des infrastructures sanitaires.	111
Tableau 3.05. Evolution du Sida au Burundi.	111
Tableau 3.06. Infrastructures sanitaires disponibles par province.	112
Tableau 3.07. Effectifs des professions de santé.	114
Tableau 3.08. Effectif de médecins par province.	114
Tableau 3.09. Nombre d'habitants par médecin.	115
Tableau 3.10. Nombre d'habitants par centre de santé.	115
Tableau 3.11. Nombre d'habitants par hôpital.	116
Tableau 3.12. Activités curatives dans les centres de santé et hôpitaux par province.	117
Tableau 3.13. Morbidité dans les hôpitaux dans les provinces.	118
Tableau 3.14. Evolution du nombre de patients dans les établissements psychiatriques.	118
Tableau 3.15. Les principales causes de mortalité dans les hôpitaux chez les enfants de moins de 5 ans.	119
Tableau 3.16. Les principales causes de mortalité dans les hôpitaux chez les jeunes de 5 à 14 ans.	120
Tableau 3.17. Les principales causes de mortalité dans les hôpitaux chez les personnes de 15 ans et plus.	121
Tableau 3.18. Femmes ayant reçu le vaccin antitétanique.	121
Tableau 3.19. Couverture vaccinale chez les enfants de moins de 1 an.	122
Tableau 3.20. Evolution de la surveillance prénatale.	122
Tableau 3.21. Hébergements et accouchements par province.	122
Tableau 3.22. Accouchements suivis dans les centres de santé par province.	122
Tableau 3.23. Suivis des naissances dans les centres de santé.	123
Tableau 3.24. Evolution des taux de prévalence du VIH/SIDA sur les dons de sang.	125
Tableau 3.25. Les données de surveillance de la TBC.	125
Tableau 3.26. Morbidités hospitalières dues au SIDA.	125
Tableau 3.27. Transfusion sanguine.	126
Tableau 3.28. Tarifs médicaux.	126

IV. PROTECTION SOCIALE.

Tableau 4.01. Assurances vieillesse, invalidité et décès. Effectifs des personnes bénéficiant des pensions par catégorie.	130
Tableau 4.02. Evolution des cas de risque professionnels.	130
Tableau 4.03. Effectifs des bénéficiaires des prestations.	130
Tableau 4.04. Effectif et cotisation des affiliés à la Mutuelle de la Fonction Publique.	130
Tableau 4.05. Evolution du nombre d'assurés et d'entrées en assurance.	130
Tableau 4.06. Répartition des travailleurs actifs par âge et sexe.	131
Tableau 4.07. Répartition des assurés par tranche salariale.	131
Tableau 4.08. Evolution des charges techniques de la branche des pensions.	131
Tableau 4.09. Montant des prestations servies.	132
Tableau 4.10. Evolution des recettes en cotisations et des dépenses en prestations pour la branche des pensions.	132
Tableau 4.11. Evolution des accidents de travail et des maladies professionnelles déclarés.	133
Tableau 4.12. Evolution des bénéficiaires des allocations d'incapacité.	133
Tableau 4.13. Evolution des bénéficiaires des rentes.	133
Tableau 4.14. Coût des soins.	133
Tableau 4.15. Evolution des recettes en cotisation et des dépenses en prestations pour la branche des risques professionnelles.	133
Tableau 4.16. Evolution des montants annuels des recettes.	134
Tableau 4.17. Evolution des montants annuels des dépenses.	134
Tableau 4.18. Unions professionnelles reconnues.	134
Tableau 4.19. Associations sans but lucratif et établissements d'utilité publique.	134
Tableau 4.20. Evolution du nombre d'avortements.	134
Tableau 4.21. Evolution de la structure de l'indice du CAP en % (1).	135
Tableau 4.22. Taux de participation des femmes aux Assemblées Parlementaires.	135

**LISTE DES TABLEAUX.
V. EMPLOI.**

Pages

Tableau 5.01. Population active occupée selon le statut dans l'emploi.	142
Tableau 5.02. Répartition des employeurs en activité par branche d'activité économique (au 31 décembre).	142
Tableau 5.03. Répartition des employeurs en activité par province (au 31 décembre).	142
Tableau 5.04. Répartition des entreprises selon le nombre de travailleurs actifs (au 31 décembre).	143
Tableau 5.05. Répartition par ministère des effectifs de la Fonction Publique (au 31 décembre)	144
Tableau 5.06. Revenu salarial par institution étatique.	145

VI. ENSEIGNEMENT.

Tableau 6.01. Indicateurs de l'enseignement primaire	149
Tableau 6.02. Répartition des écoles du primaire par province.	149
Tableau 6.03. Répartition du personnel enseignant du primaire par province.	150
Tableau 6.04. Répartition des effectifs des élèves du primaire par province.	150
Tableau 6.05. Réussites au concours national par province	151
Tableau 6.06. Effectifs d'élèves de l'enseignement secondaire par type d'enseignement.	152
Tableau 6.07. Elèves étrangers de l'enseignement secondaire par type d'enseignement et par sexe.	152
Tableau 6.08. Indicateurs de l'enseignement secondaire	153
Tableau 6.09. Certifiés et diplômes de l'enseignement secondaire.	153
Tableau 6.10. Effectifs des étudiants par facultés et par type d'établissement.	154
Tableau 6.11. Effectifs des étudiants de l'enseignement supérieur par nationalité.	155
Tableau 6.12. Corps professoral par qualification.	155
Tableau 6.13. Effectifs des boursiers par pays d'accueil.	156
Tableau 6.14. Effectifs des boursiers burundais par pays ou organismes donateurs de la bourse.	156
Tableau 6.15. Effectifs des assistants burundais en formation à l'étranger par faculté ou institut d'origine.	157
Tableau 6.16. Effectifs des étudiants du troisième cycle par spécialités.	157
Tableau 6.17. Nombre de cantons scolaires par province.	158
Tableau 6.18. Boursiers burundais en formation à l'étranger.	158

VII. TOURISME ET HOTELLERIE.

Tableau 7.01. Hôtels du Burundi et leur capacité d'accueil en chambres.	161
---	-----

LISTE DES TABLEAUX.
VIII. PRODUCTION.

Pages

Tableau 8.01. Production des cultures vivrières en tonnes	168
Tableau 8.02. Apports de cerises aux SOGESTAL'S (en tonnes).	169
Tableau 8.03. Production du café vert par campagne (en tonnes).	170
Tableau 8.04. Production de café vert par qualité et par campagne (en tonnes).	170
Tableau 8.05. Production de coton.	171
Tableau 8.06. Superficie emblavées et nombre de planteurs de coton.	171
Tableau 8.07. Production de feuilles vertes (en tonnes).	171
Tableau 8.08. Production du thé sec vendable par usine à thé (en tonnes).	172
Tableau 8.09. Superficies plantées en blocs industriels (en ha).	172
Tableau 8.10. Superficies (en ha) occupées par la théiculture villageoise selon les sites.	172
Tableau 8.11. Production de la pêche (en tonnes).	173
Tableau 8.12. Production de la pêche par catégorie de poissons (en tonnes).	173
Tableau 8.13. Valorisation de la pêche (en millions de FBU).	173
Tableau 8.14. Production des principales industries	174
Tableau 8.15. Animaux de boucherie abattus pour la consommation.	175
Tableau 8.16. Nombre de bateaux de pêche par type de pêche.	175

IX. TRANSPORT ET TELECOMMUNICATION.

Tableau 9.01. Entrées de marchandises au port de Bujumbura par port de provenance (en tonnes).	179
Tableau 9.02. Trafic au Port de Bujumbura (en tonnes)	179
Tableau 9.03. Entrées de marchandises au Port de Bujumbura (en tonnes).	180
Tableau 9.04. Sorties des marchandises du Port de Bujumbura (en tonnes).	181
Tableau 9.05. Trafic à l'aéroport international de Bujumbura.	181
Tableau 9.06. Routes nationales et provinciales en kilomètres	182
Tableau 9.07. Nombre d'abonnés raccordés au central téléphonique.	183
Tableau 9.08. Capacité des réseaux téléphoniques du Burundi au 31 décembre.	184
Tableau 9.09. Trafic téléphonique transmis.	184
Tableau 9.10. Evolution du chiffre d'affaires de l'ONATEL (en millions de FBU).	184
Tableau 9.11. Répartition des bureaux postaux par provinces.	185
Tableau 9.12. Situation des abonnés à la poste.	187
Tableau 9.13. Trafic des envois ordinaires (nombre en millier).	188
Tableau 9.14. Trafic des envois enregistrés (nombre en millier).	188
Tableau 9.15. Trafic des colis postaux	188
Tableau 9.16. Trafic des mandats postaux (montant en millier).	188
Tableau 9.17. Evolution des recettes postales (montant en millier).	188
Tableau 9.18. Air Burundi : Données globales de trafic et de production.	189
Tableau 9.19. Personnel de la Régie Nationale des Postes.	189
Tableau 9.20. Personnel de l'ONATEL.	189
Tableau 9.21. Evolution des parutions de la presse écrite.	189
Tableau 9.22. Evolution des tirages de la presse écrite.	189

LISTE DES TABLEAUX.
X. EAU, ENERGIE ET MINES.

Pages

Tableau 10.01. Evolution des consommations d'électricité par centre (en Kwh)	195
Tableau 10.02. Evolution de la consommation d'électricité par catégorie de consommateurs (en GWh).	195
Tableau 10.03. Evolution de la consommation d'eau par catégorie de consommateurs (en m3)	195
Tableau 10.04. Evolution des importations d'électricité (en Kw).	195
Tableau 10.05. Evolution du nombre d'abonnés en électricité par centre.	196
Tableau 10.06. Consommation d'électricité distribuée par centrale hydro-électrique du Ministère du Développement Communal (en Kw).	196
Tableau 10.07. Production d'électricité par centre hydroélectrique (en Kwh).	196
Tableau 10.08. Nombre d'abonnés en électricité par centre pour les centrales du Ministère du Développement Communal.	197
Tableau 10.09. Evolution des consommations d'eau par région (en m3).	197
Tableau 10.10. Evolution du nombre d'abonnés en eau par région.	197
Tableau 10.11. Consommations des produits pétroliers (en milliers de litres)	198
Tableau 10.12. Production de la tourbe (en tonnes).	198
Tableau 10.13. Consommation de la tourbe par catégorie de clients (en tonnes métriques).	199
Tableau 10.14. Production minière.	199
Tableau 10.15. Production nationale d'énergie primaire	199
Tableau 10.16. Consommation nationale de l'énergie primaire.	200
Tableau 10.17. Importations des produits pétroliers (en milliers de litres).	200
Tableau 10.18. Evolution de la consommation de bois de chauffage (en tonnes).	200
Tableau 10.19. Evolution de la consommation de charbon de bois (en tonnes).	201
Tableau 10.20. Evolution de la consommation des déchets végétaux.	201
Tableau 10.21. Evolution de la production des centrales hydroélectriques de la REGIDESO.	202
Tableau 10.22. Evolution de la production des M.C.H.E. de la D.G.H.E.R.	203
Tableau 10.23. Evolution de consommation d'électricité par niveau de tension.	203
Tableau 10.24. Evolution de la production et de la consommation d'électricité au Burundi.	204
Tableau 10.25. Evolution des pertes sur le réseau REGIDESO.	204
Tableau 10.26. Evolution des énergies électriques importées et consommées.	204
Tableau 10.27. Evolution du nombre d'abonnés à la DGHHER.	205
Tableau 10.28. Evolution des importations des bitumes et lubrifiants (en tonnes).	205

XI. PRIX ET INDICES DES PRIX.

Tableau 11.01. Indice des prix à la consommation des ménages de Bujumbura (base 100 = Décembre 2013)	209
Tableau 11.02. Prix annuel moyen à la consommation de Bujumbura	212

XII. COMMERCE EXTERIEUR.

Tableau 12.01. Evolution du commerce extérieur	230
Tableau 12.02. Evolution de la structure des importations	230
Tableau 12.03. Evolution de la structure des exportations	230
Tableau 12.04. Structure des importations (valeur en millions de FBU)	231
Tableau 12.05. Structure des importations (poids net en tonnes)	232
Tableau 12.06. Principaux produits importés (valeur en millions de FBU)	232
Tableau 12.07. Principaux produits importés (poids net en tonnes)	233
Tableau 12.08. Importations par pays de provenance (valeur en millions de FBU)	234
Tableau 12.09. Importations par pays de provenance (poids net en tonnes)	235
Tableau 12.10. Structure des exportations (1) (valeur en millions de FBU)	236
Tableau 12.11. Structure des exportations (poids net en tonnes)	237
Tableau 12.12. Exportations par pays de destination (1) (valeur en millions de FBU)	238
Tableau 12.13. Exportations par pays de destination (poids net en tonnes)	239
Tableau 12.14. Exportations des services (en millions de FBU)	240
Tableau 12.15. Importations des services (en millions de FBU)	240

LISTE DES TABLEAUX.**Pages****XIII. BALANCE DES PAIEMENTS.**

Tableau 13.01. Balance des paiements (en millions de FBU)	244
Tableau 13.02. Evolution des recettes et dépenses en devises (en millions de FBU)	244

XIV. FINANCES PUBLIQUES.

Tableau 14.01. Evolution du budget ordinaire (en millions de FBU)	248
Tableau 14.02. Recettes du budget ordinaire (en millions de FBU)	248
Tableau 14.03. Structure des recettes du budget ordinaire (en millions de FBU)	249
Tableau 14.04. Dépenses du budget ordinaire en termes de paiements (en millions de FBU)	249
Tableau 14.05. Evolution de la dette publique (en millions de FBU)	250
Tableau 14.06. Structure de la dette publique (fin d'année : en millions de FBU)	250
Tableau 14.07. Dette publique extérieure par secteurs (fin d'année : en millions de FBU)	251
Tableau 14.08. Poids du service de la dette (fin d'année : en millions de FBU)	252
Tableau 14.09. Evolution des recettes des communes (en millions de FBU)	253
Tableau 14.10. Evolution des dépenses des communes (en millions de FBU)	256

XV. MONNAIE ET CREDITS.

Tableau 15.01. Ressources du système bancaire (fin d'année : en millions de FBU)	261
Tableau 15.02. Contreparties des ressources monétaires (fin d'année : en millions de FBU)	261
Tableau 15.03. Répartition des dépôts bancaires par détenteur (fin d'année : en millions de FBU)	261
Tableau 15.04. Evolution des risques du système financier (en millions de FBU)	262
Tableau 15.05. Evolution des crédits distribués à l'économie (en millions de FBU)	262
Tableau 15.06. Cours de change moyens des principales monnaies (BIF par unité de monnaie étrangère)	262

XVI. COMPTES ECONOMIQUES.

Tableau 16.01. Produit intérieur brut selon l'optique production (en milliards de Fbu)	267
Tableau 16.02. Répartition de la valeur ajoutée par secteur (en %)	267
Tableau 16.03. Evolution de la valeur ajoutée du secteur primaire (en milliards de Fbu)	268
Tableau 16.04. Evolution de la valeur ajoutée du secteur secondaire (en milliards de Fbu)	268
Tableau 16.05. Evolution de la valeur ajoutée du secteur tertiaire (en milliards de Fbu)	269
Tableau 16.06. Emplois du PIB (en milliards de Fbu, prix courants)	269
Tableau 16.07. Emplois du PIB (en milliards de Fbu, prix constants)	270
Tableau 16.08. Structure de la consommation des produits alimentaires (en %)	270
Tableau 16.09. Répartition de la FBCF par secteurs en milliards de Fbu	271
Tableau 16.10. Structure des importations en milliards de Fbu	271
Tableau 16.11. Structure des exportations par produits, en milliards de Fbu	271
Tableau 16.12. Part des secteurs institutionnels dans la formation de la valeur ajoutée (en %)	272
Tableau 16.13. Structure de la répartition de la valeur ajoutée (en %)	272
Tableau 16.14. Structure des transferts reçus (en %)	272
Tableau 16.15. Transfert net des secteurs institutionnels (en milliards)	272
Tableau 16.16. Structure du revenu disponible brut par secteur institutionnel (en %)	273
Tableau 16.17. Epargne brute par secteur institutionnel (en milliards)	273
Tableau 16.18. Les taux d'investissement par secteur institutionnel (en %)	273
Tableau 16.19. Capacité / besoin de financement (en milliards de Fbu)	274
Tableau 16.20. Différents soldes du compte des opérations avec le reste du monde (en milliards)	274

XVII. ASSURANCES COMMERCIALES.

Tableau 17.01. Evolution des primes émises par branche d'assurance (en milliers de FBU)	277
Tableau 17.02. Evolution des sinistres payés par branche d'assurance (en milliers de FBU)	278

CHAPITRE I : POPULATION.

1. Caractéristiques générales.

En guise de rappel, les données issues du Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2008 révèlent une situation démographique et socio-économique dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Au niveau des caractéristiques d'état : des fortes densités de population, une structure par âge et sexe caractérisée par une forte proportion de jeunes (les moins de 15 ans représentent plus de 46% de la population totale), une très faible proportion de personnes âgées, un rapport de masculinité de 97 hommes pour 100 femmes, une population essentiellement rurale,
- Au niveau des caractéristiques de mouvement : une dynamique démographique intense caractérisée par un niveau de fécondité très élevé (ISF = 6.2 c-à-d 6 enfants par femme) qui, en face d'une mortalité élevée TBM = 15‰ mais en baisse, entraîne un taux d'accroissement élevé avec les multiples contraintes qu'il génère,
- Au niveau des caractéristiques socio-économiques : la population du Burundi est à majorité agricole avec un type d'habitat dispersé et avec peu d'habitation construit avec des matériaux durables, branchées sur les réseaux de distribution d'eau et d'électricité et non pourvues de toilettes intérieures, avec

l'utilisation du bois comme source d'énergie essentielle.

- Les statistiques du mouvement naturel de la population (migrations, naissances, décès) ont été également dégagées du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2008.

2. Perspectives démographiques.

Le Bureau Central du Recensement en collaboration avec le FNUAP a élaboré les projections démographiques sur 20 ans c-à-d de 2009 à 2030. Les projections se sont basées sur les données du recensement général de 2008 (structure par âge et par sexe). Les hypothèses sur la mortalité ont été formulées à partir de la tendance des quotients de mortalité infanto-juvénile (5_q0) au cours des 20 dernières années, tendance tirée des informations issues de différentes sources dont le recensement général de la population et de l'habitation de 1990 et de 2008, l'enquête démographique et de santé de 1987 et de 2010, l'enquête MICS 2005. Ce paramètre d'entrée a été retenu parce qu'en matière d'estimation indirecte de la mortalité, il présente une relative stabilité d'un modèle à l'autre.

S'agissant de la fécondité, la cible retenue est de 3 enfant/femmes préconiser par la vision 2025. Avec cette cible on a procédé à une interpolation linéaire (période 2008-2025) et l'ISF en 2010 est de 5.82, donc environ 6 enfants/ femme

Données sur la population.

Les données sur l'état et la composition de la population par sexe, âge, nationalité, commune et province ainsi que sur l'activité économique sont fournies par les deux recensements de 1990 et 2008. Entre 2008 et 2030, la population totale ainsi que sa structure par sexe et par âge a été estimée par l'ISTEEBU et le Bureau Central du Recensement en collaboration avec le FNUAP (Fond des Nations Unies pour la Population), en utilisant le module Demproj du logiciel SPECTRUM.

Recensement Général de la Population.

Le Burundi a déjà réalisé trois recensements depuis qu'il est devenu indépendant en 1962 : 1979, 1990 et le dernier en 2008.

3. Quelques définitions.

Population recensée.

La population recensée comporte deux catégories de personnes. Celles qui ont leur résidence habituelle dans la localité administrative où elles ont été recensées (population résidente) et celles qui y sont présentes passagèrement à la date du recensement mais qui n'y ont pas leur résidence habituelle (population non résidente).

Population urbaine.

Population vivant dans des zones à habitant concentré. La formule volontairement vague de cette définition découle du caractère extrêmement variable des critères adoptés

dans différents pays pour circonscrire la population urbaine. Les plus généralement retenus sont : le poids démographique de la localité, la densité de peuplement, l'importance des fonctions administratives et des services publics, le type d'activité (importance de la population active non agricole), etc. Comme les seuils retenus pour tous ces différents critères ne sont pas partout uniformes, l'identification de la population urbaine pour un pays donné doit découler de la typologie adoptée par chaque pays pour la classification des villes et centres urbains.

Situation de famille.

Les situations de famille retenues au cours des différents recensements sont les suivantes : célibataire, marié(e), divorcé(e), séparé(e), veuf(ve), autre et non déterminé(e).

Les définitions de ces différents états matrimoniaux sont les suivantes :

Célibataires.

Ce sont les personnes n'ayant jamais été mariées et les personnes dont le mariage a été annulé.

Séparés.

Ce sont les personnes séparées de fait pour des raisons de mésentente conjugale ou des personnes séparées de corps à la suite d'un jugement prononcé par le tribunal. Un jugement prononçant la séparation de corps est mentionné sur les actes de l'état civil mais les personnes en question sont encore

considérées comme mariées par les officiers de l'état civil.

Divorcés.

Ce sont les personnes dont le mariage a été dissout en justice et qui ne se sont pas remariées. Cette catégorie ne comprend pas les séparés. D'autre part, une personne divorcée dont le conjoint est décédé après le divorce, est à considérer comme divorcée, et non pas veuve.

Veufs.

Ce sont les personnes dont le conjoint est décédé et qui ne se sont pas remariées.

Mariés.

Ce sont les personnes ayant contracté mariage quel qu'ait été leur état antérieur (célibataires, veufs, divorcés, séparés).

En fait, quatre situations différentes peuvent se présenter en ce qui concerne les personnes mariées :

- les 2 conjoints vivent ensemble dans un même ménage ;
- les 2 conjoints, pour des raisons professionnelles (ouvriers étrangers, fonctionnaires internationaux, etc.), ne vivent pas ensemble, mais se considèrent comme légalement mariés ;
- les 2 conjoints ne vivent pas ensemble; ils sont séparés de fait, pour des raisons de mésentente conjugale ;
- les 2 conjoints, par décision de justice, sont séparés légalement (séparation de corps).

Naissances et décès.

Les chiffres des naissances, des décès et des morts-nés peuvent avoir trait :

- à la population "de facto". Dans ce cas, on considère dans la statistique tous les faits d'état civil qui se sont produits sur le territoire national, sans distinguer si ces faits se rapportent à des résidents ou à des non-résidents ;
- à la population "de jure". Ce procédé consiste à éliminer du nombre total des faits survenus sur le territoire national ceux qui se rapportent à des non-résidents et à y ajouter les faits survenus à l'étranger, mais se rapportant à des résidents.

Morts-nés.

On entend par mort foetale, le décès d'un produit de conception lorsque ce décès est survenu avant l'expulsion ou l'extraction complète du corps de la mère indépendamment de la durée de gestation ; le décès est indiqué par le fait qu'après cette séparation le fœtus ne respire ni ne manifeste aucun signe de vie tel que battement du cœur, pulsation du cordon ombilical ou contraction effective d'un muscle soumis à l'action de la volonté (définition adoptée par l'Assemblée Mondiale de la Santé conformément à l'article 23 de la constitution de l'OMS).

Mariages.

Les données doivent avoir trait à tous les mariages conclus sur le territoire national quelle que soit la résidence des époux.

Taux de fécondité.

C'est le rapport des naissances vivantes, pour une année donnée dans un groupe de femmes, sans considération d'état matrimonial, à l'effectif moyen de ce groupe.

Taux brut de reproduction.

Le taux brut de reproduction est le nombre de filles auxquelles une femme (ou un groupe de femmes) donneraient naissance durant son existence si elle vivait ses années de procréation en se conformant aux taux de fécondité par âge d'une année donnée.

Indicateur conjoncturel de fécondité.

l'indicateur conjoncturel de fécondité, encore appelé "Somme des naissances réduite" ; est la descendance finale dans une génération fictive qui aurait à chaque âge successif, la fécondité empruntée à chacune des 35 générations (15 à 49 ans) réelles observées une année donnée.

Taux de mortalité infantile.

C'est le total du nombre de décès d'enfants âgés de moins d'un an durant l'année X, divisé par la somme d'un tiers des naissances vivantes de l'année X-1 et de deux tiers des naissances de l'année X.

Mortalité infantile endogène et exogène.

- **décès endogènes** : décès dus à des tares héréditaires, à des malformations congénitales ou consécutifs aux traumatismes causés par

l'accouchement ; ces décès suivent d'assez peu le moment de la naissance.

- **décès exogènes** : décès liés aux périls extérieurs : périls infectueux, de nature respiratoire ou alimentaire notamment, accidents divers, etc ; ces décès se répartissent tout au long de l'année d'âge considéré (Roland Pressart : L'analyse démographique, édition 1969.).

Statistiques de l'état civil.

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) devraient être dressées à partir des registres de l'état civil, établis par les administrateurs communaux, les chefs de zones et les officiers de l'état civil au moment où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Faute de moyens financiers et en ressources humaines, ces statistiques ne font pas encore partie de nos publications.

Sources de documentation.

- ISTEERBU
- Bureau Central du Recensement

Références bibliographiques.

- Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2008, Bureau Central du Recensement.
- Projections démographiques du Recensement Général de la Population de 2008.
- Population burundaise de 1990 à 2003 : Estimations du Projet BDI/99/PO4 – Appui à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique nationale de population, PNP, Bujumbura, Janvier 2001.

TABLEAU 1. 01

Principaux indicateurs démographiques et socio-économiques du Burundi.

Source : Données du Recensement Général de la Population, 1990 et 2008.

		1990	2008
Population résidente	Hommes	2 574 126	3 964 906
	Femmes	2 718 667	4 088 668
	Ensemble	5 292 793	8 053 574
Population rurale		4 959 749	7 241 708
Population urbaine		333 044	811 866
Part de la ville de Bujumbura dans la population urbaine		235 440	497 166
Nombre moyen d'hommes pour 100 femmes	En milieu rural	93,3	94,7
	En milieu urbain	117,8	119,9
	Ville de Bujumbura	121,6	123,8
	Ensemble du pays	94,7	97,0
Population résidente selon les grands groupes d'âge	Moins de 1 an	3,92	3,61
	Moins de 5 ans	19,20	17,68
	Moins de 15 ans	46,90	46,99
	De 15 à 46 ans	48,96	52,09
	65 ans et plus	4,14	2,75
Age moyen de la population	Hommes	21,52	21,3
	Femmes	22,42	20,8
	Ensemble	21,98	21,0
Age moyen au premier mariage	Hommes	25,54	24,7
	Femmes	22,31	22,5
Taux bruts de natalité (TBN)		44,20	39,50
Indice synthétique de fécondité (ISF)		6,69	5,96
Taux bruts de reproduction (TBR)		3,36	3,05
Taux bruts de mortalité (TBM)		15,60	15,00
Espérance de vie à la naissance	Hommes	50	46,00
	Femmes	52	51,80
	Ensemble	51	48,90

TABLEAU 1. 01 (suite)

Principaux indicateurs démographiques et socio-économiques du Burundi.

Source : Données du Recensement Général de la Population, 1990.

		1 990	2 008
Mortalité infantile (en pour mille)	Masculin	111	107
	Féminin	112	99
	Ensemble	111,5	103
Mortalité juvénile		82	55
Mortalité infanto-juvénile		103	152
Taux d'accroissement de la population (en %)		3	2,40
Densité moyenne nationale (hab./km ²)		204	310,00
Taux d'alphabétisation	Hommes	48,97	57,20
	Femmes	32,61	34,90
	Ensemble	40,50	44,70
Taux de fréquentation scolaire	Masculin	18,77	25,50
	Féminin	14,07	24,03
	Ensemble	16,34	24,80
Taux d'activité (pour la population âgée de 10 ans et plus)	Hommes	80,23	55,58
	Femmes	81,28	58,15
	Ensemble	80,75	56,90
Agriculteurs, éleveurs, pêcheurs (10 ans et plus)	Hommes	88,30	82,80
	Femmes	97,39	91,20
	Ensemble	93,10	87,16
Nombre moyen de personnes par ménage		4,60	4,70
Nombre moyen de pièces habitables par ménage		4,0	3,38
Pourcentage de maisons selon les matériaux de construction	En dur	2,28	10,20
	En semi-dur	35,64	59,80
	En pisé	57,81	25,50
	En végétaux	2,84	-
	Autres	1,32	2,20
Pourcentage de ménages selon le mode d'approvisionnement en eau	Robinet intérieur	0,70	3,30
	Robinet extérieur	2,00	4,40
	Borne fontaine	12,30	16,30
	Source aménagée	48,10	47,50
	Source non aménagée	30,90	17,70
	Rivière / Lac	4,80	9,40
	Autres	1,20	1,40
Pourcentage de ménages selon le type du lieu d'aisance	Toilette à l'intérieur	0,80	1,30
	Toilette à l'extérieur privé	87,60	62,20
	Toilette à l'extérieur collective	8,30	27,90
	Sans toilette	3,30	4,50
Pourcentage de ménages selon le mode d'éclairage	Electricité	1,80	4,80
	Pétrole, Mazout	74,80	8,80
	Feu du bois	22,00	42,90
	Autre	1,40	7,70
Pourcentage de ménages selon l'énergie utilisée pour la cuisine	Electricité	0,20	0,20
	Gaz	0,10	1,60
	Pétrole, Mazout	0,30	2,10
	Feu du bois	4,20	8,70
	Bois	94,90	79,50
	Tourbe	0,10	0,10
Autre	0,30	2,10	

TABLEAU 1. 02

Population totale par sexe et âge aux recensements de 1979, 1990 et 2008

Source : ISTEEDU : "Recensement Général de la Population 2008".

Age atteint	1979			1990			2008		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Total	4 031 420	1 946 145	2 085 275	5 292 793	2 574 126	2 718 667	8 053 574	3 964 906	4 088 668
Moins de 20 ans	2 192 341	1 088 324	1 104 017	2 957 307	1 675 583	1 716 479	4 516 787	2 198 063	2 318 724
20 à 59 ans	1 576 932	734 617	842 315	2 032 322	759 381	838 186	3 120 225	1 559 501	1 560 724
60 à 69 ans	146 052	64 015	82 037	151 604	66 788	84 816	174 837	87 079	87 758
70 ans et plus	116 095	59 189	56 906	151 560	72 374	79 186	241 725	120 263	121 462
0 à 4 ans	697 580	346 363	351 217	993 138	495 595	497 543	1 424 016	701 119	722 897
5 à 9 ans	549 063	272 961	276 102	846 293	420 868	425 425	1 133 011	554 819	578 192
10 à 14 ans	464 044	232 101	231 943	623 329	310 285	313 044	992 125	479 874	512 251
15 à 19 ans	481 654	236 899	244 755	494 547	243 966	250 581	967 635	462 251	505 384
20 à 24 ans	412 731	199 174	213 557	434 755	204 869	229 886	771 686	364 574	407 112
25 à 29 ans	291 855	141 316	150 539	410 404	195 722	214 682	607 541	304 842	302 699
30 à 34 ans	212 004	99 490	112 514	363 727	176 191	187 536	414 453	209 982	204 471
35 à 39 ans	172 251	78 532	93 719	267 287	131 600	135 687	371 931	186 018	185 913
40 à 44 ans	155 377	67 855	87 522	183 801	86 166	97 635	303 720	153 694	150 026
45 à 49 ans	133 390	61 513	71 877	140 865	65 263	75 602	280 890	146 870	134 020
50 à 54 ans	113 387	49 110	64 277	135 534	59 358	76 176	228 246	116 798	111 448
55 à 59 ans	85 937	37 627	48 310	95 949	45 081	50 868	141 758	76 723	65 035
60 à 64 ans	87 619	37 487	50 132	94 259	40 430	53 829	107 403	52 602	54 801
65 à 69 ans	58 433	26 528	31 905	57 345	26 358	30 987	67 434	34 477	32 957
70 et plus	116 095	59 189	56 906	151 560	72 374	79 186	241 725	120 263	121 462

TABLEAU 1. 07.

Population des provinces et communes en 2008.

Source : ISTEERU : "Recensement Général de la population de 2008"

PROVINCES	COMMUNES	Population			Nombre de ménages	Superficie (en ha)	Population		Densité
		Masculine	Féminine	Totale			Urbaine	Rurale	
BUBANZA	Bubanza	42 062	41 616	83 678	18 548	22 482	20 031	63 647	372
	Gihanga	30 339	25 005	55 344	11 096	28 732	-	55 344	193
	Mpanda	29 313	29 600	58 913	12 877	12 550	-	58 913	469
	Musigati	41 035	41 172	82 207	16 676	29 382	-	82 207	280
	Rugazi	31 719	26 162	57 881	11 210	15 758	-	57 881	367
	Total		174 468	163 555	338 023	70 407	108 904	20 031	317 992
BUJUMBURA Rural	Bugarama	14 898	15 584	30 482	5 851	-	-	30 482	-
	Isale	38 708	40 032	78 740	15 467	11 165	4 977	73 763	705
	Kabezi	23 180	25 899	49 079	9 745	9 006	1 312	47 767	545
	Kanyosha	38 203	40 620	78 823	15 020	11 162	4 272	74 551	706
	Mubimbi	20 515	21 174	41 689	8 278	7 144	-	41 689	584
	Mugongomanga	13 862	14 123	27 985	5 563	13 584	2 086	25 899	206
	Muhuta	31 119	29 514	60 633	11 208	27 346	-	60 633	222
	Mukike	11 901	12 759	24 660	5 069	15 494	-	24 660	159
	Mutambu	20 885	22 878	43 763	8 417	10 244	-	43 763	427
	Mutimbuzi	35 809	33 716	69 525	14 228	18 115	11 700	57 825	384
	Nyabiraba	26 135	24 419	50 554	8 588	-	-	50 554	-
Total		275 215	280 718	555 933	107 434	131 912	24 347	531 586	421
BURURI	Burambi	28 068	29 099	57 167	11 461	28 084	-	57 167	204
	Bururi	40 889	42 725	83 614	15 399	39 155	4 478	79 136	214
	Buyengero	29 110	29 560	58 670	11 571	21 472	-	58 670	273
	Matana	20 763	22 014	42 777	8 159	20 740	2 054	40 723	206
	Mugamba	28 383	30 701	59 084	12 136	30 082	1 249	57 835	196
	Rumonge	73 196	71 878	145 074	28 061	32 488	35 931	109 143	447
	Rutovu	22 127	23 984	46 111	8 731	28 632	1 404	44 707	161
	Songa	25 351	26 480	51 831	9 759	23 205	-	51 831	223
	Vyanda	14 476	15 209	29 685	5 524	22 654	-	29 685	131
	Total		282 363	291 650	574 013	110 801	246 512	45 116	528 897
CANKUZO	Cankuzo	23 543	24 429	47 972	9 592	48 862	3 624	44 348	98
	Cendajuru	15 887	16 571	32 458	6 733	18 363	-	32 458	177
	Gisagara	27 777	29 545	57 322	11 497	34 740	-	57 322	165
	Kigamba	20 156	20 617	40 773	8 155	56 369	-	40 773	72
	Mishiha	24 979	25 369	50 348	10 436	38 120	-	50 348	132
	Total		112 342	116 531	228 873	46 413	196 454	3 624	225 249
CIBITOKÉ	Buganda	34 069	34 976	69 045	15 029	18 628	-	69 045	371
	Bukinanyana	37 362	38 388	75 750	15 199	33 194	-	75 750	228
	Mabayi	33 177	33 190	66 367	12 796	34 754	-	66 367	191
	Mugina	43 531	44 920	88 451	18 368	29 738	-	88 451	297
	Murwi	41 545	40 690	82 235	16 935	25 668	-	82 235	320
	Rugombo	39 174	39 413	78 587	16 755	21 570	23 885	54 702	364
	Total		228 858	231 577	460 435	95 082	163 552	23 885	436 550

TABLEAU 1. 08.

Population résidante de 10 ans et plus selon l'état matrimonial et le sexe.

Source : ISTEEDU : "Recensement Général de la population de 2008"

Sexe	Etat matrimonial									Total
	Célibataire	Marié monogamme	Marié 2 épouses	Marié 3 épouses	Union libre	Divorcé	Séparé	Veuf	Non déterminé	
Masculin	1 116 749	1 036 756	43 296	5 577	151 832	6 100	16 820	51 459	236 495	2 665 084
Féminin	1 066 054	1 030 381	50 237	7 307	160 234	14 491	43 724	208 031	169 367	2 749 826
Total	2 182 803	2 067 137	93 533	12 884	312 066	20 591	60 544	259 490	405 862	5 414 910

TABLEAU 1. 09.

Population résidante selon la religion et le sexe.

Source : ISTEEDU : "Recensement Général de la population de 2008"

Sexe	Religion									Total	
	Aucune religion	Catholique	Protestante	Musulmane	Adventiste	Témoin de Jéhovah	Traditionnelle	Autre religion	Sans religion		
Masculin	270 663	2 418 529	799 925	102 217	89 831	13 061	1 369	120 973	0	148 338	3 964 906
Féminin	220 435	2 523 304	922 114	98 292	95 530	12 393	1 378	140 108	0	75 114	4 088 668
Total	491 098	4 941 833	1 722 039	200 509	185 361	25 454	2 747	261 081	0	223 452	8 053 574

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2013.

04 PROVINCE DE CANKUZO.

Groupes d'âges	0401 CANKUZO			0402 CENDA JURU			0403 GISAGARA			0404 KIGAMBA		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	4 157	4 436	8 595	3 383	3 412	6 795	6 942	7 382	14 323	3 953	3 993	7 946
5 - 9	3 634	3 914	7 549	2 757	2 848	5 605	5 182	5 438	10 620	3 336	3 454	6 790
10 - 14	3 382	3 600	6 982	2 352	2 454	4 806	4 098	4 387	8 486	2 973	3 107	6 080
15 - 19	2 988	3 179	6 167	1 962	2 102	4 064	4 004	4 542	8 545	2 534	2 712	5 246
20 - 24	2 648	2 767	5 415	1 657	1 819	3 475	2 262	2 784	5 046	2 152	2 355	4 507
25 - 29	2 277	2 336	4 614	1 378	1 523	2 900	1 350	1 615	2 965	1 795	1 974	3 769
30 - 34	1 918	1 913	3 834	1 135	1 247	2 381	359	27	388	1 459	1 597	3 055
35 - 39	1 525	1 484	3 010	887	953	1 839	778	763	1 543	1 148	1 216	2 364
40 - 44	1 241	1 218	2 459	718	758	1 476	973	955	1 928	953	966	1 919
45 - 49	1 001	980	1 982	582	599	1 180	1 380	1 088	2 467	787	761	1 549
50 - 54	797	804	1 600	476	481	957	1 103	945	2 046	659	613	1 272
55 - 59	628	644	1 272	379	377	755	446	182	627	533	480	1 014
60 - 64	483	505	988	291	281	572	192	300	492	418	363	781
65 - 69	323	353	676	196	190	386	237	200	436	289	244	534
70 - 74	212	242	454	128	125	253	401	505	904	202	156	358
75 - 79	125	147	272	76	72	148	233	191	424	135	85	219
80+	144	138	283	96	123	218	692	670	1 358	115	91	207
Total	27 458	28 655	56 113	18 529	19 438	37 966	30 397	31 798	62 195	23 508	24 184	47 692

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2013.

04 PROVINCE DE CANKUZO.

Groupes d'âges	0405 MISHIHA			04 PROVINCE CANKUZO		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	5 461	5 478	10 939	23 897	24 700	48 597
5 - 9	4 419	4 496	8 915	19 328	20 150	39 478
10 - 14	3 730	3 793	7 521	16 534	17 341	33 875
15 - 19	3 061	3 197	6 258	14 549	15 732	30 281
20 - 24	2 490	2 715	5 205	11 208	12 439	23 647
25 - 29	2 056	2 283	4 338	8 856	9 731	18 587
30 - 34	1 722	1 946	3 665	6 592	6 731	13 323
35 - 39	1 387	1 511	2 896	5 724	5 927	11 651
40 - 44	1 205	1 215	2 420	5 090	5 112	10 202
45 - 49	993	935	1 929	4 743	4 363	9 106
50 - 54	793	690	1 485	3 828	3 533	7 361
55 - 59	613	510	1 124	2 600	2 192	4 792
60 - 64	435	354	790	1 819	1 804	3 623
65 - 69	276	225	501	1 322	1 211	2 533
70 - 74	170	139	309	1 113	1 166	2 279
75 - 79	96	77	173	665	572	1 237
80+	111	107	219	1 158	1 128	2 286
Total	29 133	29 758	58 892	129 026	133 832	262 858

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2013.

11 PROVINCE DE MURAMVYA.

Groupes d'âges	1101 BUKEYE			1102 KIGANDA			1103 MBUYE			1104 MURAMVYA		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	5 678	5 797	11 476	4 197	4 220	8 417	4 742	4 737	9 479	7 075	7 044	14 118
5 - 9	4 981	5 343	10 324	3 696	3 891	7 588	4 108	4 416	8 525	6 344	6 443	12 787
10 - 14	4 640	5 154	9 795	3 456	3 755	7 211	3 771	4 307	8 081	6 050	6 161	12 210
15 - 19	4 046	4 676	8 722	2 993	3 408	6 402	3 249	3 927	7 177	5 319	5 536	10 855
20 - 24	3 471	4 173	7 642	2 512	3 045	5 555	2 729	3 493	6 221	4 556	4 852	9 408
25 - 29	2 904	3 549	6 449	2 077	2 587	4 661	2 287	2 990	5 273	3 794	4 082	7 876
30 - 34	2 321	2 858	5 173	1 635	2 074	3 704	1 869	2 449	4 311	2 988	3 247	6 234
35 - 39	1 837	2 198	4 031	1 294	1 598	2 887	1 519	1 919	3 433	2 328	2 490	4 817
40 - 44	1 660	1 787	3 343	1 118	1 304	2 418	1 352	1 616	2 962	1 933	2 040	3 971
45 - 49	1 309	1 433	2 738	950	1 065	2 013	1 153	1 312	2 462	1 604	1 651	3 253
50 - 54	1 125	1 178	2 301	828	911	1 737	990	1 077	2 065	1 364	1 378	2 741
55 - 59	909	932	1 839	680	744	1 422	797	848	1 644	1 111	1 107	2 217
60 - 64	691	699	1 390	529	586	1 114	589	620	1 209	871	851	1 722
65 - 69	452	480	932	359	406	764	390	420	809	594	588	1 182
70 - 74	280	327	607	235	270	505	255	282	537	397	397	794
75 - 79	140	206	346	136	151	286	153	175	329	238	237	474
80+	131	187	317	144	174	318	140	168	308	226	211	439
Total	36 464	40 849	77 305	26 895	30 111	56 999	30 135	34 608	64 733	46 819	48 226	95 046

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2013.

11 PROVINCE DE MURAMVYA.

Groupes d'âges	1105 RUTEGAMA			11 PROVINCE MURAMVYA		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	3 590	3 561	7 151	25 281	25 364	50 644
5 - 9	3 203	3 315	6 518	22 329	23 411	45 741
10 - 14	3 031	3 229	6 260	20 948	22 608	43 561
15 - 19	2 620	2 938	5 558	18 227	20 485	38 713
20 - 24	2 161	2 608	4 767	15 430	18 169	33 593
25 - 29	1 756	2 216	3 969	12 820	15 423	28 230
30 - 34	1 339	1 783	3 117	10 153	12 409	22 536
35 - 39	1 045	1 380	2 420	8 024	9 584	17 588
40 - 44	912	1 142	2 048	6 875	7 887	14 740
45 - 49	768	925	1 690	5 783	6 383	12 153
50 - 54	660	767	1 425	4 965	5 310	10 266
55 - 59	525	608	1 131	4 021	4 238	8 253
60 - 64	374	455	828	3 053	3 215	6 266
65 - 69	242	308	548	2 037	2 201	4 236
70 - 74	153	200	353	1 321	1 476	2 797
75 - 79	88	115	204	756	885	1 641
80+	86	122	207	727	860	1 587
Total	22 583	25 579	48 156	162 896	179 374	342 241

Tableau 1.13.

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2014.

01 PROVINCE DE BUBANZA.

Groupes d'âges	0101 BUBANZA			0102 GIHANGA			0103 MPANDA			0104 MUSIGATI		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	9 027	8 919	17 944	5 412	5 403	10 814	7 101	6 930	14 029	8 804	8 912	17 717
5 - 9	7 156	7 193	14 348	4 552	4 349	8 900	5 335	5 349	10 683	7 061	7 225	14 286
10 - 14	6 170	6 222	12 390	4 254	3 747	7 996	4 257	4 359	8 615	6 172	6 282	12 452
15 - 19	5 242	5 372	10 614	3 942	3 200	7 140	3 421	3 647	7 067	5 231	5 386	10 617
20 - 24	4 692	4 873	9 566	4 026	2 826	6 858	2 911	3 284	6 194	4 578	4 758	9 337
25 - 29	4 075	4 192	8 268	3 620	2 415	6 047	2 494	2 829	5 321	3 917	4 053	7 971
30 - 34	3 524	3 521	7 049	3 047	2 039	5 106	2 227	2 446	4 672	3 314	3 393	6 709
35 - 39	2 792	2 682	5 478	2 311	1 574	3 898	1 812	1 878	3 690	2 608	2 590	5 200
40 - 44	2 172	1 983	4 160	1 570	1 211	2 790	1 484	1 385	2 871	2 046	1 957	4 006
45 - 49	1 700	1 507	3 211	1 169	940	2 114	1 194	1 039	2 236	1 608	1 493	3 102
50 - 54	1 296	1 159	2 458	917	730	1 651	928	773	1 704	1 232	1 135	2 368
55 - 59	979	884	1 864	700	566	1 268	708	581	1 291	939	862	1 802
60 - 64	700	649	1 349	521	426	948	506	426	933	681	642	1 324
65 - 69	446	442	889	333	293	627	319	287	607	446	423	870
70 - 74	270	296	566	195	196	391	189	188	377	287	261	549
75 - 79	155	192	347	96	123	219	99	120	219	182	140	322
80+	123	144	267	72	102	173	76	106	181	122	144	266
Total	50 503	50 302	100 768	36 428	30 224	66 676	35 196	35 778	70 976	49 270	49 765	99 040

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2014.

01 PROVINCE DE BUBANZA.

Groupes d'âges	0105 RUGAZI			01 PROVINCE BUBANZA		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	5 753	5 503	11 254	36 087	35 666	71 747
5 - 9	4 796	4 506	9 300	28 902	28 621	57 519
10 - 14	4 441	3 972	8 408	25 307	24 582	49 874
15 - 19	4 131	3 455	7 585	21 974	21 059	43 029
20 - 24	4 298	3 131	7 434	20 496	18 871	39 379
25 - 29	3 873	2 682	6 566	17 969	16 171	34 163
30 - 34	3 244	2 218	5 483	15 349	13 620	29 014
35 - 39	2 427	1 679	4 120	11 950	10 402	22 386
40 - 44	1 575	1 242	2 826	8 852	7 778	16 659
45 - 49	1 144	943	2 090	6 817	5 923	12 758
50 - 54	893	733	1 630	5 270	4 533	9 817
55 - 59	677	555	1 234	4 005	3 446	7 460
60 - 64	515	400	916	2 925	2 544	5 473
65 - 69	323	259	583	1 868	1 705	3 577
70 - 74	177	158	336	1 117	1 101	2 220
75 - 79	65	86	151	597	662	1 258
80+	86	85	172	477	577	1 054
Total	38 085	31 622	69 733	209 481	197 690	407 236

CHAPITRE II : ENVIRONNEMENT.

INTRODUCTION.

L'environnement est l'ensemble des éléments naturels qui nous entourent ainsi que l'ensemble des éléments de la condition humaine qui touchent ou affectent notre vie, telles que la pauvreté, les maladies, etc.

L'environnement est le système dynamique défini par les interactions physico-chimiques, biologiques et culturelles entre l'homme, les autres êtres vivants et tous les éléments du milieu, qu'ils soient naturels, transformés ou créés par l'homme.

Le développement est le processus de transformation de cet environnement pour le mieux-être du groupe humain. Un développement global implique donc la consommation des ressources tant naturelles qu'humaines tout en visant à les conserver, rétablir ou améliorer la planification. Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre l'avenir des générations futures pour satisfaire leurs propres besoins. Ceci soulève trois grands points de réflexion. Le développement durable est donc le paradigme adopté généralement pour l'intégration des politiques écologiques et du développement. Ce concept pourrait être considéré comme une question de richesse et de bien-être. En cherchant le bien-être, l'homme peut adopter des pratiques dangereuses qui peuvent plutôt entraîner la destruction des systèmes écologiques.

UTILISATION DU TERRITOIRE.

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles.

Les données fournies proviennent du "Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire" et du "Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage". Ces données sont appuyées aussi par des enquêtes agricoles menées ponctuellement par l'ISTEEBU.

INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX.

Terres arables par habitant.

Les terres arables comprennent les terres cultivées de façon temporaire, les prairies temporaires à faucher ou destinées au parcage (les superficies récoltées deux fois ne sont comptabilisées qu'une fois), les maraîchages, les jardins potagers ainsi que les jardins familiaux et les terres temporairement en jachère. La superficie des terres arables est exprimée en hectares par habitant.

Changement d'utilisation des sols.

Cet indicateur définit le changement dans le temps de la distribution des sols. Le but de cet indicateur est de souligner les changements de production ou d'utilisation possibles des sols pour faciliter leur organisation durable et une politique de développement à long terme.

Il permet aussi de suivre l'évolution des superficies forestières, des terres arables et des terres toujours en herbe pour des perspectives économiques et environnementales.

Evolution de la surface forestière.

Les surfaces forestières correspondent aux terres plantées d'arbres avec une densité de recouvrement supérieure ou égale à 10%, qu'il s'agisse de plantations d'essences ou de terrains semés, ou de forêts naturelles ou semi naturelles.

Cet indicateur vise à mesurer le taux de déforestation. Les surfaces sont mesurées par les résultats des inventaires forestiers ou des enquêtes cadastrales. Le pourcentage de déforestation (DR) entre l'année n_1 et n_2 est calculé de la manière suivante :

$$DR = 100 \left(1 - \frac{\text{Surface forestière} - \text{année } n_1}{\text{Surface forestière} - \text{année } n_2} \right) \exp(1/n_1 - n_2)$$

Intensité d'exploitation forestière.

Cet indicateur compare les pourcentages des abattages forestiers, ou encore le nombre annuel de coupes forestières, à l'accroissement annuel net.

$$I_{ef} = \frac{\text{Récolte annuelle}}{\text{Accroissement annuel}}$$

Cet indicateur représente le principe du rendement soutenu, c'est-à-dire un état d'équilibre entre la production et la récolte. Combattre la déforestation permet de préserver l'eau, les sols, l'air et la biodiversité.

Superficies protégées en pourcentage de la superficie totale.

Cet indicateur mesure la part des superficies délimitées dans un but de protection et créées pour protéger la vie sauvage, les écosystèmes particuliers, les ressources terrestres et aquatiques, etc.

Cet indicateur de développement durable permet de mesurer la réponse de la société pour la protection de la biodiversité et des paysages à travers la création de réserves représentatives des différents écosystèmes.

Emissions des gaz responsables de l'effet de serre.

Les émissions de gaz telles que : le CO₂, le méthane, l'oxyde nitrique, les chlorofluorocarbones et les halons ainsi que la vapeur d'eau sont responsables du réchauffement de la terre. En ce qui concerne ces émissions, l'indicateur le plus significatif est le CO₂, dont la principale source d'émission anthropogénique est l'utilisation de combustibles fossiles. Les origines de ces émissions sont influencées par le climat et le type d'énergie utilisé dans le pays, selon sa structure industrielle, ses systèmes de transport, ses secteurs forestiers et agricoles ou encore les modes de consommation annuelle d'énergie par habitant. De nombreux experts s'accordent à dire que les changements climatiques résultent de l'augmentation de la concentration de ces gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Traitement des eaux polluées.

Il est défini comme étant la collecte des eaux ménagères, commerciales et industrielles et leur acheminement vers un lieu où elles reçoivent un traitement suffisant qui permet leur renvoi dans l'environnement sans qu'elles ne soient la cause d'impact négatif sur la santé publique ou l'écosystème.

C'est un indicateur qui estime le niveau potentiel de pollution provenant de sources domestiques, industrielles ou commerciales entrant dans l'environnement aquatique.

Dépenses pour le traitement des déchets.

Mesurées en \$USA par unité de PIB, cet indicateur se rapporte aux dépenses municipales et/ou privées pour la collecte des déchets et leur traitement. Une mauvaise gestion des déchets a des incidences sur l'environnement, la santé humaine et le tourisme.

Déchets.

Il s'agit de l'un des domaines environnementaux souvent identifiés lorsque l'on mesure les frais de protection de l'environnement. Ce domaine comprend la prévention et la réduction des déchets, la collecte, le transport, le traitement et l'élimination des terres contaminées et le contrôle des déchets. Les activités de recyclage sont incluses dans cette rubrique dans la mesure où elles visent principalement à la réduction et au traitement des déchets.

Frais de protection de l'environnement.

Il s'agit des dépenses résultant d'actions et d'activités dont l'objectif principal est la prévention, la réduction et l'élimination de la pollution et autres dégradations de l'environnement.

Les actions et activités ayant un impact favorable sur l'environnement mais dont l'objectif principal est autre, ne peuvent être considérées comme dépenses consacrées à la

protection de l'environnement. De ce fait sont exclues les activités qui, bien que bénéfiques pour l'environnement, visent essentiellement à satisfaire des nécessités techniques ou le respect des normes sanitaires et sociales de l'entreprise.

Forêt.

Bien que les forêts en général et plus particulièrement les forêts tropicales soient importantes sur tous les aspects (économique, social et environnemental) pour les pays qui en disposent encore, elles sont surtout considérées, à juste titre d'ailleurs, comme les poumons de la planète. Elles attirent l'attention du monde entier parce que pour une grande partie de ses activités, l'humanité dépend des forêts notamment tropicales humides (dépendance économique, environnementale et sociale).

Elles jouent un très grand rôle sur le climat et elles sont donc un maillon influant dans les théories actuelles sur les changements climatiques.

La nécessité d'une gestion durable des forêts s'impose d'autant plus que les forêts qui subissent d'énormes pressions économiques et démographiques sont des composantes vulnérables à la dégradation.

Environ 90% des forêts mondiales n'étaient protégées en 1996 et dans l'ensemble de ces forêts, les forêts tropicales d'Afrique (forêts subsahariennes) occupaient une superficie de

500 millions d'hectares ; soit 24% des forêts tropicales.

La complexité de gérer les forêts n'est possible qu'à partir de données statistiques fiables. D'où la nécessité d'un système d'informations sur les forêts.

Réserves naturelles.

En application du code de l'environnement, des parties de territoire sont classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader.

Espèces menacées d'extinction.

A la base des annexes I, II, III de la convention de Commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et en se basant sur les documents déjà élaborés, on distingue au Burundi des espèces éteintes et des espèces menacées d'extinction.

Annexe I : comprend toutes les espèces menacées d'extinction qui sont ou pourraient être affectées par le commerce. Le commerce des spécimens de ces espèces doit être soumis à un contrôle strict afin de ne pas mettre davantage leur survie en danger et ne doit être autorisé que dans des conditions exceptionnelles.

Annexe II : comprend toutes les espèces qui, bien que n'étant pas nécessairement menacées naturellement d'extinction, pourraient le devenir

si le commerce des spécimens de ces espèces n'était pas soumis à un contrôle strict ayant pour but d'éviter une exploitation incompatible avec leur survie.

Annexe III : comprend toutes les autres espèces soumises à un contrôle ayant pour but d'empêcher ou de restreindre leur exploitation.

Parc national.

Un parc national est un territoire classé par le code de l'environnement pour l'intérêt de la conservation de son milieu naturel et pour le préserver. Il comporte une zone centrale strictement protégée et une zone périphérique davantage consacrée au développement culturel, social et économique du territoire.

Sources de documentation.

- Ministère de l'environnement
- Institut Géographique du Burundi
- Institut National de l'Environnement et de la Conservation de la Nature
- Département des forêts.

Références bibliographiques.

- Stratégie nationale de l'environnement au Burundi : énergie, bois et autres; MINATET
- La politique nationale de gestion des ressources en eau et plan d'actions, MINATET, Bujumbura, Juillet 2001.
- Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Première communication nationale, Bujumbura, Août 2001.
- Base de données pour les indicateurs du développement humain durable, série 1990-2000, ISTEEBU, Bujumbura, Mai 2002.

TABLEAU 2, 01

Indicateurs environnementaux,

Source : ISTEEBU (Rapport sur les indicateurs du développement humain durable).

Indicateurs environnementaux	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Territoire national (en km ²)	27 834	27 834	27 834	27 834	27 834	27 834	27 834	27 834	27 834	27 834	27 834	27 834
Marais (en ha)	120 000	120 000	120 000	117 993	117 993	117 993	117 993	117 993	117 993	117 993	117 993	117 993
Parcs et réserves naturelles (en ha)	101 600	101 600	101 600	101 600	101 600	101 600	101 600	101 600	101 600	101 600	101 600	101 600
Terres irriguées (en ha)	20 000	20 000	20 000	55 877	55 877	55 877	55 877	55 877	55 877	55 877	55 877	55 877
Forêts en% de la superficie totale	6,24	6,30	6,30	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00
Déboisements (en ha)	7 600	6 400	6 400	30 000	-	-	-	-	-	-	-	-
Boisements (en ha)	156 000	169 000	169 000	161 000	161 000	161 000	161 000	161 000	161 000	161 000	161 000	161 000
Terres rocheuses en % du total	1,0	1,0	1,0	1,0	1	1	1	1	1	1	1	1
Eaux territoriales en % de la superficie totale	10,04	10,04	10,04	10,04	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00	10,00
Superficie des cultures vivrières (en 1000 ha)	1 134	1 134	1 134	1 134	1 134	1 134	1 134	1 134	1 134	1 134	1 134	1 134
Pâturages (en ha)	482 947	482 947	482 947	482 947	482 947	482 947	482 947	482 947	482 947	482 947	482 947	482 947

Source : ISTEEBU (Rapport sur les indicateurs du développement humain durable).

Tableau 2,02,**Température moyenne annuelle par province (en °C),**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bubanza - Imbo - Sems	-	-	-	-	-	-	-	24,6	24,3	24,4	23,9	25,3
Cibitoke - Mparambo	-	-	-	-	-	-	-	24,3	24,4	23,5	24,3	25,4
Bujumbura - Bujumbura	24,6	25,1	24,9	25	24,8	25,1	25,2	24,4	24,5	24,2	24,6	23,5
Bururi - Kigwena - Vyanda	18,5	19	18,9	18,7	18,4	18,9	19,4	19,1	19,1	21	21,3	20,6
Makamba - Makamba	-	-	-	-	-	-	-	-	21	19	26,5	11,5
Gitega - Gitega	20	20,5	20	20	20,2	20,1	20,4	20	20	20,3	19,8	19,8
Karusi - Karusi	19,9	20,8	19,6	20	19,8	20,3	21	20,7	20,9	20,9	21,8	21,7
Muramvya - Teza	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Muyinga - Muyinga	20,1	21,1	20,1	20,5	19,3	-	-	20,3	20,4	20,4	20,8	20,8
Kirundo - Kirundo	21,6	23,3	22,1	21,8	21,5	21,8	22,3	21,9	22,1	23	23,0	23,4
Ngozi - Nyamuswaga	19,1	19,5	19,2	19,4	19,3	19,3	19,6	19,5	19,7	18,5	19,0	20,8
Kayanza - Rwegura	-	-	-	-	-	-	16,7	16	16	16,7	16,2	17,1
Cankuzo - Cankuzo	18,6	19,1	17,9	17,5	16,2	16,2	-	20,8	20,8	21	20,7	20,9
Rutana - Musasa	23	22,9	21,2	-	21,5	21	-	22,8	22,8	22,4	21,5	22,2
Ruyigi - Muriza	18,6	19,7	19,7	19,5	19,5	19,8	20,2	19,7	19,5	19,1	19,3	21,3
Mwaro - Gisozi	16,8	17	16,8	16,9	16,4	16,7	17,1	16,5	16,5	15,6	14,8	17,6

Source : IGEBU,

Tableau 2,03,**Température minimum annuelle par province (en °C),**

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bubanza - Imbo - Sems	-	-	-	-	-	-	-	19,3	-	-	13,4	15,5
Cibitoke - Mparambo	-	-	-	-	-	-	-	17,7	-	12,6	13,0	15,8
Bujumbura - Bujumbura	18,7	14	14,4	14,5	13,1	14,1	15	19,3	19,2	19,4	16,0	13,1
Bururi - Kigwena - Vyanda	14,7	6,4	5,6	7	11,5	12,3	12	15,3	12,7	12,8	12,9	12,8
Makamba - Makamba	-	-	-	-	-	-	-	-	18,8	17,5	22,9	11,5
Gitega - Gitega	13,4	7,2	8,7	8,7	6,1	7,3	8,8	13,9	13,9	14,0	10,0	8,3
Karusi - Karusi	12,8	9,5	8,2	9,9	7,8	9,3	9,3	13,1	12,9	12,7	9,3	10,4
Muramvya - Teza	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Muyinga - Muyinga	14,9	13	11,4	10	-	-	-	-	15,1	15,5	12,0	11,8
Kirundo - Kirundo	15,5	10,9	12,6	13	9,9	9,6	9,2	16,2	16,3	16,4	14,0	13,5
Ngozi - Nyamuswaga	10,8	2,4	2,8	5,2	1	2,4	2	11,9	15,5	11,8	5,5	9,5
Kayanza - Rwegura	-	-	-	-	6	-	8,5	11,2	-	11,0	8,0	9,5
Cankuzo - Cankuzo	11,4	7,7	6,5	5,5	4,8	6,5	-	15,8	15,6	15,6	12,7	13,0
Rutana - Musasa	16,8	8,8	-	-	7,4	9	-	16	15,9	16,0	10,9	9,4
Ruyigi - Muriza	10,5	-	-	6,4	4	5,2	5,9	13,3	13,0	11,5	5,6	10,0
Mwaro - Gisozi	11,2	6,1	6,5	6,6	4,5	5	5,6	11,1	10,6	10,5	4,9	6,0

Source : IGEBU,

Tableau 2,23.

Répartition des superficies de certains écosystèmes naturels,

Types d'écosystèmes (en ha)	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Forêts	71 700	71 700	71 700	71 700	71 700	71 700	71 700	71 700	71 700	71 700	71 700	71 700
dont forêts ombrophile de montagne	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
forêts sclérophylles à Hyphaene	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
forêts mésophylle de Kigwena	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
forêts claires	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Marais	36 563	36 563	36 563	36 563	36 563	36 563	36 563	36 563	36 563	36 563	36 563	36 563
Savanes	90 800	90 800	90 800	90 800	90 800	90 800	90 800	90 800	90 800	90 800	90 800	90 800
Milieux aquatiques	214 000	214 000	214 000	214 000	214 000	214 000	214 000	214 000	214 000	214 000	214 000	214 000

Source : INECN/OBPE

Tableau 2,24.

Répartition des superficies des aires protégées,

Types d'aires protégées (en ha)	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Forêts	57 916	57 916	57 916	57 916	57 916	57 916	57 916	57 916	57 916	57 916	57 916	57 916
dont forêts ombrophile de montagne	47 500	47 500	47 500	47 500	47 500	47 500	47 500	47 500	47 500	47 500	47 500	47 500
forêts sclérophylles à Hyphaene	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200	1 200
forêts mésophylle de Kigwena	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
forêts claires	8 716	8 716	8 716	8 716	8 716	8 716	8 716	8 716	8 716	8 716	8 716	8 716
galeries forestières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marais	3 799	3 799	3 799	3 799	3 799	3 799	3 799	3 799	3 799	3 799	3 799	3 799
Savanes	50 900	50 900	50 900	50 900	50 900	50 900	50 900	50 900	50 900	50 900	50 900	50 900
Milieux aquatiques	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600

Source : INECN/OBPE

Tableau 2,25,

Répartition de la flore vasculaire du Burundi selon les familles,

Familles floriques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Gymnospermes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Pteridophytes	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34	34
Dicotylédones	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133	133
Monocotylédones	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27	27
Total	195	195	195	195	195	195	195	195	195	195	195	195

Source : INECN/OBPE

Tableau 2,26,

Répartition de la flore vasculaire du Burundi selon les genres,

Genres floriques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Gymnospermes	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Pteridophytes	77	77	77	77	77	77	77	77	77	77	77	77
Dicotylédones	746	746	746	746	746	746	746	746	746	746	746	746
Monocotylédones	222	222	222	222	222	222	222	222	222	222	222	222
Total	1 046	1 046	1 046	1 046	1 046	1 046	1 046	1 046	1 046	1 046	1 046	1 046

Source : INECN/OBPE

Tableau 2,27,

Répartition de la flore vasculaire du Burundi selon les espèces,

Espèces floriques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Gymnospermes	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Pteridophytes	174	174	174	174	174	174	174	174	174	174	174	174
Dicotylédones	1 961	1 961	1 961	1 961	1 961	1 961	1 961	1 961	1 961	1 961	1 961	1 961
Monocotylédones	772	772	772	772	772	772	772	772	772	772	772	772
Total	2 909	2 909	2 909	2 909	2 909	2 909	2 909	2 909	2 909	2 909	2 909	2 909

Source : INECN/OBPE

Tableau 2,28,

Répartition de la faune du Burundi selon les familles,

Familles fauniques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Mammifères	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28
Oiseaux	78	78	78	78	78	78	78	78	78	78	78	78
Reptiles	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11
Amphibiens	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7
Poissons	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16	16
Total	140	140	140	140	140	140	140	140	140	140	140	140

Source : INECN/OBPE

Tableau 2,29,

Répartition de la faune du Burundi selon les genres,

Genres fauniques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Mammifères	88	88	88	88	88	88	88	88	88	88	88	88
Oiseaux	347	347	347	347	347	347	347	347	347	347	347	347
Reptiles	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28	28
Amphibiens	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15
Poissons	89	89	89	89	89	89	89	89	89	89	89	89
Total	567	567	567	567	367	367	367	367	367	367	367	367

Source : INECN/OBPE

Tableau 2,30,

Répartition de la faune du Burundi selon les espèces,

Espèces fauniques	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Mammifères	163	163	163	163	163	163	163	163	163	163	163	163
Oiseaux	716	716	716	716	716	716	716	716	716	716	716	716
Reptiles	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52	52
Amphibiens	56	56	56	56	56	56	56	56	56	56	56	56
Poissons	215	215	215	215	215	215	215	215	215	215	215	215
Total	1 202	1 202	1 202	1 202	1 202	1 202	1 202	1 202	1 202	1 202	1 202	1 202

Source : INECN/OBPE

CHAPITRE III : SANTE.

I. Présentation.

Les statistiques sur la santé ont pour objectif, entre autres, la connaissance de l'état de santé d'une population et la définition des déterminants de la santé. Elles servent également à appréhender les programmes d'action, à faire des prévisions, à déterminer les régions prioritaires pour mener des plans d'actions d'urgence et enfin à évaluer les projets mis en oeuvre.

L'état de santé d'une population se mesure par des indicateurs tels que la mortalité, la morbidité, l'état nutritionnel, l'espérance de vie et autres.

La morbidité peut être étudiée en relation avec les causes de décès. Toutefois, une maladie est une cause de décès. Mais, l'étude de morbidité s'intéresse également aux maladies sous leurs formes bénignes ou graves. Les données de morbidité restent très limitées et sont issues des registres de quelques formations sanitaires ou d'enquêtes ponctuelles. Les statistiques sanitaires en la matière reposent sur les rapports d'activités des centres de santé et des hôpitaux. Elles fournissent des informations globales sur les principaux motifs de consultations sans qu'il soit possible de mettre en relation ces résultats avec la population de référence et d'avoir un profil détaillé des consultations.

Les statistiques sur les services de santé sont collectées uniquement auprès des formations sanitaires et sont relatives au personnel des centres de santé, à l'équipement disponible et à des activités courantes et parfois à l'accueil des patients.

Les ressources humaines disponibles s'évaluent en nombre de médecins, de sages-femmes, d'infirmiers ou de matrones par habitant.

Les normes de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en la matière sont de 1 médecin pour 10.000 habitants, 1 infirmier(ère) pour 5.000 habitants et 1 sage-femme pour 5.000 habitants. Au Burundi, les résultats des études affichent 1 médecin pour 24,236 habitants en 2000, 1 infirmier(ère) pour 4.616 Habitants en 1998.

L'équipement se mesure par hôpital, à titre d'exemple, le nombre de lits par hôpital.

Les activités des centres de santé comprennent des soins curatifs et des soins préventifs. Ces activités sont quantifiées sur une période donnée, en général l'année civile. Les soins curatifs sont les consultations, les hospitalisations et autres. Les soins préventifs se composent des séances de vaccination, d'éducation sanitaire, de la consultation post-natale et autre. Toutes ces statistiques informent les autorités politiques du secteur sanitaire sur les conditions de travail des agents de la santé.

Les statistiques sanitaires sont collectées à la DSNIS du Ministère de la Santé Publique à partir des rapports établis par les hôpitaux, les centres de santé ainsi que d'autres services spécialisés.

De manière générale, les données sont présentées selon la subdivision du Burundi en 17 provinces sanitaires correspondant à peu près aux différentes provinces administratives ; et le médecin provincial qui dirige une province sanitaire a sous sa responsabilité tous les hôpitaux, centres de santé et dispensaires de la province sanitaire.

La province sanitaire, quant à elle, est subdivisée en districts sanitaires coiffant plusieurs communes.

Le système de santé fait coexister deux secteurs : un secteur public et un secteur fondé sur des principes libéraux. Cependant, l'hospitalisation est majoritairement publique.

L'on notera également que depuis la crise, la sous-notification des indicateurs de fonctionnement du secteur "Santé" s'est aggravée à tel point qu'il est quelquefois hasardeux de faire une quelconque analyse des tendances de ces indicateurs. D'autre part, les quelques données publiées proviennent des centres de santé et de certains hôpitaux, alors que la grande partie de la population se fait soigner à domicile. Tout se passe comme si ces indicateurs mesurent la partie visible d'un iceberg.

Les données provenant de certains centres de santé et hôpitaux sont souvent incomplètes et ne reflètent pas entièrement l'état de santé de toute la population, mais plutôt de la tranche qui s'est présentée aux services de santé. Une bonne partie de données sur la "morbi-mortalité" échappe ainsi aux services de santé, de même que les enregistrements des naissances (la partie cachée de l'iceberg). Ce vide pourra être comblé par une bonne tenue du registre d'état civil.

Ainsi, la plupart des cases sont vides, soit parce que les rapports des hôpitaux et des centres de santé ne sont pas exhaustifs, ou parce que seuls quelques hôpitaux ou centres de santé envoient régulièrement les rapports d'activités à la DSNIS (Direction du Système National d'Information Sanitaire).

Les informations reçues annuellement des établissements hospitaliers permettent de calculer certains paramètres comme par exemple le séjour moyen (nombre moyen de journées d'hospitalisation par admission dans l'hôpital).

II. Définitions et méthodologies.

Morbidité

Les statistiques y relatives concernent les malades soignés dans les centres de santé ou hôpitaux, à l'exception des traitements ambulatoires.

La morbidité décrit deux sortes de situations : *l'incidence et la prévalence* d'une maladie.

On parle d'**incidence** quand on s'intéresse à l'apparition de nouveaux cas de maladies. On la mesure par le taux de morbidité incidente ou taux d'incidence. On parle de **prévalence** quand on s'intéresse aux malades au sein d'une population à un moment donné ou au cours d'une période déterminée.

C'est l'ensemble des anciens et des nouveaux cas d'une maladie. On la mesure par le taux de morbidité prévalente ou taux de prévalence.

La **létalité** quant à elle examine la capacité d'une maladie à entraîner la mort. Elle se mesure par le taux de létalité de la maladie en cause. Notons enfin que la morbidité s'intéresse aussi à l'incapacité corporelle définie comme toute réduction partielle ou totale de la capacité d'accomplir une activité d'une façon ou dans les limites considérées comme normales pour un être humain.

La mortalité constitue encore, même dans les pays industrialisés une donnée sanitaire de premier choix pour le planificateur. C'est la donnée la plus disponible et la plus fiable. La réduction de la mortalité constitue un objectif de santé endossé par tous les pays.

Causes de décès

La statistique des causes de décès se base sur les déclarations effectuées par le médecin qui fait le constat du décès. Le modèle de certificat utilisé pour la déclaration en question a été rendu conforme aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Médecins.

Comprend les diplômés des facultés ou écoles de médecine quelle que soit leur spécialité (y compris ceux qui travaillent dans l'enseignement, la recherche et l'administration).

Naissances assistées par un personnel médical compétent.

C'est le pourcentage d'accouchements suivis par un personnel médical compétent (spécialiste, généraliste ou toute autre personne ayant des compétences en gynéco-obstétrique et capable de diagnostiquer et de faire face à d'éventuelles complications ; elle peut être un(e) infirmier(ère), une sage-femme, capable de donner les directives, les soins et les avis nécessaires aux parturientes pendant la grossesse, l'accouchement et la période post-natale et de s'occuper des nouveaux-nés et des nourrissons) ou un accoucheur ayant reçu une formation traditionnelle (c'est-à-dire ayant acquis ses compétences par la pratique et sous la direction d'autres accoucheurs, avant de suivre une formation plus approfondie qui lui a valu d'être intégré au système médical officiel).

Cas de tuberculose ou de sida.

C'est le nombre de malades de tuberculose ou de sida traités dans les structures sanitaires. Les données sont recueillies auprès du service d'épidémiologie et statistiques du Ministère de la Santé Publique.

Malades hospitalisés.

C'est le nombre total de malades admis dans les hôpitaux pendant l'année.

Enfants vaccinés de moins de un an.

C'est le nombre d'enfants de moins de un an vacciné contre les principales maladies infectieuses de l'enfance (tuberculose, rougeole, coqueluche, diphtérie, tétanos et poliomyélite) pendant l'année.

Hôpitaux, centres de santé et maternité.

C'est l'inventaire annuel de ces différentes infrastructures sur toute l'étendue du territoire national.

Etat nutritionnel.

L'état nutritionnel se mesure généralement par le rapport poids/taille. L'état de malnutrition s'observe entre autres lors du passage de l'allaitement à l'alimentation chez les petits enfants. Elle se manifeste par le kwashiorkor chez les enfants dont l'alimentation n'est pas équilibrée ou par une défaillance de poids et taille par rapport à l'âge. On observe également la malnutrition au niveau des personnes âgées par la manifestation du goitre.

Quand on procède à une étude longitudinale qui permet de déterminer dans quelle mesure la malnutrition est un facteur de risque de la mortalité, on observe que les deux tiers des

décès d'enfants sont attribuables à un mauvais état nutritionnel en Afrique.

Sources de documentation.

- DSNIS
- PNLS/MST

Références bibliographiques.

- Rapports annuels d'activités curatives et préventives des centres de santé et des hôpitaux, DSNIS.
- Bulletins épidémiologiques de surveillance du VIH/SIDA/MST, PLS/MST.
- Annuaire statistique de la santé.

Tableau 3. 01.

Les principales causes de morbidité dans les centres de santé chez les enfants de moins de 5 ans.

Nature de l'affection	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Anémie	6 239	2 939	3 889	5 402	8 156	-	-	-	-	-
Autres maladies	-	16	7 601	29 747	32 348	192 803	370 920	454 267	475 995	-
Choléra	64	111	263	445	40	124	248	67	28	19
Conjonctivite	-	-	-	-	2 895	156 184	54	278 192	219 356	218 794
Coqueluche	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-
Dysenterie bacillaire	9 297	5 295	22 045	19 112	12 859	-	-	-	-	12 899
Fièvre jaune	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-
Fièvre (récurr. à tique)	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-
Fièvre typhoïde	-	-	-	-	1 481	-	-	-	-	-
Goître	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Hépatite infectieuse	-	-	-	-	58	-	-	-	-	-
Infections gonococciques	-	-	-	-	41	-	-	-	-	-
Infections des voies resp. inférieures	-	-	-	-	16 850	80178	-	-	-	-
Infections des voies resp. supérieure	-	-	54 797	52 567	17 050	-	-	-	-	-
Lèpre (confirmée par laboratoire)	-	32	1 028	675	0	272	236	670	509	455
Maladie diarrhéique	220 148	131 562	289 167	320 809	416 298	122 630	-	145 855	12 343	123 801
Maladie gastrique	-	-	-	-	99	-	-	-	-	-
Maladie protozo-intestinale	-	-	-	-	5 630	-	-	-	-	-
Malnutrition	15 819	8 816	16 182	18 426	16 388	19 937	70 124	86 408	72 197	80 376
Méningite à méningocoque	68	47	628	96	51	422	736	734	300	192
Onchocercose	-	-	-	-	0	0	0	0	0	0
Paludisme	41 119	663 830	904 867	1 061 114	699 990	713 992	1 359 835	2 264 452	2 497 800	2 757 405
Parasitisme intestinal	-	-	-	-	6 134	-	-	-	-	-
Pathologie liée (grossesse/accouch.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Peste	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-
Plaie-Traumatisme - Brûlure	-	-	-	-	2 918	3 243	-	-	-	14 044
Poliomyélite aiguë	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-
Rage humaine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rougeole	96	66	6 656	769	3 684	3 169	1 275	36	370	129
Schistosomiase	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-
Sida suspect	-	-	-	453	240	327	869	346	602	474
Syphilis symptomatique	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Tétanos (>= 1 mois)	-	-	-	-	81	26	-	-	-	-
Tétanos néonatal (< 1 mois)	10	-	6	4	6	-	-	6	6	-
Trypanosomiase	-	-	-	-	126	-	-	-	-	-
Tuberculose pulmonaire	166	126	183	3 855	321	106	48	42	82	90
Typhus exanthématique	39	27	469	217	21	6	-	0	0	-
Varicelle	-	-	-	-	210	-	-	-	-	-
Total	293 065	812 867	1 307 781	1 513 691	1 243 989	1 293 419	1 804 345	3 231 075	-	3 208 588

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

Tableau 3. 02.

Les principales causes de morbidité dans les centres de santé chez les jeunes de 5 à 14 ans.

Nature de l'affection	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Anémie	-	6	0	0	1 585	-	-	-	-	-
Autres maladies	-	57	1 787	4 425	2 988	50 480	95 887	133 614	153 155	-
Choléra	81	110	63	104	30	196	20	159	22	57
Conjonctivite	-	-	-	-	1 119	11 408	16 960	22 184	17 816	16 167
Coqueluche	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-
Dysenterie bacillaire	3 639	2 418	2 212	2 829	3 143	-	-	-	-	3 358
Fièvre jaune	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-
Fièvre (récurr. à tique)	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-
Fièvre typhoïde	-	-	-	-	692	-	-	-	-	-
Goître	-	-	-	-	6	-	-	-	-	-
Hépatite infectieuse	-	-	-	-	21	-	-	-	-	-
Infections gonococciques	-	-	-	-	13	-	-	-	-	-
Infections des voies resp. inférieures	-	-	-	-	1 009	-	-	-	-	-
Infections des voies resp. Supérieure	-	-	-	-	914	-	-	-	-	-
Lèpre (confirmée par laboratoire)	-	52	28	40	55	31	22	73	60	122
Maladie diarrhéique	-	51	3	11	77	8 394	-	12 227	12 829	10 025
Maladie gastrique	-	-	-	-	99	-	-	-	-	-
Maladie protozo-intestinale	-	-	-	-	5 630	-	-	-	-	-
Malnutrition	2 704	1 620	1 788	1 880	1 776	2 172	4 089	5 304	4 256	2 983
Méningite à méningocoque	45	56	103	20	79	130	331	176	94	91
Onchocercose	--	-	-	-	-	61	32	37	28	-
Paludisme	17 987	290 064	117 427	168 559	255 541	220 637	347 225	734 305	822 078	870 420
Parasitisme intestinal	-	-	-	-	973	-	-	-	-	-
Pathologie liée (grossesse/accouch.)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Peste	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-
Plaie-Traumatisme - Brûlure	--	-	-	-	2 120	13 533	-	-	-	15 873
Poliomyélite aiguë	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-
Rage humaine	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-
Rougeole	35	15	1 200	153	1 123	673	308	28	38	56
Schistosomiase	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-
Sida suspect	-	-	-	1 676	336	560	830	767	895	847
Syphilis symptomatique	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-
Tétanos (>= 1 mois)	-	-	-	-	7	-	-	-	-	-
Tétanos néonatal (< 1 mois)	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-
Trypanosomiase	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-
Tuberculose pulmonaire	168	290	235	204	313	669	-	707	487	422
Typhus exanthématique	58	20	22	58	0	1	-	0	0	-
Varicelle	-	-	-	-	42	-	-	-	-	-
Total	24 717	294 759	124 868	179 959	279 707	308 945	465 704	909 581	-	920 421

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

Tableau 3.03.**Les principales causes de morbidité dans les centres de santé chez les personnes de 15 ans et plus.**

Nature de l'affection	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Anémie	-	8	0	0	2 381	-	-	-	-	-
Autres maladies	-	281	13 623	17 391	871	-	1 109	503 105	2 688 259	-
Choléra	245	255	145	148	259	562	59	654	107	167
Conjonctivite	-	-	-	-	5 099	16 279	25 433	28 800	25 348	22 384
Coqueluche	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-
Dysenterie bacillaire	14 171	8 962	10 588	9 039	13 788	-	-	-	-	10 900
Fièvre jaune	-	-	-	-	11	-	-	-	-	-
Fièvre (récurr. à tique)	-	-	-	-	28	-	-	-	-	-
Fièvre typhoïde	-	-	-	-	4 455	-	-	-	-	-
Goître	-	-	-	-	104	-	-	-	-	-
Hépatite infectieuse	-	-	-	-	377	-	-	-	-	-
Infections gonococciques	-	-	-	-	516	-	-	-	-	-
Infections des voies resp. inférieures	-	-	-	-	5 382	-	-	-	-	-
Infections des voies resp. Supérieure	-	-	-	-	2 952	-	-	-	-	-
Lèpre (confirmée par laboratoire)	457	928	862	620	28	783	649	659	875	746
Maladie diarrhéique	-	9	0	0	0	12 705	-	30 059	26 759	17 353
Maladie gastrique	-	-	-	-	5 273	-	-	-	-	-
Maladie protozo-intestinale	-	-	-	-	5 711	-	-	-	-	-
Malnutrition	3 286	2 085	1 177	1 394	1 543	9 639	16 376	20 439	11 211	8 810
Méningite à méningocoque	112	179	471	63	42	305	488	368	250	158
Onchocercose	-	-	-	-	5	379	299	117	260	-
Paludisme	1 341 376	810 450	302 335	405 055	407 130	509 200	801 694	1 318 392	1 520 879	1 737 896
Parasitisme intestinal	-	-	-	-	72 809	-	-	-	-	-
Pathologie liée (grossesse/accouch.)	-	-	-	-	11 502	-	-	-	-	-
Peste	-	-	-	-	5	-	-	-	-	-
Plaie-Traumatisme - Brûlure	-	-	-	-	212	46 720	-	-	-	54 742
Poliomyélite aiguë	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-
Rage humaine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rougeole	24	7	3 157	162	707	706	468	44	94	34
Schistosomiase	-	-	-	-	17	-	-	-	-	-
Sida suspect	-	-	-	25 179	5 549	11 276	13 666	19 198	22 964	24 803
Syphilis symptomatique	-	-	-	-	132	-	-	-	-	-
Tétanos (>= 1 mois)	-	-	-	-	29	-	-	-	-	-
Tétanos néonatal (< 1 mois)	0	0	0	0	0	-	-	-	-	-
Trypanosomiase	-	-	-	-	36	-	-	-	-	-
Tuberculose pulmonaire	2 659	3 634	3 685	3 530	5 333	15 073	-	18 820	16 487	17 051
Typhus exanthématique	224	89	75	88	1	8	-	5	-	-
Varicelle	-	-	-	-	8	-	-	-	-	-
	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1 362 554	826 887	336 118	462 669	552 303	623 635	860 241	1 940 660	-	1 895 044

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

TABLEAU 3. 04.

Evolution des infrastructures sanitaires.

Infrastructures	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nombre d'hôpitaux	53	52	53	56	63	64	68	69	73	73
dont : Hôpitaux d'Etat	33	30	36	36	41	41	43	44	44	45
Hôpitaux privés	20	18	17	17	22	23	25	25	20	18
Hôpitaux agréés(confessionnels et associatifs)									9	10
Nombre de Districts sanitaires	40	39	45	45	45	45	45	45	45	45
Nombre de centres de santé	616	618	653	685	735	806	851	897	955	1 017
dont : Centres de santé d'Etat	370	381	390	405	423	462	506	524	546	566
Centres de santé privés	246	237	263	280	312	344	345	373	276	312
Hôpitaux agréés(confessionnels et associatifs)									133	139
Nombre de lits d'hôpital	4 441	4441	4 441	-	-	-	9 960	7 420	7 412	-
Nombre de maternités	-	-	-	-	592	592	-	-	-	-

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

Tableau 3.07.**Effectifs des professionnels de santé.**

Spécifications.	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Médecins spécialistes	-	-	40	40	40	75	44	68	21	
Médecins généralistes	-	-	317	317	317	343	393	476	418	
Médecins	-	-	357	357	357	418	438	544	439	
Techniciens médicaux	-	-	361	1 175	1 175	1 175	-	-	-	
Techniciens d'assainissement	-	-	281	281	281	281	-	-	-	
Infirmiers	-	-	3 019	5 957	5 957	5 957	5 424	6 584	6 020	
Auxiliaires médicaux	-	-	2 694	2 729	1 594	1 594	-	4 018	-	

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

Tableau 3.08.**Effectif de médecins par province.**

Provinces	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Bubanza	4	4	6	4	8	8	19
Cibitoke	4	4	6	4	9	9	13
Bujumbura Mairie	-	-	-	-	156	156	168
Bururi	5	5	17	10	20	20	16
Makamba	2	2	5	13	16	16	21
Gitega	4	4	30	24	21	21	38
Karusi	3	3	6	8	8	8	7
Muramvya	4	4	5	7	8	8	11
Muyinga	2	2	2	7	10	10	14
Kirundo	3	3	7	4	12	12	21
Ngozi	6	6	26	22	23	23	21
Kayanza	4	4	9	4	19	19	18
Cankuzo	4	4	6	6	7	7	7
Rutana	5	5	10	10	10	10	16
Ruyigi	8	6	8	7	18	18	17
Mwaro	3	3	5	5	8	8	14
Bujumbura Rural	4	4	5	6	4	4	17
Rumonge							
Total	65	63	153	141	357	357	438

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

Tableau 3.11.

Nombre d'habitants par hôpital.

Provinces	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bubanza	333 283	295 235	348 188	358 285	177 222	123 912	95 884	98 846	97 429	104 760
Cibitoke	198 910	222 322	230 313	236 992	241 400	253 179	261 215	179 523	176 949	190 264
Bujumbura urbain	42 625	43 861	39 846	41 002	34 754	36 450	37 607	38 769	33 717	34 240
Bujumbura rural	587 649	604 691	141 268	116 291	116 588	122 276	130 260	162 569	128 189	96 038
Bururi	126 205	129 663	142 732	146 871	150 474	157 816	122 229	167 856	165 448	129 382
Makamba	377 604	388 654	214 459	220 678	225 915	236 938	244 459	252 011	248 397	267 089
Gitega	157 400	180 872	143 016	122 636	95 056	99 694	102 859	106 037	104 516	99 894
Karusi	361 743	424 188	433 016	446 534	457 644	479 972	495 208	510 506	503 184	270 526
Muramvya	171 303	181 382	147 446	151 721	153 401	160 886	165 992	171 121	168 667	181 359
Muyinga	578 048	594 811	632 346	650 684	663 129	695 483	230 305	246 576	182 280	195 997
Kirundo	309 161	287 180	318 149	327 375	329 387	345 458	356 423	367 435	362 165	389 419
Ngozi	337 907	34 777	165 328	170 122	173 203	181 654	166 059	193 210	190 439	163 816
Kayanza	279 974	295 985	293 048	301 546	306 925	321 900	332 117	228 252	224 978	241 908
Cankuzo	104 820	92 726	110 696	113 906	119 996	125 850	129 844	133 856	131 937	141 865
Rumonge										436 400
Rutana	144 249	169 209	168 197	115 383	174 855	122 258	126 138	130 035	127 859	137 815
Ruyigi	115 224	113 655	100 205	103 110	83 997	88 095	75 743	78 083	76 963	82 755
Mwaro	135 304	143 311	134 524	92 283	95 470	100 128	103 307	106 498	104 971	112 870

Source : ISTEEDU.

Tableau 3.13.

Morbidité dans les hôpitaux dans les provinces.

Provinces sanitaires et malades admis	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Total	77 253	70 582	228 975	268 693	354 387	467 620	467 888	564 887	612 993	466 211
Bubanza	2 719	2 719	14 731	21 280	9 137	23 731	19 921	35 640	26 594	29 506
Cibitoke	5838	5838	17 203	20 532	26 604	20 703	12 973	27 228	24 166	20 395
Bujumbura(Rural)	517	517	15 436	14 192	18 309	28 968	15 698	21 244	19 790	18 543
Bururi	47 970	4 641	16 989	23 393	15 763	15 043	9 395	10 652	56 345	20 572
Makamba	2 182	2 182	16 055	20 045	43 687	56 443	44 976	44 331	36 399	13 413
Gitega	-	-	26 783	24 848	36 408	71 756	70 244	78 361	81 415	68 580
Karusi	2 861	2 861	12 499	16 247	10 617	3 582	3 307	8 520	15 371	10 281
Muramvya	471	471	4 448	4 840	7 503	6 517	8 119	13 324	12 626	20 938
Muyinga	1 027	1 015	12 707	14 989	25 677	19 393	25 575	26 643	29 353	41 637
Kirundo	-	-	14 341	8 993	9 013	12 803	14 333	14 775	11 231	25 134
Ngozi	4 216	21 522	10 202	8 386	49 990	41 583	33 924	35 481	48 778	47 009
Kayanza	672	672	36 026	45 353	15 306	11 668	9 717	16 369	19 339	29 511
Cankuzo	1 021	1 021	6 106	7 176	3 938	5 494	6 726	9 937	10 395	9 625
Rutana	2 672	2 672	5 164	8 758	5 303	10 282	20 593	26 869	26 929	24 112
Ruyigi	4 112	4 112	6 699	8 636	35 754	49 525	53 160	69 691	59 699	32 676
Mwaro	-	-	4 466	4 718	11 801	22 533	14 125	15 902	12 267	10 399
Bujumbura Mairie	975	20 339	9 120	16 307	29 577	67 596	94 854	109 920	121 696	39 510
Rumonge										4 370

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

Tableau 3.14.

Evolution du nombre de patients dans les établissements psychiatriques.

Désignations	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Patients en consultation ambulatoire			4 915	4 506	3 785	4 228
dont femmes			2 107	1 910	1 472	1 966
hommes			2 808	2 596	2 213	2 262
Patients en hospitalisation	778	739	685	608	740	628
dont femmes	328	300	251	231	299	269
hommes	450	439	434	377	441	359

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

Tableau 3. 15.

Les principales causes de mortalité dans les hôpitaux chez les enfants de moins de 5 ans.

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

Nature de l'affection	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Anémie	38	38	84	-	575	477	373	419	1414	
Autres maladies	9	9	560	-	772	962	907	1132	53364	
Choléra	0	0	6	-	1	0	19	1	139	
Dysenterie bacillaire	1	1	1	-	2	1	0	4	89	
Fièvre typhoïde	-	-	-	-	7	5	1	9	895	
Goître	-	-	-	-	1	0	1	2	5	
Hépatite infectieuse	-	0	-	-	2	2	4	2	97	
Infections des voies resp. inférieures	30	30	-	-	354	313	320	324	24815	
Infections des voies resp. supérieure	3	3	1	-	71	51	116	32	23637	
Maladie diarrhéique	5	5	62	-	279	172	139	157	23508	
Maladie protozo-intestinale	1	1	-	-	1	4	8	34	6336	
Malnutrition	-	-	29	-	256	118	127	116	3014	
Méningite à méningocoque	2	2	0	-	24	27	11	0	19	
Paludisme	135	135	341	-	1 373	1 114	1272	1613	76920	
Parasitisme intestinal	0	0	-	-	1	0	3	4	9606	
Pathologie liée (grossesse/accouch.)	-	-	-	-	0			-		
Plaie-Traumatisme - Brûlure	3	3		-	19	20	27	34	5568	
Rougeole	0	0	3	-	4	7	2	0	10	
Sida suspect	0	0		-	2	0	0	0	825	
Tétanos (>= 1 mois)	0	0	0	-	1	3	1	0	2	
Tétanos néonatal (< 1 mois)	0	0	0	-	3	2	0	2	1	
Tuberculose pulmonaire	-	-	0	-	1				95	
Maladies gastriques	-	-	-	-	5	1	1	1	0	
Total	227	227	1 087	-	3 754	3 279	3 332	3 886	230 359	

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

Tableau 3. 16.

Les principales causes de mortalité dans les hôpitaux chez les jeunes de 5 à 14 ans.

Nature de l'affection	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Anémie	-	8	111	-	38	53	28	40	3298
Autres maladies	-	13	204	-	68	61	93	92	15359
Choléra	-	0	0	-	-	1	1	0	138
Dysenterie bacillaire	-	0	1	-	1	0	0	0	37
Fièvre typhoïde	-	-	-	-	5	1	2	9	889
Hépatite infectieuse	-	0	0	-	4	2	3	6	33
Infections des voies resp. inférieures	-	5	0	-	14	22	26	15	4456
Infections des voies resp. Supérieure	-	0	0	-	2	3	5	4	3819
Maladie diarrhéique	-	0	-	-	16	6	3	10	2870
Maladie protozo-intestinale	-	0	-	-	0	0	1	13	3291
Malnutrition	-	9	4	-	50	27	22	20	649
Méningite à méningocoque	-	3	-	-	6	3	1	2	3
Paludisme	-	46	111	-	177	202	232	343	23190
Parasitisme intestinal	-	0	-	-	0	1	3	0	4508
Peste	-	0	-	-	2	1	0	0	0
Plaie-Traumatisme - Brûlure	-	0	-	-	7	5	8	14	4602
Rage humaine	-	-	-	-	1	1	1	0	3
Rougeole	-	0	-	-	1	0	0	0	4
Sida suspect	-	0	-	-	0	0	0	0	586
Tétanos (>= 1 mois)	-	0	-	-	0	0	2	4	5
Tuberculose pulmonaire	-	-	-	-	5	4	8	-	32
Typhus exanthématique	-	0	-	-	0	0	0	0	0
Hépatite	-	0	-	-	4	2	3	6	33
Zona	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pneumonie broncho-pn	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	84	431	-	401	395	442	578	

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

Tableau 3. 17.

Les principales causes de mortalité dans les hôpitaux chez les personnes de 15 ans et plus.

Nature de l'affection	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Anémie	-	24	88	64	178	91	87	77	3853
Autres maladies	-	66	884	623	709	909	858	1036	73614
Choléra	-	5	2	1	2	3	1	12	285
Dysenterie bacillaire	-	1	16	6	9	7	1	4	141
Fièvre typhoïde	-	11	0		24	7	6	8	2397
Hépatite infectieuse	-	4			73	71	56	58	675
Infections des voies resp. inférieures	-	37	1	2	244	251	214	213	8706
Infections des voies resp. Supérieure	-	3			28	49	23	24	6386
Maladie diarrhéique	-	2	19	8	30	30	16	23	2789
Maladie gastrique	-	6			85	55	66	69	10961
Maladie protozo-intestinale	-	1			2	2	1	20	5510
Malnutrition	-	1	1	4	23	13	16	6	187
Méningite à méningocoque	-	4	0	2	21	19	12	6	6
Paludisme	-	136	480	307	1113	887	759	1034	42320
Parasitisme intestinal	-	-	-	-	4	2	1	0	6339
Pathologie liée (grossesse/accouch.)	-	-	72	52	65		82	93	21855
Plaie-Traumatisme - Brûlure	-	5			85	64	97	113	15985
Rougeole	-	-	0	0	1	0	0	0	2
Sida suspect	-	4			21	37	12	22	12309
Tétanos (>= 1 mois)	-	1		2	12	17	12	8	46
Tétanos néonatal (< 1 mois)	-	-	-	-	0	0		-	
Tuberculose pulmonaire	-	-	44	20	121	-			1151
Typhus exanthématique	-	-	0	0	3	2	1	2	0
Asthme	-	-	-	-	21	30	25	21	373
Total	-	311	1 607	1 091	2 874	2 546	2 346	2849	215890

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

Tableau 3.18.

Femmes ayant reçu le vaccin antitétanique.

Spécifications	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Femmes enceintes	-	-	713 818	1 047 587	743 915	371 585	461 923	520 143	481 164	475 401
VATI	-	-	63 030	344 799	76 539		79 354	88 361	91 352	94 543
VATII	-	-	162 697	175 697	384 135		114 656	124 294	110 972	92 882
VATIII	-	-	162 697	175 697	-		96 023	108 113	96 287	84 239
VATIV	-	-	162 697	175 697	-		79 268	88 660	80 954	74 487
VATV	-	-	162 697	175 697	283 241		92 622	110 715	104 599	84 787
Femmes non enceintes	-	-	-	265 152	71 920	226 449	141 764	118 093	122 256	81 727
VATI	-	-	-	28 916	22 324	68 128	30 429	26 138	32 256	19 045
VATII	-	-	-	59 059	-	55 823	37 330	26 681	30 819	19 377
VATIII	-	-	-	59 059	49 596	38 946	29 681	23 656	22 523	16 499
VATIV	-	-	-	59 059	-	31 393	21 782	19 533	17 238	13 912
VATV	-	-	-	59 059	-	32 159	22 542	22 085	19 420	12 894

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

On a associé la VIT II et VIT V; pour 2011 il s'agit des femmes ayant reçues le VAT II à V

Tableau 3.19.

Couverture vaccinale chez les enfants de moins de 1 an.

Vaccins reçus	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Enfants de moins de 1 an	-	318 251	296 092	302 428	314 113	325 310	335 915	335 495	436 402	446 875
BCG	324 825	303 933	336 872	348 999	341 233	368 353	354 818	356 632	367 431	388 954
dont DTC I	-	-	249 101	271 234	332 364					
DTC II	-	-	30 034	32 316	328 923					
DTC III	284 726	285 968	8 282	9 732	321 408	341 108	333 593	331 871		
dont Polio 0	-	-	242 599	271 234	232 182					
Polio I	-	-	30 074	32 316	321 887					
Polio II	-	-	7 822	9 732	325 289					
Polio III	266 804	268 538	280 495	313 282	315 488	341 942	332 288	330 959	339 258	351 139
Rougeole	284 726	-	264 870	301 744	308 358	323 945	335 502	339 186	343 550	335 616

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

Tableau 3.20.

Evolution de la surveillance prénatale.

Spécifications	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Grossesses attendues	367 956	347 329	385 852	397 087	409 318	432 373	442 750	453 376	464 257	475 399
1ère consultation prénatale	365 662	402 671	345 029	333 838	453 239	476 092	467 798	511 661	516 750	529 662
Grossesses à risque	115 056	111 031	-	-	-	162 104	135 654	145 405	145 243	149 393
Deuxième consultation prénatale	236 822	262 163	317 084	312 632	323 500	384 944	377 832	392 299	402 486	412 413
Troisième consultation prénatale	167 127	199 529	258 251	242 539	270 369	359 618	269 762	274 160	285 094	316 490
Quatrième consultation prénatale	-	-	-	-	270 369	359 618	183 254	114 344	138 667	165 504
Femmes à problème	54 935	51 010	10 215	-	29 267	20 064	10 322	80 397	145 243	256 026
Femmes référées ailleurs	-	25 066	-	-	-	11 539	22 074	10 694	10 797	10 811

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

Tableau 3.21.

Hébergements et accouchements.

Spécifications	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Total des malades hébergés	3 124	-	137 054	153 993	269 088	294 974	455 126			
dont hébergés pour accouchement	-	-	102 703	113 476	160 147	223 264	259 422			
Femmes à risque hébergées	-	-	24 666	25 651	25 585	59 913	30 038			
Parturientes référées	2 836	-	9 448	14 610	83 111	11 539	22 074			10 811
Mères décédées	288	173	237	256	245	258	153	284	348	459

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

Tableau 3.22.

Accouchements suivis dans les centres de santé.

Spécifications	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Accouchements attendus	329 627	112 966	385 854	397 043	409 318	432 373	416 185	426 173	436 402	446 875
Accouchements suivis dans les C.S.	99 492	112 966	136 874	231 328	251 845	223 044	227 674	250 008	256 019	268 558
dont naissances vivantes	97 320	110 912	146 239	220 261	240 684	216 398	221 289	248 395	253 698	266 820
morts-nés	2 172	2 054	2 338	4 738	4 889	3 099	2 448	2 141	2 383	1 738
Avortements	-	-	-	6329	6 272	3 547	3 088	3 152	3 006	3 020

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

Tableau 3.23 (suite).

Suivis des naissances dans les centres de santé.

Spécifications	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ngozi										
Total nouveaux-nés vivants	6 171	7 911	15 953	8 602	17 836	15 261	15 826	15 606	14 268	16 280
Nouveaux-nés avec poids < 2,5 kg	1 163	535	1 009	651	1 998	1 011	632	1 030	940	486
Nouveaux-nés décédés	29	37	220	119	109	191	177	40	197	
Kayanza										
Total nouveaux-nés vivants	7 243	7 429	10 820	10 966	14 541	12 982	12 471	13 067	14 175	17 190
Nouveaux-nés avec poids < 2,5 kg	880	738	1 204	1 441	1 633	1 023	778	1 189	1 069	1 397
Nouveaux-nés décédés	63	82	201	185	88	295	201	51	192	187
Cankuzo										
Total nouveaux-nés vivants	2 705	2 994	4 766	5 045	7 116	7 176	7 834	7 452	7 536	8 308
Nouveaux-nés avec poids < 2,5 kg	256	633	429	357	436	375	396	180	454	631
Nouveaux-nés décédés	14	11	78	59	26	81	70	16	70	80
Rutana										
Total nouveaux-nés vivants	3 009	4 287	3 181	7 438	10 082	8 634	9 257	10 147	10 550	10 906
Nouveaux-nés avec poids < 2,5 kg	239	334	212	418	467	594	660	532	505	1 042
Nouveaux-nés décédés	25	23	62	112	49	108	102	15	60	78
Ruyigi										
Total nouveaux-nés vivants	2 258	5 166	2 258	6 855	12 206	11 720	12 928	12 666	14 553	16 457
Nouveaux-nés avec poids < 2,5 kg	160	470	160	509	1 051	928	853	1 016	916	1 726
Nouveaux-nés décédés	8	14	35	115	70	147	84	14	179	104
Bujumbura Mairie										
Total nouveaux-nés vivants	6 805	7 896	8 687	8 297	19 709	5 513	6 191	5 890	5 575	4 422
Nouveaux-nés avec poids < 2,5 kg	299	367	513	918	1 149	429	284	282	328	1 048
Nouveaux-nés décédés	36	15	110	120	146	41	42	7	45	33

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

Tableau 3.25.**Les données de surveillance de la TBC.**

Désignations	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Personnes touchées	-	-	-	-	8 039	6 828	7 016	7 547	216 830	6 969

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

Tableau 3.26.**Morbidités hospitalières dues au SIDA.**

Désignations	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Cas de Sida	-	-	1 322	9 019	3 793	12 163	15 089	21 491	35 395	42 169
Décès dus au Sida	-	-		67	273	62	229	238	221	65

Source : Ministère de la Santé Publique (DSNIS).

CHAPITRE IV : PROTECTION SOCIALE

Introduction.

Chaque individu est menacé au cours de son existence par des risques qui sont susceptibles de handicaper son travail, de supprimer son revenu et de réduire son niveau de vie.

Ils peuvent concerner son état physique (maladie, vieillesse) ou sa situation économique (chômage). De même, ils peuvent réduire le niveau de vie de l'individu soit à l'occasion de dépenses exceptionnelles, des dépenses de soins de santé ou de charges familiales.

La Protection Sociale au Burundi est assurée par diverses institutions dont la Mutuelle de la Fonction Publique (MFP) et l'Institut National de Sécurité Sociale (I.N.S.S.). L'I.N.S.S. s'occupe essentiellement de la prévoyance sociale ; l'assurance maladie quant à elle étant une affaire du Ministère de la Fonction Publique.

1. Prévoyance sociale

Tous les travailleurs soumis aux dispositions du Code du Travail sont assujettis au régime général de sécurité sociale. Il s'agit des militaires, des salariés contractuels de l'Etat et des collectivités publiques ou locales ne bénéficiant pas d'un régime particulier de sécurité sociale.

Ainsi, l'I.N.S.S. s'occupe des sociétés privées, des sociétés et organismes

parapublics, des communes, des Forces Armées ainsi que des fonctionnaires sous-contrats de la Fonction Publique ; le suivi des fonctionnaires sous-statuts revient au Ministère de la Fonction Publique.

Les assurances sociales comprennent deux branches à savoir : la branche pension et la branche risques professionnels.

L'I.N.S.S. gère toutes les deux branches, alors que la Fonction Publique gère uniquement la branche pension des fonctionnaires sous-statuts.

Les ressources de l'I.N.S.S. sont constituées essentiellement des cotisations versées par les employeurs et les travailleurs ainsi que d'autres revenus d'investissement. L'I.N.S.S. doit en outre répondre à ses engagements en versant les prestations suivantes :

Pour la branche pension :

- Pensions de vieillesse ;
- Pension d'invalidité ;
- Pensions ou allocations de survivants.

Pour la branche risques professionnels :

- Soins médicaux gratuits ;
- Indemnités journalières durant toute la période d'incapacité de travail ;
- Allocation unique d'incapacité si le taux d'incapacité est inférieur à 15% ;
- Rente d'incapacité si le taux d'incapacité permanente totale ou partielle est égal ou supérieur à 15% ;

- Rentes des survivants ;
- Allocation de frais funéraires.

2. Assurances Maladies.

On distingue 3 régimes d'assurance-maladie au Burundi :

- Un régime géré par la Mutuelle de la Fonction Publique, prenant en charge tous les travailleurs du secteur public et parapublic, à savoir : les fonctionnaires de la Fonction Publique (sous-statut, sous-contrat, enseignants), les agents des sociétés paraétatiques, les agents des Administrations Personnalisées, les Forces Armées, les agents des communes, les étudiants de l'enseignement supérieur, les pensionnés de l'Etat et de l'I.N.S.S. ainsi que certaines organisations philanthropiques.

- Un régime des travailleurs du secteur privé géré par les employeurs eux-mêmes en vertu de la législation du travail en vigueur.

- Un régime géré par le Ministère de la Santé Publique au profit du secteur non-structuré, des paysans et professions libérales qui donne droit aux soins médicaux et pharmaceutiques dans certains hôpitaux de l'Etat.

Les recettes de la M.F.P. sont de deux ordres :

- Les cotisations des travailleurs et des employeurs
- Les revenus d'investissement.

La M.F.P. s'est assignée comme engagement la prise en charge des soins et actes médicaux à la hauteur de 80% et des produits pharmaceutiques à la hauteur de 80% ou 70% selon le type de produits.

DEFINITION.

Charges sociales.

Les charges sociales des employeurs correspondent à un montant égal à la valeur des cotisations sociales dues par eux pour assurer à leurs salariés le bénéfice de divers avantages sociaux.

Ces charges comprennent les cotisations obligatoires de l'employeur au régime d'assurance vieillesse et aux diverses caisses couvrant les risques de maladie, de maternité, d'invalidité et de chômage, les accidents de travail et les maladies professionnelles, ainsi que les allocations familiales et les régimes assimilés.

Sont incluses, les charges dues pour tous les salariés, y compris les travailleurs à domicile et les apprentis.

Tous les régimes sont concernés, qu'il s'agisse de régimes obligatoires, de régimes résultant d'une convention collective, de régimes contractuels ou de régimes facultatifs. Les salaires et traitements que l'employeur continue de verser en cas de maladie, d'accident de travail, de congé de maternité ou de chômage partiel peuvent être comptabilisés sous cette rubrique ou sous celle relative aux salaires et traitements, en fonction des pratiques comptables de l'unité considérée.

Prestations sociales.

Elles prennent la forme de versements en espèces (pensions de retraite, prestations familiales), de remboursements d'une dépense engagée, de prises en charge d'une dépense par un tiers payant.

Prestations de services sociaux.

Elles retracent l'avantage constitué par l'accès à des services gratuits ou quasi gratuits, fournis en relation avec un risque de la protection sociale (services de santé, d'action sociale, etc.).

Cotisations sociales.

Elles sont considérées ne pouvoir être versées que par l'assuré ou son employeur pour son compte.

Cotisations fictives.

Dans le cas des régimes gérés directement par les employeurs, le montant des cotisations est calculé par solde pour assurer l'équilibre du régime : elles sont égales aux prestations versées, diminuées des éventuelles cotisations de salariés, transferts de compensation ou subventions publiques.

Sources de documentation.

- Institut National de Sécurité Sociale ;
- Mutuelle de la Fonction publique ;
- Ministère de l'Intérieur;
- Chambre de Commerce et de l'Industrie du Burundi.

Références bibliographiques.

- Base de données pour les indicateurs du développement humain durable (DHD).

Tableau 4.08.**Montant des prestations servies.**

Désignations (en millier)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Pensions et allocations de vieillesse	3 171 285	-	4 114 097	4 596 083	7 154 501	87 529 941	92 947 598	13 943 739	16 900 921
Pension d'invalidité	64 695	65 164	68 295	61 241	88 931	85 895	99 266	97 870	99 285
Pension et allocations de survivants	1 031 006	-	955 744	995 389	1 209 452	2 023 399	2 037 784	2 329 047	2 312 738
Total	4 266 986	65 164	5 138 137	5 652 715	8 452 885	89 639 235	95 084 648	16 370 656	19 312 945

Source : Institut National de la Sécurité Sociale.

Tableau 4.09**Les statistiques du régime général de sécurité sociale géré par l'ONPR**

Désignations (en millier)	2011	2012	2013	2014	2015
Pensions et Rentes	2 367 479	3 124 326	3 847 800	5 167 770	5 350 182

Source: ONPR

Tableau 4.10.**Evolution des recettes en cotisations et des dépenses en prestations pour la branche des pensions.**

Désignations (en millier)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Cotisations encaissées	5 676 367	7 716 278	7 437 412	7 054 322	15 387 422	20 727 027	21 513 466	30 947 191	34 770 046
Prestations payées	4 439 777	9 205 033	8 820 265	9 186 477	17 289 486	11 388 183	12 903 595	17 458 325	20 781 265
Différence entre cotisations et prestations	1 236 590	-1 488 754	-1 382 853	-2 132 154	-1 902 064	9 338 843	8 609 871	13 488 866	13 988 781

Source : Institut National de la Sécurité Sociale.

Tableau 4.16.**Evolution des montants annuels des recettes.**

Désignation (en millier)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Produits techniques	8 569 586	9 344 137	11 043 093	10 768 931	23 038 835	30 585 590	32 284 932	34 924 372	38 740 862
Produits non techniques	2 447 242	1 753 961	1 892 477	2 674 916	2 701 874	4 232 239	6 378 657	6 423 254	7 579 793
Total	11 016 828	11 098 098	12 935 570	13 443 848	25 740 710	34 817 829	38 663 589	41 347 627	46 320 656

Source : Institut National de la Sécurité Sociale.

Tableau 4.17.**Evolution des montants annuels des dépenses.**

Désignation (en millier)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Charges techniques	5 197 506	5 638 490	5 920 986	6 800 582	11 275 960	19 282 821	14 705 872	19 471 653	22 817 867
Charges non techniques	3 986 744	5 928 432	3 780 514	4 226 783	5 441 885	6 337 838	5 341 402	5 729 778	6 615 918
Total	9 184 250	11 566 922	9 701 500	11 027 365	16 717 845	25 620 659	20 047 274	25 201 432	29 433 785

Source : Institut National de la Sécurité Sociale.

Tableau 4.18.**Evolution du nombre d'avortements.**

Spécifications	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Avortements	-	-	6 329	6 272	3 547	3 630	3 152	-	-

Source : Programme National de Santé Reproductive.

Tableau 4.19.**Evolution de la structure de l'indice du CAP en % (1).**

Contraceptifs	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Pilules	13,5	9,1	8,2	5,4	4	4	3,3	3,8	4,1
Spermicides	0,07	0,1	0,2	0,2	0,5	0	0	0	
Condom	1,8	37,8	29,4	23,3	18,5	13	11,4	10,7	14,3
Noristérat	2,2	0,1	1,7	10,7	15,6	32	49,8	36,8	
DIU	34,3	18,9	24,1	28,4	28,7	23	13,4	24,4	9,3
CCV	0,3	0,4	1	0,4	1	1	0,6	0,02	2,1
DEPO PROVERA	47,7	33,6	35,4	31,6	31,7	27	21,5	24,4	27,8
Implant									42,3
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(1) Indice du couple année de protection

Source : Programme National de Santé Reproductive.

Tableau 4.20.**Participation des femmes à l'Assemblée Nationale.**

Désignations	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Parlementaires	118	118	118	106	106	106	106	106	121
dont femmes	37	37	37	32	32	33	33	33	44
hommes	81	81	81	74	74	73	73	73	77

Source : Assemblée Nationale.

CHAPITRE V. EMPLOI.

Les données sur l'emploi concernent la population active occupée (main-d'oeuvre) classée suivant certaines caractéristiques telles que la branche d'activité, le secteur économique (primaire, secondaire et tertiaire), le groupe professionnel, la situation dans la profession, etc.

Pour les années postérieures à 2008 (année du dernier recensement général de la population), l'estimation des différents indicateurs est basée sur la projection de la population active, elle-même dérivée de la projection totale et des taux d'activité.

Notons toutefois que la population active âgée de 15 à 64 ans a été retenue conformément aux normes internationales, même si les tranches d'âges actives admises au recensement de 2008 (dont les résultats ont servi de base à la projection de la population totale) étaient comprises dans le grand groupe ouvert "10 ans et plus". Il y a donc à priori une sous-estimation de la main-d'oeuvre à cause de l'exclusion des actifs âgés de moins de 15 ans ou de plus de 65 ans.

Au reste, le sens des concepts utilisés (population active, population active occupée, branche d'activité, profession, situation dans l'activité, etc.) reste celui qui a été précisé au premier, deuxième et troisième recensement général de la

population (1979, 1990 & 2008) au chapitre de l'activité économique.

Pour le cas particulier de la population agricole, le chapitre sur l'emploi comporte un volet portant sur l'activité agricole. Il convient donc de préciser ici le sens des concepts tels "population agricole", "population active agricole" et "main-d'oeuvre agricole", qui constituent des ensembles dont les contours ne sont pas toujours très précis.

Au sens de la FAO, la population agricole est définie au départ comme "la population vivant de l'agriculture", c'est-à-dire la population appartenant aux ménages dont le chef de ménage est un agriculteur, exploitant ou salarié. Cette première définition s'est avérée peu satisfaisante dans la mesure où certains actifs dans l'agriculture vivent dans des ménages non agricoles, étant entendu également qu'au sein d'un ménage agricole, certaines personnes travaillent hors de l'agriculture.

Pour cette raison, il est préférable (et c'est ce que nous avons retenu ici) d'estimer la population agricole à partir de la main-d'oeuvre agricole. Les méthodes utilisées se fondent sur l'hypothèse que le taux global d'activité est le même pour la population agricole. En d'autres termes, la population agricole est reliée aux trois autres données par la formule suivante :

$$\frac{MO(a)}{P(a)} = \frac{MO}{P}$$

Où MO(a) = Main-d'oeuvre agricole

MO	= Main-d'oeuvre totale
P	= Population totale
P(a)	= Population agricole

Les trois premiers éléments (**MO(a)**, **MO** et **P**) apparaissent au moment des recensements généraux de la population. En l'occurrence, la main-d'oeuvre agricole (MO) est donc constituée par l'ensemble des travailleurs de l'agriculture et de la pêche selon la classification internationale type par industrie retenue aux recensements de 1979, 1990 et 2008.

Ainsi, la population agricole peut être estimée par cette relation dérivée de la précédente : **$P(a) = (P(a) * MO)/P$** .

La population active agricole (qui ne figure pas dans ces deux formules) correspond, quant à elle, au sous-ensemble de la population agricole des tranches d'âges actives, c'est-à-dire âgée de 15 à 64 ans dans notre cas d'espèce.

Ainsi, les données relatives à la population active ont été établies sur base des statistiques issues des résultats des trois recensements généraux de la population au Burundi (1979, 1990 et 2008), des statistiques des services administratifs comme l'INSS, la Fonction Publique, le CNI et le service de planification des ressources humaines au Ministère du Travail.

Les données sur l'emploi proviennent également de l'Institut National de Sécurité

Social (INSS) qui fournit les données sur les employeurs par province ou par branches d'activité ainsi que les entreprises selon les effectifs des travailleurs.

Le Ministère de la Fonction Publique quant à lui fournit toutes les données ayant trait aux fonctionnaires de l'Etat.

Signalons qu'avec la libéralisation du marché de travail, les employeurs ne font plus appel au Ministère du Travail et de la Formation Professionnelle à travers son service de la main-d'oeuvre pour les embauches.

DEFINITIONS.

Population active.

La population active est constituée par l'ensemble des personnes ayant un emploi ou à la recherche d'un emploi. C'est donc l'ensemble de tous les actifs potentiels composé de la population occupée, des primo-chômeurs (à la recherche du premier emploi) et des chômeurs en quête d'un nouvel emploi. La distinction entre les personnes occupées et les chômeurs apparaît lors des recensements à partir des réponses aux questions sur l'exercice d'une profession. Une réponse affirmative entraîne le classement de la personne dans la première catégorie, une réponse négative dans la deuxième sous réserve que les personnes ayant fourni cette dernière réponse aient déclaré par ailleurs chercher un emploi. Les élèves et étudiants, dans la mesure où ils n'ont pas déclaré une activité professionnelle, ne sont pas comptés dans la population active. Il

en va de même des militaires du contingent, même si ces derniers interviennent dans le calcul du taux d'activité par âge pour assurer une certaine régularité dans les variations de ceux-ci. Sont inclus par contre les aides familiaux d'entreprises agricoles, artisanales ou commerciales, alors qu'ils ne sont même pas salariés.

La population active comprend les personnes des deux sexes qui fournissent la main-d'oeuvre pour la production de biens et de services (activité économique) telle que cette production est définie dans la comptabilité nationale. La production a pour objet de produire des biens et services, marchands ou non, moyennant un salaire ou un traitement en espèces ou en nature, ou en vue d'un bénéfice ou d'un gain familial.

- La population active est constituée par des personnes des deux sexes voulant et pouvant travailler à la production des biens et services économiques.
- La proportion de cette population voulant et pouvant travailler et qui se retrouve sans emploi est la population au chômage.
- La population qui travaille mais qui veut et peut travailler mieux est la population sous-employée.
- Par contre, la proportion de la population qui veut, qui peut et qui est au travail constitue la population active occupée.

Population active = Population ayant un

emploi + Population au chômage.

Les objectifs poursuivis dans l'élaboration des statistiques de la population active sont le suivi de la situation économique du pays, le développement des ressources humaines (évaluation de la main-d'oeuvre, celle des besoins en formation et autres), la conception d'une politique d'emploi et la catégorisation des groupes cibles nécessitant un programme social adéquat.

Les diverses sources de données de collecte d'informations sur la population active sont les ménages, les établissements publics, parapublics et privés et les fichiers administratifs. Toutefois, les fichiers administratifs sont souvent défectueux parce qu'ils ne sont pas toujours actualisés, dans nos pays en voie de développement, d'où la réserve à observer quant à leur utilisation. Par contre les enquêtes auprès des ménages permettent une couverture totale (secteurs formel et informel) et une couverture géographique parfois complète pour l'appréciation du volume de la population active.

L'observation de cette population active se fait sur une période de référence qui est soit un (1) jour ou une (1) semaine (population active du moment), soit une (1) année (population habituellement active). La population active présente une hétérogénéité du fait qu'elle est constituée des personnes ayant un emploi et des chômeurs. Parmi ceux qui ont un emploi certains déclarent leur emploi inadéquat. Au

sein des chômeurs, on distingue ceux qui souhaitent travailler à plein temps. Les inactifs comprennent les ménagères, les étudiants, les retraités, etc.

Population agricole.

La population agricole peut se définir comme étant la population qui vit sur l'exploitation. Ce critère de résidence ne donne pas satisfaction, car tous les ouvriers agricoles ne vivent pas nécessairement sur l'exploitation.

Ainsi, la population agricole peut se définir comme étant l'ensemble des actifs agricoles plus toutes les personnes qui dépendent d'eux.

Les concepts utilisés pour définir la population rurale et urbaine varient considérablement d'un pays à l'autre, la population agricole n'est pas identique avec la population rurale.

Emploi.

L'emploi constitue l'un des principaux groupes de variables couverts par les statistiques structurelles d'entreprise. Les deux principales mesures sont : le nombre de personnes occupées et le nombre de salariés.

De mesures plus complexes sont parfois réalisées sur la base du nombre d'heures travaillées ou par la conversion en équivalents plein temps. D'autres mesures portent sur des catégories d'emploi particulières, telles que l'emploi à temps partiel, l'emploi des femmes, l'emploi non

salarié, les apprentis, les travailleurs à domicile et l'emploi non rémunéré (aides familiales non rémunérées et propriétaires travaillant).

Selon la définition du Système de Comptabilité Nationale (SCN), l'emploi comprend toutes les personnes – aussi bien les salariés que les travailleurs indépendants – exerçant une activité productrice rentrant dans la frontière de production du système.

Salariés.

Par salariés, il faut entendre toutes les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'une rétribution. Il y a relation d'employeur à employé lorsqu'il existe un contrat, formel ou informel, entre une entreprise et une personne, normalement passé librement de part et d'autre, aux termes duquel la personne travaille pour l'entreprise en échange d'une rémunération en espèces ou en nature.

Remarque : Le concept de "salariés" correspond à celui de "emploi rémunéré", tel qu'il est défini par le Bureau International du Travail.

Travailleurs indépendants.

Par travailleurs indépendants, il faut entendre les personnes qui sont seuls propriétaires ou copropriétaires des entreprises sans personnalité juridique dans lesquelles elles travaillent, à l'exclusion des entreprises sans personnalité juridique classées comme quasi-sociétés. Les travailleurs indépendants sont

classés sous cette rubrique s'ils n'exercent pas en même temps et à titre principal un travail salarié, auquel cas ils sont classés dans la catégorie "salarié".

Les travailleurs indépendants comprennent également les catégories de personnes suivantes : les travailleurs familiaux non rémunérés, les travailleurs à domicile et les travailleurs exerçant tant individuellement que collectivement des activités de production exclusivement à des fins de consommation finale ou de formation de capital pour compte propre.

Emplois.

Par emplois, il faut entendre toutes les activités (par activité, il faut entendre toute participation à la production de biens ou de services rentrant dans la frontière de la production) exercées contre rémunération (la rémunération doit être interprétée ici au sens large et comprend le revenu mixte des travailleurs indépendants) pendant une durée déterminée ou indéterminée en vertu de contrats explicites ou implicites (le contrat explicite ou implicite a trait à l'apport de main-d'oeuvre et non à la fourniture d'un bien ou d'un service) passés entre des personnes et des unités institutionnelles résidentes.

Cette définition englobe à la fois les emplois de salariés (les personnes concernées appartiennent à une autre unité institutionnelle que l'employeur) et les emplois d'indépendants (les personnes concernées se confondant avec l'unité

institutionnelle "employeur").

La notion d'emplois diffère de celle de l'emploi en ce sens :

- qu'elle inclut toutes les activités (emploi principal, deuxième emploi, etc.) d'une même personne, lesquelles peuvent être exercées soit l'une à la suite de l'autre au cours de la période de référence (habituellement une semaine), soit parallèlement lorsqu'une personne a, par exemple, une activité le jour et une autre le soir ;
- qu'elle exclut les personnes qui ne travaillent pas temporairement, mais qui ont un "lien formel avec leur emploi" sous forme, par exemple, d'une "assurance de retour au travail ... ou d'un accord sur la date de retour". De tels accords passés entre un employeur et une personne au chômage temporaire ou en formation ne sont pas comptés au nombre des emplois.

Le secteur informel.

Le secteur informel se définit par rapport à des caractéristiques des unités de production qu'il englobe. Les activités de ces unités sont hétérogènes, non enregistrées, non réglementées par les pouvoirs publics, s'exercent à une petite échelle et échappent quelque fois au fisc.

Le niveau d'organisation est bas et ces unités utilisent peu de salariés et pour la plupart des cas exercent dans l'illégalité non réprimée.

Sources de documentation.

- Institut National de Sécurité Sociale
- Ministère des Finances et de la planification du développement économique
- Ministère de la Fonction Publique (Département des statistiques et du recrutement)
- Ministère de l'intérieur
- Direction de l'emploi

Références bibliographiques.

- Revues statistiques de la sécurité sociale n°16 et 17
- Lois budgétaires de 1994 à 2000

TABLEAU 5. 01.

Population active occupée selon le statut dans l'emploi.

Statut dans l'emploi	2008	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Employeurs	6 736	7 063	-	-	27 905	-	-
Salariés	179 383	188 097	-	-	481 672	-	-
Indépendants	2 603 590	2 730 062	-	-	1 695 700	-	-
Apprentis	4 041	4 237	-	-	1 772	-	-
Aides familiaux	225 163	236 101	-	-	1 537 917	-	-
Tâcherons	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	3 018 913	3 165 560	-	-	3 744 966	-	-

Source : Programme National de Population (PNP)/ISTEEBU

TABLEAU 5. 02.

Répartition des employeurs en activité par branche d'activité économique (au 31 décembre).

Branche d'activité économique	2008	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Agriculture, chasse et Sylviculture(1)	-	111	119	137	153	171	184
Industries extractives	-	6	8	9	10	12	13
Industries manufacturières	-	147	166	191	214	240	258
Electricité, gaz et eau	-	33	35	40	45	50	54
Bâtiment et travaux publics	-	679	729	839	938	1 054	1 133
Commerce, restaurants et hôtels	-	831	1 049	1 208	1 350	1 516	1 629
Transport, poste et télécommunication	-	172	183	211	236	263	283
Ets financiers et assurances	-	48	96	111	124	138	148
Sces fournis à la collectivité & ... (2)	-	1 102	1 194	1 374	1 536	1 721	1 849
Activités mal désignées	-	703	730	841	940	1 054	1 133
Total	-	3 832	4 309	4 961	5 546	6 219	6 683

Source : Institut National de Sécurité Sociale (INSS).

(1) Y compris la pêche

(2) Services fournis à la collectivité, services sociaux et services personnels

TABLEAU 5. 03.

Répartition des employeurs en activité par province (au 31 décembre).

Provinces	2008	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bubanza	32	35	38	45	54	71	-
Bujumbura-Mairie	2 173	2691	3 071	3 440	3 830	4 208	-
Bujumbura	-	95	101	105	113	152	-
Bururi	75	87	94	259	312	351	-
Cankuzo	30	33	34	34	35	52	-
Cibitoke	57	53	53	56	61	66	-
Gitega	202	228	254	280	301	336	-
Karuzi	43	44	51	53	58	61	-
Kayanza	79	81	85	86	88	116	-
Kirundo	45	53	59	61	62	65	-
Makamba	35	37	38	77	83	97	-
Muramvya	55	56	59	63	64	69	-
Muyinga	91	96	103	103	137	152	-
Mwaro	38	40	46	50	54	62	-
Ngozi	115	140	155	173	187	222	-
Rumonge	-	-	-	-	-	-	-
Rutana	19	29	30	32	49	69	-
Ruyigi	32	34	38	43	56	70	-
Total	3 121	3832	4 309	4 961	5 546	6 219	-

Source : Institut National de Sécurité Sociale (INSS).

TABLEAU 5. 04.

Répartition des entreprises selon le nombre de travailleurs actifs (au 31 décembre).

Effectifs des travailleurs	2008	2010	2011	2012	2013	2014	2015
1 à 25	2 873	3 411	3 826	4 413	4 940	5 547	5 960
26 à 50	121	187	219	253	283	317	342
51 à 75	54	87	90	104	116	131	142
76 à 100	17	40	45	50	55	60	64
101 à 125	14	23	28	32	36	40	44
126 à 150	7	8	14	15	16	17	18
151 à 175	5	15	14	16	18	20	22
176 à 200	6	15	18	19	20	21	22
201 à 250	7	13	15	17	18	20	21
251 à 300	3	6	8	8	8	8	9
301 à 400	2	4	6	6	6	6	6
401 à 500	2	4	5	5	5	5	5
500 et plus	10	19	21	23	25	27	28
Total	3 121	3 832	4 309	4 961	5 546	6 219	6 683

Source : Institut National de Sécurité Sociale (INSS).

Tableau 5.06.

Revenu salarial par institution étatique (mio FBU).

Personnel	2011	2012	2013	2014	2015
Présidence de la République	4 974 530,4	6 207 237,8	6 203 269,7	5 609 342,9	5 732 548,5
Première Vice-Présidence	93 433,5	96 865,4	128 515,5	124 990,0	131 644,0
Deuxième Vice Présidence	105 343,3	113 194,1	144 890,6	145 003,0	150 485,0
Assemblée Nationale (Parlement)	4 387 029,6	4 521 770,6	3 418 492,6	3 527 054,4	5 258 829,0
Sénat	-	-	2 183 198,5	2 247 898,2	2 971 825,0
Cours de Comptes	-	-	773 830,2	784 488,7	796 858,0
Secrétariat du Gouvernement	-	-	27 461,8	27 522,3	27 342,0
Ministère de l'intérieur	761 038,9	861 771,1	949 625,9	1 009 504,9	1 686 337,0
Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique	976 532,9	1,837;903.334	2 607 347,3	3 604 334,3	4 303 914,0
Ministère à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance et de la Privat	358 972,6	365 642,6	375 150,1	400 241,6	419 828,0
Ministère de la Sécurité Publique	29 967 816,1	29 459 678,9	32 555 779,2	32 109 627,4	34 487 678,0
Ministère des Relations Extérieur et de la Coopération Internationale	6 699 648,7	7 825 679,7	8 908 945,8	10 359 417,7	11 269 428,0
Ministère de Justice et Garde des Sceaux	7 298 104,1	8 594 728,6	9 665 791,5	9 683 789,4	10 009 511,0
Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et d	549 979,8	549 904,4	556 634,1	994 592,5	794 171,0
Ministère du Développement Communale	317 149,1	196 309,5	306 799,0	284 413,6	306 468,0
Ministère des Transports, des Travaux Publics et de l'Équipement	8 051,0	247 270,4	249 084,9	250 488,9	256 906,0
Ministère à la Présidence Chargé des Affaires de la Communauté Est Afric	112 093,7	113 184,4	118 353,3	139 379,8	163 124,0
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	45 637 669,7	47 073 913,6	49 008 883,6	52 387 804,1	55 693 046,0
Ministère de la Santé et de la lutte contre le Sida	28 052 863,0	30 005 778,7	31 409 688,4	33 585 062,4	35 444 448,0
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	344 740,6	419 989,3	400 756,1	423 377,8	429 588,0
Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire, de l'Enseignement de	121 184 466,2	133 083 082,8	139 378 985,4	149 973 816,9	161 180 295,0
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	3 472 791,8	3 569 778,4	3 784 577,0	3 845 725,2	4 734 459,0
Ministère des Télécommunications, de l'Information, de la Communication e	40 917,0	52 558,8	56 204,5	66 357,0	62 567,0
Ministère de l'Eau, de l' Environnement du Territoire et de l'Urbanisme	765 145,0	835 489,9	801 294,6	801 712,2	815 479,0
Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et du Tourisme	277 136,4	314 355,4	310 363,1	323 443,5	325 956,0
Ministère de l'Énergie et des Ministère et des Mines	263 933,7	296 553,4	302 477,5	322 556,2	314 835,0
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	20 344 527,0	5 163 759,4	893 769,7	939 683,4	1 326 412,0
Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	344 818,7	357 342,5	396 490,1	415 566,4	397 375,0
Total	277 338 732,7	280 325 840,0	295 916 659,9	314 387 194,6	339 491 356,5

Source : Ministère des Finances.

CHAPITRE VI. ENSEIGNEMENT.

Les statistiques de l'enseignement sont issues des recensements annuels effectués par le Ministère de l'Education Nationale au moyen des questionnaires adressés à tous les établissements et à tous les niveaux d'enseignement. Du fait de leur exhaustivité, ces données présentent la situation réelle et globale de l'enseignement formel au Burundi.

Toutefois, il y a des écoles qui ne répondent pas aux questionnaires. Il serait mieux d'organiser une descente sur terrain (à défaut d'un recensement général) dans toutes les écoles pour avoir les informations beaucoup plus complètes.

1. Enseignement primaire.

L'enseignement primaire est théoriquement accessible aux enfants de 6 à 11 ans. Il comporte 6 ans d'études au terme desquels les élèves passent un concours national.

Ceux qui réussissent reçoivent un certificat national qui leur permet d'accéder au niveau secondaire public ou privé.

Depuis l'année scolaire 1999-2000, ont accès aux collèges communaux et municipaux les élèves qui ont réussi au concours national.

2. Enseignement secondaire.

L'enseignement secondaire comporte 4 types d'établissements :

A. Les collèges.

Entrent au collège, les élèves ayant leur certificat national au terme de leurs études primaires. Cette formation de programme

commun dure 4 ans à l'issue desquels ils passent un test national qui leur permet d'entrer au second cycle du secondaire. Il convient de noter la création récente des collèges communaux ou municipaux qui sont des établissements gérés directement par les communes tout en étant subventionnés par l'administration centrale en ce qui concerne les salaires des enseignants et les fournitures scolaires.

B. Les lycées.

Sont admis dans les lycées les élèves ayant terminé avec succès au collège. Ces écoles dispensent une formation de type littéraire ou scientifique qui dure 3 ans au terme desquels les élèves passent un examen d'Etat.

Ceux qui réussissent obtiennent un certificat national qui leur donne accès à l'enseignement supérieur. Il faut noter aussi que les élèves des lycées privés et des lycées communaux et municipaux passent aussi un examen d'Etat qui leur donne le droit d'aller à l'enseignement supérieur.

C. Les lycées pédagogiques.

Les élèves ayant terminé les Collèges avec succès peuvent également être orientés dans les lycées pédagogiques. Ceux-ci ont pour rôle de former les enseignants du niveau primaire. Après 2 ans du cycle supérieur, ils reçoivent le premier diplôme D6 et peuvent enseigner. Ceux qui le veulent passent un examen et poursuivent l'enseignement supérieur. Après deux ans, ils reçoivent le diplôme D7 qui leur donne accès à l'enseignement supérieur après avoir passé un examen d'Etat.

Actuellement, les lycées pédagogiques comprennent et le cycle inférieur et le second cycle.

D. les écoles techniques et professionnelles.

Les écoles techniques et professionnelles dispensent une formation technique et professionnelle à 3 degrés : les niveaux A2, A3, et A4.

L'enseignement technique A2 est ouvert aux élèves ayant terminé le collège avec succès. Ceux-ci font 3 à 4 ans de cycle secondaire (études techniques) sanctionné par un diplôme de technicien A2. Ils ne peuvent accéder à l'enseignement supérieur que s'ils réussissent l'examen d'Etat. Les titulaires des diplômes A3 peuvent également poursuivre leurs études dans le cycle supérieur A2.

L'enseignement technique A3 est en principe accessible aux élèves titulaires d'un certificat national. Il comporte en principe 5 ans d'études dont une année de programme commun. Au terme de ces études, les élèves reçoivent le diplôme de technicien A3.

L'enseignement professionnel A4 accueille les élèves ayant leur certificat national à l'issue des études primaires ou ceux qui ont réussi le concours d'entrée de l'Ecole. La durée des études est de 3 ans au terme desquels les élèves obtiennent le diplôme A4.

3. Enseignement supérieur

Au Burundi, l'enseignement supérieur est assuré d'une part, par l'Université du Burundi,

et d'autre part, par les écoles supérieures et universités privées qui naissent ces derniers temps.

Ont accès à l'enseignement supérieur, les élèves titulaires d'un diplôme des humanités complètes (Lycées) ou d'un diplôme A2 (enseignement technique).

L'Université du Burundi constitue la plus grande institution de formation supérieure au Burundi. Elle comprend des facultés et des instituts rattachés. Depuis l'année académique 1989-1990, la plupart d'écoles supérieures ont été intégrées au sein de l'Université du Burundi. Les études durent généralement 2 à 6 ans.

Les écoles supérieures forment en principe des cadres techniques spécialisés dans différentes disciplines. La durée des études est de 2 à 4 ans et varie d'une école à l'autre. On doit remarquer que depuis la restructuration de 1989-1990, il ne reste que 3 écoles supérieures fonctionnant de façon autonome :

- Le Grand Séminaire
- L'Ecole Nationale de Police (ENAPO)
- Institut Supérieur des Cadres Militaires (I.S.C.A.M).

Toutes les écoles dépendent du Ministère de l'Education Nationale et de la Culture initialement divisé en Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation des Adultes, et celui de l'Enseignement Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique sauf l'I.S.C.A.M et l'Ecole Nationale de Police qui dépendent du Ministère

de la Défense et celui de l'Intérieur. Quant au Grand Séminaire, il est géré par l'église catholique. Il est important de noter qu'à part ceux qui poursuivent leurs études dans ces établissements du pays, il existe un effectif non négligeable d'étudiants qui reçoivent leur formation à l'étranger grâce aux bourses octroyées par différents pays et organismes internationaux ou directement par le gouvernement du Burundi.

4. Données sur l'enseignement

Les données figurant dans les tableaux d'effectifs d'élèves ou d'étudiants sont obtenues à partir de traitements statistiques de bases de données constituées pour la planification scolaire. C'est le cas, particulièrement, pour les établissements d'enseignement public où des recensements scolaires sont effectués chaque année. Ces recensements recueillent les effectifs dans les écoles, les collèges et les lycées au cours de l'année scolaire. Pour les étudiants, l'observation se fait à partir des fiches d'inscription.

La collecte de données de l'enseignement connaît beaucoup de difficultés. Pour les services qui produisent ces données, il y a des critères qui ne sont pas traités pour la plupart des cas (nationalité, sexe, etc.).

La période de 1993 à 1995 coïncide avec la période de pleine crise où les données n'ont pas été collectées correctement.

Dans d'autres cas, on a des données d'une façon globale sans ventilation par sexe ou par type d'enseignement. L'autre problème est celui des collèges communaux ou municipaux qui peuvent travailler pendant un certain temps sans donner des informations sur leur fonctionnement ou qui évoluent en lycées communaux ou municipaux.

L'université du Burundi vient de changer dans ces derniers temps les noms pour quelques facultés notamment la faculté des sciences économiques et administratives qui est devenu la faculté des sciences économiques et gestion, l'agronomie qui est devenu Agronomie et Bio-Ingénierie et Sciences appliquées qui est devenue Sciences de l'Ingénierie. Pour ces nouvelles facultés, les données qui leur correspondent commencent à partir de l'année académique 2012-2013.

Sources de données.

- Département de la planification scolaire
- Département de l'enseignement supérieur
- Université du Burundi

Références bibliographiques.

- Annuaire statistiques de l'enseignement supérieur au Burundi, Département de l'enseignement supérieur.
- Statistiques scolaires -Annuaire, Bureau de la planification scolaire.
- Bourses et stages pour l'université du Burundi.

CHAPITRE VII. TOURISME ET HOTELLERIE.

1. Description du secteur.

Le tourisme est un concept axé sur la demande et qui englobe un large éventail d'activités qu'il est préférable de l'envisager comme un marché plutôt que comme un secteur. Il peut se définir comme les activités des personnes qui voyagent et résident en dehors de leur environnement habituel pendant moins de douze mois consécutifs à des fins de loisirs, affaires ou autres causes (par exemple pour rendre visite à des amis ou pour des raisons de santé).

Le présent chapitre couvre des activités qui représentent une part significative du marché du tourisme les hôtels. Les manèges forains, les parcs d'attraction et les agences de voyage ne sont pas pris en compte dans cette publication.

Le tourisme est une manifestation de la mobilité personnelle qui s'est développée à un rythme rapide durant la deuxième moitié du 20^{ème} siècle.

Il doit son succès notamment aux formidables progrès réalisés dans les communications et à l'internationalisation croissante de l'économie mondiale. Dans ce contexte, le tourisme assure également un rôle de redistribution des ressources et devient un facteur de développement économique tant au niveau national qu'au niveau mondial.

En raison des données très fragmentaires et de la nature composite du tourisme, son importance relative dans l'économie burundaise est difficile à évaluer.

2. Statistiques touristiques.

Les statistiques concernant les hôtels et leur capacité d'hébergement, les entrées aux frontières et les dépenses en devise des voyageurs sont fournies par l'Office National du Tourisme (ONT).

Signalons que les données sur la fréquentation hôtelière portent sur les hôtels classés (classe moyenne et internationale). Les hôtels des zones périphériques de Bujumbura ne sont pas couverts. Les données relatives aux entrées des touristes aux frontières sont sous-estimées par rapport aux données réelles du seul fait que toutes les entrées ne sont pas enregistrées. Ces mêmes données ne comprennent pas les mouvements des résidents frontaliers qui pénètrent sur le territoire national essentiellement pour des raisons de petit commerce ou à l'occasion d'un événement familial et dont la durée de séjour est généralement très courte. Cette conception est proche de celle de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT).

Le classement des hôtels est fait selon un certain nombre de critères notamment le confort, l'équipement, la qualité des services, etc.

Selon l'OMT, est "touriste", toute personne qui se rend dans un pays autre que celui où il a son lieu de résidence pour y effectuer un séjour

d'au moins 24 heures pour toute raison autre que celle d'exercer une profession rémunérée dans le pays visité. Ne sont pas considérés comme touristes tous les émigrants, les résidents frontaliers, les personnes domiciliées dans une zone ou pays donné et travaillant dans un pays limitrophe, les membres des corps diplomatiques lorsqu'ils voyagent dans leur pays d'origine et les passagers en transit.

3. DEFINITION.

Hôtel.

Les hôtels de tourisme sont des établissements commerciaux d'hébergement qui offrent des chambres ou des appartements meublés en location, soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine ou au mois, mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Ils peuvent comporter un service de restauration. Ils sont exploités toute l'année en permanence ou seulement pendant une ou plusieurs saisons.

Sources de documentation.

- Office National du Tourisme

Références bibliographiques.

- Compendium de statistiques du tourisme, OMT, Edition 2000.

diminution progressive très considérable, passant de 1.769 tonnes de poissons en 1990 à 97 tonnes en 2001.

Cela peut être expliqué par la crise socio-politique survenue au mois d'octobre 1993 qui a perturbé les activités de pêche en général et le mode de pêche industrielle en particulier.

Il est à noter que pour chacune des trois modes de pêche, compte tenu des différentes catégories de poissons (ndagala, mukeke, sangala et divers), le ndagala occupe toujours une place primordiale dans les récoltes totales de poissons.

Dans la rubrique "Divers poissons", on rencontre le kahuzo, le nyamunyamu, le poisson chat, les ciclides, le capitaine et autres.

Sources de documentation.

- Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
- OCIBU
- COGERCO
- OTB
- Département de la pêche et pisciculture
- BRB
- Abattoir public de Bujumbura
- Antennes provinciales du plan
- Les DPAE ou la Direction des statistiques et informations agricoles

Références bibliographiques.

- Rapports annuels de la BRB
- Bulletins mensuels de la BRB

Tableau 8.15.**Animaux de boucherie abattus pour la consommation.**

Nombre de bêtes abattues	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bovins	44 442	60 003	22 404	48 691	39 870	39 000	49 690	60 339	37 063	50 232	97 761
Porcins	64 428	49 141	37 194	182 625	46 878	52 287	53 355	73 112	68 159	104 473	123 450
Ovins	31 157	40 751	27 563	42 211	55 988	61 511	43 713	96 529	122 531	91 001	236 726
Caprins	218 942	216 431	157 493	305 025	253 882	222 768	262 686	533 502	244 356	298 394	975 159

Source : Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (Abattoir) .

Tableau 8.16.**Nombre de bateaux de pêche par type de pêche.**

Catégorie de pêche	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Pêche artisanale	457	457	457	457	705	705	705	705	732	732	-	-
Pêche coutumière	750	750	750	750	739	739	739	1513	1513	1513	-	-

Source : Département de la pêche.

CHAPITRE IX. TRANSPORT ET TELECOMMUNICATIONS

1. Description du secteur

Le secteur des transports comprend principalement le transport direct ou indirect de marchandises et de passagers. Le transport direct se rapporte au transport effectif de marchandises et de passagers par divers modes de transport tandis que le transport indirect se réfère aux services tels que la manutention réalisée lors de changements de modes, le guidage du trafic, les préparatifs de voyages, le courtage de fret, l'entreposage, etc.

Les services de transport se composent des transports terrestres, des transports par eau, des transports aériens et des services auxiliaires des transports (la manutention et l'entreposage des marchandises, la gestion des gares, des ports et des aéroports et les autres activités d'appui aux transports terrestres, par eau ou aériens, y inclus les agences de voyage et les activités d'assistance aux touristes).

Les statistiques de cette section se réfère à toutes ces activités à l'exception des agences de voyage qui n'ont pas été traités même dans le chapitre sur le tourisme.

Les services de transport sont au coeur des activités économiques et la compétitivité globale d'une économie dépend en grande mesure de l'efficacité de son système de transports.

2. Transport international.

Pour le transport international, le Burundi utilise 4 voies :

1. La voie centrale (Bujumbura – Kigoma – Port de Dar-es-salaam).
2. La voie sud (Bujumbura – Port de Mpulungu sur le Lac Tanganyika).
3. La voie nord (Bujumbura – Rwanda – Ouganda – Port de Mombassa).
4. La voie aérienne.

En matière de transport international, les données statistiques portent sur les importations réparties par postes d'entrées, entrées et sorties de marchandises au Port de Bujumbura ainsi que le trafic à l'aéroport international de Bujumbura.

Les données sur le trafic aérien sont fournies par la Régie des Services Aéronautiques (RSA). Ces données portent sur les passagers, les aéronefs, les bagages, le Fret et les envois postaux.

Les données montrent que les voies Centrales, Nord et Sud sont principalement utilisées pour le Transport International des marchandises tandis que la voie aérienne est employée pour le Transport des marchandises et des personnes.

3. Transport intérieur.

3.1. Infrastructure routière.

Sur le territoire Burundais, le réseau national routier comprend trois (3) catégories de routes qui se distinguent par l'importance du trafic.

Il y a :

- les routes nationales (R.N.) ;
- les routes provinciales (R.P.) ;
- les routes communales (R.C.).

Signalons que le répertoire des routes nationales et provinciales est constitué des routes revêtues et en gravier.

3.2. Parc automobile.

Le dépouillement des fiches des véhicules tenues au Département des Impôts pour le parc privé et au Ministère des transports et télécommunications pour le parc public, permet à l'ISTEEBU d'élaborer et de publier les données sur le parc automobile et ainsi acquérir des données chiffrées mensuelles et annuelles relatives aux véhicules immatriculés et aux véhicules en service. Les données sur le nombre de véhicules en service sont le résultat du parc existant à la fin de l'année précédente, ajouté aux nouvelles immatriculations de l'année en cours et de la soustraction des déclassements relevés au cours de cette période.

Le parc automobile est constitué du parc public et du parc privé qui englobent respectivement les véhicules de l'Etat et les véhicules

appartenant aux particuliers, sociétés, organismes et Communautés privées.

Les statistiques du Parc Automobile renseignent d'une part sur les immatriculations, c'est-à-dire les nouveaux véhicules entrant en circulation et d'autre part sur le parc des véhicules en service.

Les tableaux publiés présentent la répartition du parc automobile et des immatriculations par grandes catégories de véhicules et par marques, en différenciant les véhicules publics et les véhicules privés.

Pour de plus amples renseignements, le Centre National de Documentation Statistique (CNDS) de l'ISTEEBU dispose des publications spécifiques en rapport avec le Parc Automobile du Burundi.

4. Télécommunications.

Depuis 1990, les trafics téléphoniques, télégraphiques et télex sont exprimés en nombre de minutes. Les modifications s'avèrent donc indispensables dans la présentation des tableaux, c'est-à-dire que la structure, le contenu et l'intitulé des tableaux ont subi des changements. En outre, les données ne sont plus ventilées selon la catégorie d'utilisateurs à savoir les raccordements officiels, privés et de service.

Certains tableaux renseignent sur la capacité et le nombre d'abonnés au réseau téléphonique et télex, le trafic téléphonique, télégraphique et télex ainsi que sur l'évolution du chiffre

d'affaires de l'Office National des
Télécommunications (ONATEL).

Sources de documentation.

- Exploitation du Port de Bujumbura
- BRB
- Régie des Services Aéronautiques
- Direction Générale des Routes
- ONATEL
- ISTEEBU
- Régie National des Postes
- Air Burundi
- Conseil National de la Communication

Références bibliographiques.

- Parcs automobiles, publications ISTEEBU.
- Rapports annuels de la BRB.

TABLEAU 9. 01.**Entrées de marchandises au port de Bujumbura par port de provenance (en tonnes).**

Port de provenance	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Kigoma	76 117	80 814	61 500	35 127	35 818	44 515	21 282	22 611	-
Kalémie + Kabimba	17 420	7 960	2 928	1 219	662	452	149	-	-
Mpulungu	42 409	59 491	57 461	27 126	18 805	45 405	110 140	109 872	-
Autres	33 071	40 188	50 394	70 592	-	-	-	85552	-
Total	169 017	188 452	172 283	123 517	55 285	90 372	131 571	218 035	-

TABLEAU 9. 02.**Trafic au Port de Bujumbura (en tonnes)***Source : Exploitation du Port de Bujumbura (E.P.B.).*

Désignations	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Entrées	169 017	188 452	172 283	123 517	107 312	167 639	222 875	224 266	183 024	95 423	126 187	72 500
Sorties	14 647	17 316	11 134	12 560	7 536	5 812	8 396	9 507	16 016	11 072	13 777	9 600
Total	183 664	205 768	183 417	136 077	114 848	173 451	231 271	233 773	199 039	106 495	139 964	82 100

Source : E.P.B/G.P.S

TABLEAU 9. 04.**Sorties des marchandises du Port de Bujumbura (en tonnes).**

Produits	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Café	12 731	13 683	8 430	10 991	7 534	5 275	8 296	8 205	13 087	5 626	6 283	4 038
Thé	-	-	5 946	6 475	5 406	6 293	7 139	7 953	-	10 007	11 021	10 886
Quinquina	-	259	-	-	99	-	85	54	-	-	-	-
Peaux	132	-	227	409	322	226	85	-	-	2 239	1 213	3 486
Bonbonnes vides	-	-	1 833	2 682	2 256	2 273	3 019	-	-	-	-	-
Cassitérite	-	149	44	69	115	32	-	-	-	-	-	-
Divers	1 814	149	1 998	1 500	777	528	428	1 302	2 929	5 423	7 494	5 391
Sucre	-	-	1 000	2 000	2 500	3 000	-	-	-	-	-	-
Total	14 677	14 240	19 478	24 126	19 009	17 627	19 052	17 514	16 016	11 072	13 777	23 801

Source : Banque de la République du Burundi (BRB).

TABLEAU 9. 05.**Trafic à l'aéroport international de Bujumbura.**

Désignations	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Arrivées												
Passagers	63 168	73 072	73 704	89 538	959 626	103 410	116 451	136 551	159 217	148 395	134 438	120 136
Bagages (en tonnes)	440	510	487	491	608	736	589	436	136	36	103	-
Frets (tonnes)	3 025	3 093	2 590	2 251	2 184	2 416	3 114	2 440	3 186	2 148	2 448	2 247
Postes (tonnes)	48	42	59	38	40	51	45	46	43	37	39	29
Départs												
Passagers	54 218	63 908	64 230	62 751	68 704	79 350	78 943	91 434	101 793	109 208	106 684	86 941
Bagages (en tonnes)	333	357	432	403	401	495	372	290	26	5	-	-
Frets (tonnes)	212	188	210	278	365	275	331	310	365	335	345	293
Postes (tonnes)	18	21	16	24	26	33	35	26	38	47	100	42

Source : R.S.A.A.A.C.B

TABLEAU 9. 06.

Routes nationales et provinciales en kilomètres

Provinces	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Routes nationales	1 949,721	1 949,721	1 949,721	1949,721	1949,721	1949,721	1949,721	1949,721	1949,721	1 903,184	1 903,184	1 903,184
Bubanza	82,087	82,087	82,087	82,087	82,087	82,087	82,087	82,087	82,087	84,529	84,529	84,529
Bujumbura	159,016	159,016	159,016	159,016	159,016	159,016	159,016	159,016	159,016	142,561	142,561	142,561
Bururi	195,860	195,860	195,860	195,860	195,860	195,860	195,860	195,860	195,860	125,466	125,466	125,466
Cankuzo	142,636	142,636	142,636	142,636	142,636	142,636	142,636	142,636	142,636	142,636	142,636	142,636
Cibitoke	159,358	159,358	159,358	159,358	159,358	159,358	159,358	159,358	159,358	156,281	156,281	156,281
Gitega	219,937	219,937	219,937	219,937	219,937	219,937	219,937	219,937	219,937	199,226	199,226	199,226
Karuzi	69,170	69,170	69,170	69,170	69,170	69,170	69,170	69,170	69,170	69,170	69,170	69,170
Kayanza	120,310	120,310	120,310	120,310	120,310	120,310	120,310	120,310	120,310	120,310	120,310	120,310
Kirundo	62,250	62,250	62,250	62,250	62,250	62,250	62,250	62,250	62,250	62,250	62,250	62,250
Makamba	123,447	123,447	123,447	123,447	123,447	123,447	123,447	123,447	123,447	123,447	123,447	123,447
Muramvya	117,366	117,366	117,366	117,366	117,366	117,366	117,366	117,366	117,366	66,390	66,390	66,390
Muyinga	110,270	110,270	110,270	110,270	110,270	110,270	110,270	110,270	110,270	81,458	81,458	81,458
Ngozi	111,895	111,895	111,895	111,895	111,895	111,895	111,895	111,895	111,895	111,895	111,895	111,895
Rutana	120,784	120,784	120,784	120,784	120,784	120,784	120,784	120,784	120,784	120,784	120,784	120,784
Ruyigi	155,335	155,335	155,335	155,335	155,335	155,335	155,335	155,335	155,335	155,335	155,335	155,335
Mwaro										50,976	50,976	50,976
Rumonge										90,470	90,470	90,470
Routes provinciales	2 523,409	2 523,409	2 523,409	2 523,409	2 523,409	2 523,409	2 523,409	2 523,409	2 523,409	2 400,087	2 400,087	2 400,087
Bubanza	63,002	63,002	63,002	63,002	63,002	63,002	63,002	63,002	63,002	71,817	71,817	71,817
Bujumbura	244,816	244,816	244,816	244,816	244,816	244,816	244,816	244,816	244,816	234,031	234,031	234,031
Bururi	325,793	325,793	325,793	325,793	325,793	325,793	325,793	325,793	325,793	184,192	184,192	184,192
Cankuzo	52,915	52,915	52,915	52,915	52,915	52,915	52,915	52,915	52,915	52,915	52,915	52,915
Cibitoke	63,342	63,342	63,342	63,342	63,342	63,342	63,342	63,342	63,342	63,342	63,342	63,342
Gitega	140,942	140,942	140,942	140,942	140,942	140,942	140,942	140,942	140,942	140,942	140,942	140,942
Karuzi	163,333	163,333	163,333	163,333	163,333	163,333	163,333	163,333	163,333	167,793	167,793	167,793
Kayanza	213,317	213,317	213,317	213,317	213,317	213,317	213,317	213,317	213,317	182,915	182,915	182,915
Kirundo	186,585	186,585	186,585	186,585	186,585	186,585	186,585	186,585	186,585	191,155	191,155	191,155
Makamba	159,618	159,618	159,618	159,618	159,618	159,618	159,618	159,618	159,618	157,638	157,638	157,638
Muramvya	246,873	246,873	246,873	246,873	246,873	246,873	246,873	246,873	246,873	75,050	75,050	75,050
Muyinga	155,822	155,822	155,822	155,822	155,822	155,822	155,822	155,822	155,822	131,942	131,942	131,942
Ngozi	168,616	168,616	168,616	168,616	168,616	168,616	168,616	168,616	168,616	164,046	164,046	164,046
Rutana	140,441	140,441	140,441	140,441	140,441	140,441	140,441	140,441	140,441	140,441	140,441	140,441
Ruyigi	197,994	197,994	197,994	197,994	197,994	197,994	197,994	197,994	197,994	158,104	158,104	158,104
Mwaro										168,863	168,863	168,863
Rumonge										114,901	114,901	114,901

Source : Direction Générale des Routes (DGR).

TABLEAU 9. 7

Nombre d'abonnés raccordés au central téléphonique.

Nom du central	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bujumbura I	16763	17130	16 673	16 969	16 958	17 391	17 052	17 391	13 000	13 708	12 724	12 925
Ngagara (Bujumbura II)	6073	6215	6 286	6 825	7 139	7 398	8 104	7 332	5 263	5 449	4 914	4 929
Kanyosha(Bujumbura III)	882	1260	1 416	1 643	1 648	1 728	1 799	1 716	1 180	1 170	1 096	1 088
Gitega	1150	1196	1 420	1 455	1 455	1 520	1 503	1 346	1 240	1 037	1 048	860
Ruyigi	50	51	54	114	135	134	149	143	85	160	79	79
Cankuzo	40	33	38	80	95	96	111	97	39	100	39	39
Karuzi	37	30	33	33	40	34	44	36	34	67	31	31
Kirundo	287	301	285	344	345	352	357	291	450	134	204	206
Kayanza	348	363	355	391	409	414	393	319	330	169	179	177
Muyinga	357	367	336	363	363	352	377	252	310	101	158	165
Bururi	200	125	154	145	161	164	205	141	110	144	102	100
Gihofi	23	46	56	54	60	155	204	167	128	244	118	113
Makamba	22	37	119	138	166	163	208	174	114	105	103	102
Nyanza-Lac	18	64	68	52	56	53	59	47	39	36	37	37
Rumonge	42	64	81	119	138	136	185	118	92	76	76	73
Rutana	23	37	51	65	74	78	121	110	82	114	81	83
Kiremba	4	31	39	42	46	42	36	35	24	42	22	18
Bubanza	128	124	136	147	153	157	187	149	120	101	120	119
Cibitoke	107	114	135	128	142	151	149	146	89	75	113	120
Gisozi/Mwaro	86	85	87	56	54	59	58	59	46	53	44	44
Muramvya	138	147	158	156	152	150	174	144	89	60	97	102
Ngozi									600	869	400	401
Total	26778	27820	27 980	29 319	30 562	31 515	34 972	30 515	23 464	24 014	21 785	21 811

Source : Office National des Télécommunications (ONATEL).

TABLEAU 9. 8.

Capacité des réseaux téléphoniques du Burundi au 31 décembre.

Nom du central	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bujumbura I	23 600	23 600	23 600	23 600	23 600	23 600	23 600	23 480	26 200	26 200	26 200	26 200
Ngagara (Bujumbura II)	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 016	12 400	12 400	12 627	12 627
Kanyosha(Bujumbura III)	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 048	2 550	2 750	2 750	2 750
Gitega	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 850	2 850	2 850	2 850
Ruyigi	60	60	60	608	608	608	608	608	700	700	700	700
Cankuzo	48	48	48	608	608	608	608	560	400	400	400	400
Karuzi	48	48	48	608	608	608	608	560	100	100	100	100
Ngozi	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Kirundo	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Kayanza	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Muyinga	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
Bururi	212	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	400	400	400	400
Gihofi	24	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500
Makamba	24	500	500	500	500	500	500	500	320	320	320	320
Nyanza-Lac	12	300	300	300	300	300	300	300	154	154	154	154
Rumonge	48	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200	200
Rutana	24	500	500	500	500	500	500	500	540	540	540	540
Kiremba	12	300	300	300	300	300	300	500	100	100	100	100
Bubanza	256	256	256	256	256	256	256	256	119	260	250	250
Cibitoke	256	256	256	256	256	256	256	256	88	250	250	250
Gisozi	256	256	256	256	256	256	256	256	46	250	250	250
Muramvya	256	256	256	256	256	256	256	256	90	250	300	300
Total	44 136	47 080	47 080	48 748	48 748	48 748	48 748	48 796	51 757	52 624	52 891	52 891

Source : Office National des Télécommunications (ONATEL).

TABLEAU 9. 9.

Trafic téléphonique transmis.

Trafic extérieur	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Trafic international (départ)												
Téléphone (en minutes)	3 473 125	3 505 053	3 798 537	4 032 084	50 548	3 711 771	2 464 956	2 889 329	4 288 088	4 040 380	3 458 175	2 033 701
Afrique	1 314 278	1 393 931	1 390 175	1 544 536	-	1 621 649	1 223 819	1 453 903	1 748 207	1 879 824	1 979 718	1 099 947
Europe	1 606 033	1 539 752	1 645 227	1 640 428	-	1 342 851	728 456	564 203	1 591 923	1 085 882	659 220	442 675
Amérique	303 885	281 140	393 441	505 361	-	428 647	300 044	642 257	645 912	812 457	614 759	311 599
Asie	238 539	279 015	338 474	306 793	-	289 249	199 041	206 304	278 556	230 694	171 552	166 463
Océanie	10 390	11 215	31 220	34 966	-	29 375	13 596	22 661	23 490	31 723	32 926	13 017

Source : Office National des Télécommunications (ONATEL).

TABLEAU 9. 10.

Evolution du chiffre d'affaires de l'ONATEL (en millions de FBU).

Désignations	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Téléphone	9 588,5	10 911,6	10 650,0	18 874,3	19 325,0	17 674,0	15 771,0	7 602,7	17 052,0	7 361 000,0	7 901 476,0	7 306 862,0
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	9 588,5	10 911,6	10 650,0	18 874,3	19325	17674	15771	7 602,7	17 052,0	7 361 000,0	7 901 476,0	7 306 862,0

Source : Office National des Télécommunications (ONATEL).

N.B. La rubrique "Autres" porte sur la location des circuits, la vente des télécartes, la vente des appareils et les divers.

TABLEAU 9. 11.(suite)

Répartition des bureaux postaux par provinces.

Provinces	2010	2014	2015
Ngozi	4	9	9
dont:			
Mparamirundi	1	1	1
Ganshikanwa		1	1
Musasa		1	1
Marangara		1	1
Miwumba		1	1
Ngozi	1	1	1
Nyamurenza		1	1
Ruhororo		1	1
Tangara	1	1	1
Karuzi	1	8	8
dont:			
Bugenyuzi		1	1
Buhiga		1	1
Gihogazi		1	1
Gitarumuka		1	1
Karuzi	1	1	1
Mutumba		1	1
Nyabikere		1	1
Shombo/Rusi		1	1
Makamba	3	6	6
dont :			
Kayagoro	1	1	1
Kibago		1	1
Mabanda		1	1
Makamba	1	1	1
Nyanza-Lac	1	1	1
Vugizo		1	1
Bururi	5	9	9
dont :			
Bururi	1	1	1
Rutovu	1	1	1
Matana	1	1	1
Mugamba	1	1	1
Rumonge	1	1	1
Burambi		1	1
Kirembe sud		1	1
Nyagasasa		1	1
Vyanda		1	1
Rutana	1	6	6
dont:			
Bukemba		1	1
Giharo		1	1
Gitanga		1	1
Mpinga-kayove		1	1
Musongati(t)		1	1
Rutana	1	1	1
Ruyigi	1	7	7
dont:			
Butaganzwa		1	1
Butezi		1	1
Bweru		1	1
Gisuru		1	1
Kinyinya		1	1
Nyabitsinda		1	1
Ruyigi	1	1	1
Total	51	119	119

Source : Régie Nationale des Postes (R.N.P.)

TABLEAU 9. 12.

Situation des abonnés à la poste.

Bureaux postaux	2014	2015
Bujumbura I	-	-
Bujumbura II (Buyenzi)	-	-
Bujumbura - Aéroport	-	-
Bujumbura - Port	-	-
Kinindo	-	-
Kanyosha	-	-
Musaga	-	-
Kamenge	-	-
Buterere	-	-
Gihosha	-	-
Ngagara	-	-
Mutanga	-	-
KINAMA	-	-
Magara	-	-
Gatumba	-	-
Ijenda	-	-
kirombwe	-	-
Isare	-	-
Kabezi	-	-
Ruyaga	-	-
Mubimbi	-	-
Gitaza	-	-
Mukike	-	-
Mutambu	-	-
Nyabiraba	-	-
Bubanza	-	-
Gihanga	-	-
Mpanda	-	-
Musigati	-	-
Rugazi	-	-
Buganda	-	-
Bukinanyana	-	-
Mabayi	-	-
Mugina	-	-
Murwi	-	-
cibitoke	-	-
Cankuzo	-	-
Cendajuru	-	-
Gisagara	-	-
Kigamba	-	-
Mishiha	-	-
Bugendana	-	-
Bukirasazi	-	-
Buraza	-	-
Giheta	-	-
Gishubi	-	-
Gitega	-	-
Itaba	-	-
Makebuko (t)	-	-
Mutaho	-	-
Nyarusange	-	-
Ryansoro	-	-
Bugarama	-	-
Bukeye	-	-
Gatabo	-	-
Kiganda	-	-
Mbuye	-	-
Muramvya	-	-
Rutegama	-	-
Shombo	-	-
Bisoro	-	-
Gisozi	-	-
Kayokwe	-	-
Ndava	-	-
Nyabihanga	-	-
Rusaka	-	-
Buhinyuza	-	-
Butihinda	-	-
Kobero	-	-
Gashoho	-	-
Gasorwe	-	-
Giteranyi	-	-
Mwakiro	-	-
Muyinga	-	-
Mparamirundi	-	-
Gashikanwa	-	-
Musasa	-	-
Marangara	-	-
Mwumba	-	-
Ngozi	-	-
Nyamurenza	-	-
Ruhororo	-	-
Tangara	-	-
Bugenyuzi	-	-
Buhiga	-	-
Gihogazi	-	-
Gitaramura	-	-
Karuzi	-	-
Mutumba	-	-
Nyabikere	-	-
Shombo/Rusi	-	-
Kayogoro	-	-
Kibago	-	-
Mabanda	-	-
Makamba	-	-
Nyanza-Lac	-	-
Vugizo	-	-
Bururi	-	-
Rutovu	-	-
Matana	-	-
Mugamba	-	-
Rumonge	-	-
Burambi	-	-
Kirembe sud	-	-
Nyagasasa	-	-
Vyanda	-	-
Bukemba	-	-
Giharo	-	-
Gitanga	-	-
Mpinga-kayove	-	-
Musongati(t)	-	-
Rutana	-	-
Butaganzwa	-	-
Butezi	-	-
Bweru	-	-
Gisuru	-	-
Kinyinya	-	-
Nyabitsinda	-	-
Ruyigi	-	-
Total	-	-

Source : Régie Nationale des Postes (R.N.P.)

CHAPITRE X : EAU, ENERGIE ET MINES.

1. Introduction.

L'énergie est un facteur essentiel pour la vie de l'homme. Elle s'est avérée depuis les temps immémoriaux comme un moyen, un élément-clé pour la satisfaction des besoins d'alimentation, pour l'amélioration du confort du cadre de vie, pour le développement des sociétés organisées.

Mais, il se fait que les principales formes d'énergie utilisées actuellement sont classées dans la catégorie des énergies non renouvelables. D'où un certain nombre de questions qui assaillent aussi bien les décideurs que les simples consommateurs ou le niveau de consommation de l'énergie. De nos jours, rares sont les activités humaines qui se font sans utilisation d'une quelconque forme d'énergie. Dans ce cas, y en a-t-il assez pour nous et pour les générations futures ? Les sources actuelles sont-elles suffisantes ? Quel est le prix réel de l'énergie consommée (quelque soit la forme) ?

La notion de système énergétique est essentielle car elle permet d'explicitier l'expression générale de *situation énergétique*. Connaître la situation énergétique d'un pays ou d'une région signifie expliquer ou tout au moins tenter d'expliquer de quelle façon sont accomplies les activités énergétiques et préciser le comportement des diverses catégories

d'acteurs en présence. Les réalisations des activités de production, de transformation et d'utilisation de l'énergie dépendent des acteurs qui y participent, de leur place dans le système énergétique, de leur rôle et des relations qui les lient en rapport avec l'organisation socio-économique de l'espace étudié.

Dans un système énergétique, la chaîne énergétique comprend trois grands ensembles :

- l'énergie primaire dans laquelle on pourrait retrouver le charbon, le pétrole, l'énergie nucléaire, l'énergie solaire, l'énergie hydraulique, le bois, etc.
- l'énergie secondaire qui est le résultat de la transformation de l'énergie primaire (le réseau de chaleur, le réseau de gaz, l'électricité, les combustibles liquides, les combustibles solides). Elle devient un vecteur pour satisfaire les besoins des populations.
- Quand à l'énergie utile, c'est après cette transformation et à travers le vecteur énergie secondaire que l'énergie primaire devient une énergie utile (travail, chaleur, lumière, etc.).

Le bilan énergétique est un cadre de synthèse des statistiques énergétiques qui présente une succession des étapes suivies par les flux énergétiques depuis la production jusqu'à l'utilisation. C'est-à-dire qu'il faut comprendre ce concept dans le sens comptable et non de rendement ; donc équilibré pour une région ou un pays entre les entrées et les sorties.

2. Description du secteur.

Le secteur de l'énergie ne joue pas un rôle très important dans l'économie burundaise. En 1996, la valeur ajoutée dégagée par cette branche d'activité économique est de 3,7 milliards de francs burundais. Ce qui représente 0,6% de la valeur ajoutée totale. Au delà de son poids économique, l'industrie de l'énergie est aussi un secteur clairement stratégique, à la base de pratiquement toute activité économique. La production, la distribution et l'utilisation de l'énergie ont en effet un impact énorme sur les environnements économique, physique, et social. L'énergie peut avoir une incidence sur la compétitivité des entreprises et sur le niveau de vie des ménages, mais elle soulève aussi des interrogations telles que les problèmes écologiques ou le développement durable, qui ne seront cependant pas abordés dans le cadre de cette publication.

On distingue différents types de consommation d'énergie. La consommation d'énergie primaire représente l'ensemble des énergies utilisées par les consommateurs ou utilisées comme facteurs de production d'autres formes d'énergie. Par exemple, la production d'électricité nécessite l'utilisation de combustibles tels que le biogaz ou le fuel-oil lourd.

D'autre part, on fait souvent référence à la "consommation intérieure brute d'énergie" qui est un élément essentiel du bilan énergétique. Ce terme correspond à la quantité d'énergie nécessaire à la

satisfaction de la consommation intérieure de l'entité géographique considérée, soit la somme de la consommation et des pertes de distribution et de transformation. Quant à l'expression "énergie disponible pour la consommation finale", elle fait référence à la somme de l'énergie utilisée par les consommateurs, y compris l'électricité générée à partir d'autres sources d'énergie, en excluant généralement les pertes de transformation et de distribution.

Les statistiques retenues se basent principalement sur l'énergie électrique et l'eau distribuées par la REGIDESO. D'autres statistiques de consommation de l'énergie électrique produite par des entreprises privées existent mais ne sont pas prises en compte dans ce chapitre. Sont mentionnées également dans ce chapitre des statistiques sur la consommation de l'énergie électrique produite par le Ministère en charge de l'environnement.

Il est à signaler qu'une partie de l'électricité distribuée par la REGIDESO est importée de la République Démocratique du Congo.

3. Production et distribution d'électricité.

Cette section couvre les activités de production, transport et distribution de l'électricité et comprend la production d'électricité par toutes les méthodes, y compris thermique, hydroélectrique ou diesel, renouvelables ainsi que le transport, la distribution et la fourniture d'électricité.

L'électricité est utilisée dans presque tous les

domaines de l'activité humaine et sa consommation est ainsi étroitement liée à l'activité économique. En raison du ralentissement économique dû à la crise que connaît le pays depuis 1993, une croissance négative a été enregistrée depuis 1995,

La plus grande partie de l'électricité est produite par les centrales hydroélectriques, tout en notant de passage qu'une autre est importée de la République Démocratique du Congo.

Pour ce qui est de la demande, l'électricité joue un rôle important dans tous les secteurs de demande d'énergie finale à l'exception de celui des transports où les produits pétroliers y jouent le monopole. Ainsi, pour l'année 2003, la plupart de la consommation électrique se concentre au niveau des ménages (48,4%) et le commerce (19,9%).

La croissance de la demande d'électricité a été plus rapide ces dernières années dans les secteurs résidentiel et commercial que dans l'industrie. Une augmentation du nombre d'appareils électriques ainsi que le développement de nouvelles applications spécifiquement électriques comme les ordinateurs personnels semblerait être la principale cause de cette tendance.

4. Captage, épuration et distribution d'eau.

Le secteur couvert par cette section est défini comme le captage, l'épuration et la distribution d'eau dont le principal maître d'ouvrage et en même temps agence

d'exécution se trouve être la REGIDESO. Ce secteur ne comprend pas l'exploitation de systèmes d'irrigation pour l'agriculture ni le traitement des eaux usées à la seule fin de prévention de la pollution.

Les services de distribution d'eau potable sont assurés par la REGIDESO et le Ministère du Développement Communal et de l'Artisanat.

Les facteurs qui influencent la demande d'eau potable sont l'évolution démographique, les habitudes de consommation, le climat, les structures de prix, le nombre et le type d'installations sanitaires et le développement industriel.

5. Extraction de produits miniers.

Ce paragraphe couvre l'extraction de tous les produits non énergétiques solides : extraction de minerais, extraction de matériaux de construction tels que le sable, l'argile et la chaux. Les produits non énergétiques sont utilisés pour la fabrication de métaux et de produits métalliques, de produits chimiques ainsi que dans l'ingénierie et la construction.

6. Quelques définitions.

Energie primaire

C'est toute forme d'énergie produite directement par la nature. Les exemples les plus évidents sont la houille, le lignite, le pétrole brut et le gaz naturel. Mais on compte également parmi les énergies primaires,

l'électricité d'origine hydraulique et nucléaire, l'énergie éolienne, l'énergie solaire, etc.

Energie secondaire.

C'est toute forme d'énergie résultant d'un processus de transformation.

Les exemples sont les dérivés du charbon, du gaz manufacturés, des produits pétroliers, de l'énergie électrique, etc.

Energie électrique produite (kwh).

- **brute** : elle est mesurée aux bornes de tous les groupes d'une centrale et elle comprend l'énergie électrique absorbée par les services auxiliaires et les pertes dans les transformateurs.
- **Nette** : elle s'entend mesurée à la sortie de la centrale, c'est-à-dire abstraction faite de la consommation des services auxiliaires et des pertes dans les transformateurs.
- **Finale** : les données concernant l'énergie fournie aux consommateurs. Par rapport à la consommation brute, l'énergie peut avoir subi des transformations, par exemple dans les centrales thermiques et les hauts-fourneaux.

Tension d'énergie électrique

Basse tension : 220 V/380 V

Moyenne tension : 15 kV/20 kV

Haute tension ; 65 kV/220 kV

Calorie.

Unité de quantité de chaleur, équivalent

à la quantité de chaleur nécessaire pour élever d'un degré Celsius la température d'un gramme d'eau (symbole : cal).

1 cal = 4,186 joule

1 kilocalorie ou kcal = 1000 calories

1 gigacalorie ou Gcal = 10^6 kcal

Joule

C'est l'unité de mesure de travail ; d'énergie ou de quantité de chaleur.

1 joule (J) = 0,2388 calories

1 Gigajoule ou GJ = 10^9 J = 10^6 kJ

Tec

La Tonne équivalent charbon est une unité qui permet de comptabiliser les différentes sources d'énergie en prenant comme point de référence leur contenu énergétique.

1 tec = 7 Gcal = 29,3 GJ

1 Mtec = 1 million de tec

1 tec = 0,7 tep

Kilowatt

C'est une unité de puissance égale à 1000 watts, utilisée principalement en électricité pour mesurer la puissance d'une installation de production.

Dans ce cas, on parle du kilowatt électrique qui s'écrit kWe. Ses multiples sont :

Le Megawatt (ou Mwe) = 10^3 kWe

Le Gigawatt (ou Gwe) = 10^6 kWe

Kilowatt-heure (ou kWh)

C'est l'unité d'énergie ou de travail.

C'est l'énergie produite ou consommée pendant une heure par une machine d'une puissance

d'un kilowatt. Les multiples utilisés sont le Gigawatt-heure (ou GWh) qui vaut un million de kilowatts heure (10^6 kWh) et le Terawatt heure (ou TWh) qui vaut un milliard de kilowatts heure (10^9 kWh)

$$1 \text{ kWh} = 860 \text{ Kcal} = 3600 \text{ KJ},$$

Nm³ de gaz.

1 Norme m³ (Nm³) = quantité de gaz sec qui à une température de 0°C et une pression absolue de 1,01325 bar occupe un espace de 1m³.

Pour le gaz H, 1 Nm³ a un pouvoir calorifique supérieur de 10.000 kcal = 41868 kJ.

Tep

Le Tonne équivalent pétrole est une unité qui permet de comptabiliser les différentes sources d'énergie en prenant comme point de référence leur contenu énergétique.

$$1 \text{ tep} = 10 \text{ Gcal} = 41,8 \text{ GJ}$$

$$1 \text{ Mtep} = 10^6 \text{ tep}$$

$$1 \text{ tep} = 1,43 \text{ tec.}$$

Tableau de conversion d'unités d'énergie et de travail

	kcal	kJ	GJ	Kwh	tec	tep	M ³ gazH
kcal	1	4,1868	$4,1868 \times 10^6$	$1,163 \times 10^6$	$0,143 \times 10^6$	10^7	10^4
KJ	0,2388	1	10^6	$0,278 \times 10^6$	$34,1 \times 10^3$	$23,9 \times 10^3$	$23,9 \times 10^6$
GJ	238 800	10^6 1 000 000	1	$0,278 \times 10^3$ 278	$34,1 \times 10^3$ 0,0341	$23,9 \times 10^3$ 0,0239	23,9
kWh	860	3.600	$3,6 \times 10^6$ 0,0036	1	$0,123 \times 10^3$	$0,086 \times 10^3$	0,086
Tec	7×10^6 7 000 000	$29,3 \times 10^6$ 29 300 000	29,3	8140	1	0,7	700
Tep	10×10^6 10 000 000	$41,8 \times 10^6$ 41 800 000	41,8	11 600	1,43	1	1 000
M ³ gaz H (PCS)	10^4 10.000	$41,8 \times 10^3$ 41 800	$41,8 \times 10^6$ 0,0418	11,6	$1,43 \times 10^3$	10^3	1

Sources de documentation.

- REGIDESO
- DGHER
- Ministère de l'énergie et mines
- ONATOUR
- SEP
- BRB

- Bilan énergétique et statistiques de l'eau, Ministère de l'énergie et mines, Direction générale de l'eau et de l'énergie,

Références bibliographiques.

- Rapports annuels de la BRB

TABLEAU 10.04.

Evolution des importations d'électricité (en Kw).

Source	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Ruzizi I	23 421 865	24 127 413	21 859 590	25 922 128	24 508 983	22310567	22 585 223	22 640 398	20 676 923
Ruzizi II	46 859 000	65 875 000	63 177 000	73 501 000	79 612 000	81979000	80 644 000	68 698 000	71 013 000
Total	70 280 865	90 002 413	85 036 590	99 423 128	104 120 983	104 289 567	103 229 223	91 338 398	91 689 923

Source : REGIDESO.

TABLEAU 10. 05.

Evolution du nombre d'abonnés en électricité par centre.

Centre	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bujumbura	21 510	24 774	30 436	34 997	37 696	41 771	48 897	51 078	55 248	59 239
Région Sud	2 754	3 247	3 482	3 898	4 228	4 642	5 055	5 388	5 478	6 464
Rumonge	1 014	1 190	1 283	1 410	1 543	1 687	1 904	2 028	2 053	2 385
Nyanza-Lac	250	319	331	382	409	480	518	544	560	709
Makamba	622	713	770	914	989	1 119	1 182	1 348	1 370	1 638
Bururi/Matana	868	1 025	1 098	1 192	1 287	1 356	1 451	1 468	1 499	1 732
Région Est	3 558	4 130	4 463	5 314	5 869	6 638	7 051	7 530	7 939	9 318
Gitega	2 641	3 052	3 255	3 919	4 341	4 954	5 255	5 634	6 009	7 099
Rutana	280	338	371	403	434	470	496	535	547	615
Ruyigi	400	472	545	637	693	767	815	837	844	996
Cankuzo	237	268	292	355	401	447	485	524	539	608
Région Nord	4 409	5 142	5 581	6 329	6 943	7 817	8 588	9 376	10 207	11 876
Karuzi/Buhiga	288	452	457	511	581	639	774	810	818	1 078
Muyinga	774	890	997	1 100	1 155	1 315	1 414	1 503	1 741	2 026
Kirundo/Marangara	534	572	605	690	786	841	933	966	1 012	1 128
Ngozi	1 812	2 080	2 292	2 626	2 898	3 263	3 581	3 894	4 164	4 726
Kayanza	1 001	1 148	1 230	1 402	1 523	1 759	1 886	2 203	2 472	2 918
Région Ouest	2 905	3 876	3 982	4 492	5 091	5 672	6 256	6 809	7 480	7 728
Cibitoke/Rugombo/Buhoro	601	862	930	938	1 035	1 266	1 481	1 872	1 928	2 206
Muzinda/Gihanga	353	601	626	803	898	946	1 101	1 120	1 458	1 051
Bubanza	415	621	557	649	733	804	845	920	1 039	1 166
Mwaro/Ijenda/Tora	130	141	142	13	147	181	196	964	982	1 036
Mutambu/Isare	349	352	362	409	409	415	420	207	225	239
Gatumba	454	544	564	606	815	881	910	431	378	401
Muramvya/Bukeye	604	755	801	957	1 054	1 179	1 303	1 295	1 470	1 629
			150	150	150	150	150			
Total	35 136	41 169	47 944	55 030	59 827	66 540	67 409	80 181	86 352	94 625

*:Pour Cibitoke uniquement

Source : Ministère de l'Energie et Mines (Département de la Planification).

TABLEAU 10. 06.

Consommation d'électricité distribuée par centrale hydro-électrique du Ministère du Développement Communal (en Kw).

Centres	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Kigwena	en panne	en panne	en panne	en panne	en panne	en panne	
Ryarusera	6 075	18 480	en panne	en panne	en panne	en panne	
Nyabikere	68 412	109 314	114 909	113 569	129 420	130 688	138 851
Murore	4 278	5 239	en panne	en panne	en panne	en panne	
Butezi	59 033	212 101	28 578	25 413	26 250	35 377	47 458
Total	137 798	345 134	143 487	138 982	155 670	166 065	186 309

Source : Ministère du Développement Communal.

TABLEAU 10. 10.

Evolution du nombre d'abonnés en eau par région.

Centre	2 006	2 007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
Bujumbura	24 308	27 700	29 374	32 714	34379	39 285	40 668	44 556	51 843	55 675
Région Sud	1 742	2 153	2 297	2 613	2830	3149	3 413	3 565	4 093	4 720
Rumonge	488	605	624	727	803	871	998	1 073	1 339	1 586
Nyanza-Lac	338	427	463	558	590	660	725	691	732	854
Makamba/Mabanda	522	650	686	794	860	1 010	1 056	1 169	1 274	1 448
Bururi/Matana	394	471	524	534	577	608	634	632	752	832
Région Est	2829	3523	3729	4159	4498	5698	6647	6908	7548	8 900
Gitega	2 117	2 641	2 773	3 142	3 408	4 365	4 980	5 141	5 655	6 685
Rutana	244	288	307	327	342	454	564	599	626	744
Ruyigi	285	361	399	419	451	497	651	683	752	853
Cankuzo	183	233	250	271	297	382	452	485	515	618
Région Nord	3039	3572	3780	4148	4530	5311	5934	6556	7098	8 306
Karuzi/Buhiga	168	201	205	232	263	310	349	348	365	434
Muyinga	509	626	665	736	743	906	1 025	1 156	1 355	1 682
Kirundo	369	434	454	473	546	639	707	796	841	940
Ngozi	1 422	1 632	1 753	1 949	2 147	2 475	2 776	3 022	3 204	3 697
Kayanza	571	679	703	758	831	981	1 077	1 234	1 333	1 553
Région Ouest	1 963	3 110	3 231	3 702	4 035	4 637	4 903	4 525	5 973	6 947
Cibitoke	492	644	663	762	788	1 009	1 069	1 085	1 250	1 526
Gihanga/Muzinda/Musenyi	398	1 212	1 234	1 425	1 598	1 693	1 824	1 981	3 127	653
Muzinda	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bubanza	345	450	482	516	574	715	775	828	895	1 017
Mutambu	5	5	5	10	7	7	7			
Gatumba	334	298	316	409	449	564	550			
Mwaro/Ijenda/Tora	63	85	92	120	154	168	182	183	198	230
Muramvya/Bukeye	326	416	434	453	458	474	489	448	503	603
Isale	-	-	5	7	7	7	7			
Muzinda, Gatumba, Isale / Mutambu										2 918
Total	33881	40058	42411	47336	50272	58080	61 565	66 110	76 555	84 548

Source : REGIDESO.

TABLEAU 10. 11.

Consommations des produits pétroliers (en milliers de litres)

Produits pétroliers	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Essence auto	28 668	29 440	28 702	30 736	32 848	36 561	43 616	38 855	37 313	31 537
Gasoil	33 472	34 212	33 793	32 262	31 001	35 427	36 000	31 755	30 845	23 122
Fuel oil	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pétrole lampant	1 127	1 355	1 445	1 710	3 414	3 359	2 934	3 644	1 567	510
J.P.1,	8 108	7 335	6 988	7 256	5 612	5 406	4 822	5 291	5 246	3 488
Total	71 375	72 342	70 928	71 964	72 875	80 753	87 372	79 545	74 971	58 657

Source : Ministère de l'Energie et des Mines (Département de la Planification).

TABLEAU 10. 12.

Production de la tourbe (en tonnes).

Chantiers	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Gitanga	2 797	2 032	3 962	2 216	7 663	7 139	4 001	974
Buyongwe	1 707	1 695	2 570	1 900	4 050	2 800	1 756	1 469
Matana	2 797	3 200	2 450	932	2 323	2 635	1 736	1 524
Gisozi	4 988	4 445	4 129	2 925	5 605	6 682	3 883	-
Total	5594	9767	13 111	7 973	19 641	19256	11 376	3 967

Source : Office National de la Tourbe (ONATOURL).

TABLEAU 10. 13.

Consommation de la tourbe par catégorie de clients (en tonnes métriques).

Clients	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Forces armées	9 219	10 737	1 300	8 223	8 622	8 772	6 719	4 410
Prisons	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	84	84	9	0
Total	9 219	10 737	1 300	8 223	8 706	8 706	6 728	6 728

Source : Office National de la Tourbe (ONATOURL).

TABLEAU 10. 14.

Production minière.

Minerais	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Or (kg)	21 702	97 963	293	1 052	2 147	2 823	650	549
Cassitérite (kg)	47 789	28 250	28 700	51 844	116 720	31 132	-	71 718
Colombo-tantarite (kg)	83 854	44 207	67 365	158 782	258 578	73 518	105 547	53 093
Agri-hort (fertilisant) (en tonnes)	-	-	-	-	-	-	-	-
Wolframite (kg)	60 824	333 207	328 723	505 115	564 770	11 525	48 909	19 001
Tourbe (tonnes)	7 490	9 764	13 111	7 973	19 641	19 256	11 376	-
Titane	-	-	-	21 000	-	-	-	-

Source : Ministère de l'Energie et Mines (Département des Mines et Carrières).

Tableau 10.15.

Production nationale d'énergie primaire

Désignations	2006	2007	2008	2009	2010
Charbon de bois (tonnes)	1 759 590	768 200	62 405	2 100 086	157 427
Tourbe (tonnes)	9 762	7 504	5 594	11 352	13 111
Bois de chauffage	5 387 280	3 471 855	3 849 588	5 892 985	6 086 610

Source : Ministère de l'Energie et des Mines)

Tableau 10.16.

Consommation nationale de l'énergie primaire (en tonnes).

Désignations	2006	2007	2008	2009	2010
Charbon de bois (tonnes)	382 110	397 394	-	-	
Tourbe (tonnes métriques)	9 762	7 504	5 594	11 352	13 111
Bois de chauffage	6 228 740	6 396 916	-	-	
Produits pétroliers	71 375	72 737	-	-	

Source : Ministère de l'Energie et des Mines

Tableau 10.17.

Importations des produits pétroliers (en milliers de litres).

Désignations	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Essence auto	33 339	27 034	26 543	31 262	32 792	38 426	48 811	46 994	51 179	104 193
Gasoil	35 052	33 430	33 529	31 473	31 032	36 124	34 721	-	-	
Fuel oil	-	-	1477	2112	49847	65299	49281	57 648	65 546	116114
Pétrole lampant	1 217	1 163	1 628	1 767	3 371	5 817	2 278	2 533	1 258	969
J.P.1.	7 743	6 897	6734	7388	5 511	6 095	4 646			
Essence avion	163	5 645	5 988	16 832	4576	3309	9548	7 785	3 993	5421
huiles et graisses						2663	2541	11 610	2 642	2 521
Dechets d'huiles						4912	2762	4 965	7 134	14 899
Asphaltes, bitumes						9656	2491	2 979	3 231	4 930
Total	77 514	74 169	75 899	90 834	127 129	172 301	157 079	134 514	134 983	249 047

Source : SEP et BRB

Tableau 10.18.**Evolution de la consommation de bois de chauffage (en tonnes).**

Secteur d'activité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Résidentiel	6 210 508	6 378 192	-	-	-	-	-
Agroalimentaire	18 232	18 724	-	-	-	-	-
Total	6 228 740	6 396 916	-	-	-	-	-

Source : Ministère de l'Energie et Mines.

Tableau 10.19.**Evolution de la consommation de charbon de bois (en tonnes).**

Secteur d'activité	2006	2007	2008	2009
Résidentiel	382 110	397 394	-	-
Commerce/institutionnel	-	-	-	-
Agroalimentaire	-	-	-	-
Total	382 110	397 394	-	-

Source : Ministère de l'Energie et Mines.

Tableau 10.20.**Evolution de la consommation des déchets végétaux.**

Secteur d'activité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Résidentiel	364 437	374 277	-	-	-	-	-

Source : Ministère de l'Energie et Mines.

Tableau 10.21.

Evolution de la production des centrales hydroélectriques de la REGIDESO (en MWh).

Localisation	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Réseau interconnecté	144138	186983	191945,2	188180,1	208 527	213 235
République démocratique du Congo	16 940	25 131	24 127	21 860	25 922	24 508
République démocratique du Congo	41 218	52 277	65 875	63 177	73 514	79 612
Bujumbura	49 599	47 352	42 353	48 818	42 107	46 576
Gitenga	0	2 256	4 377	5 339	4 310	4 995
Kayanza	36 381	59 887	55 214	48 987	62 674	57 544
Centrales isolées	6 177	7 604	1 859 188	2 228 380	15 513	19 294
Bururi	4 391	4 180	3 649	5 676	7 237	11 101
Kirundo	981	528	8 855	1 218	1 378	1 477
Muramvya	0	1 605	1 026	5 059	5 199	5 138
Muyinga	620	1 291	1 026	1 380	1 546	1 412
Ruyigi	en panne	-	32	29	32	35
Karuzi	185	-	132	131	121	131
Total général	150 315	194 587	2 051 133	2 416 560	224 040	232 529

Source : Ministère de l'Energie et Mines.

N.B. : L'unité est le MWh.

(1) Production du groupe électrogène

(2) De janvier à juin, il n'y avait pas de comptage

Tableau 10.22.

Evolution de la production des M.C.H.E. de la D.G.H.E.R.

M.C.H.E.	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Kigwena	En panne	En panne	En panne	En panne	En panne	En panne	-	-	-	-
Murore	12	5	En panne	En panne	En panne	En panne	-	-	-	-
Nyabikere	9	109	132 145	130 604	121 153	130 688	119 849	104 320	118 573	171 759
Ryarusera	12	18	En panne	En panne	En panne	En panne	-	-	-	-
Butezi	133	79	32 864	29 225	31 961	35 377	49 898	61 607	79 699	45 368
Total	166	211	165 009	159 829	153 114	166 065	-	-	-	-

N.B. : L'unité est le MWh.

Source : Ministère de l'Energie et Mines.

Tableau 10.23.

Evolution de consommation d'électricité par niveau de tension.

Niveaux	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Moyenne tension	41 025	43 670	46 220	52 753	66 824	70 674	53 360	65 599	71 839	58 256
Basse tension	64 052	84 071	114042	113009	122304	79322	72064	68946	156831	125 134
Moyenne tension + Basse tension	105 077	127 741	161 717	165 763	189 128	199 292	125 424	134 545	228 670	183 390

N.B. : L'unité est le MWh.

Source : REGIDESO.

Tableau 10.24.**Evolution de la production et de la consommation d'électricité au Burundi (en GWh).**

Désignations	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Production	152,1	197,1	111,4	116,4	241,4	245,4	246,0	263,9	264,5	257,4
Consommation	105,1	129,6	206,4	206,7	189,2	199,3	199,7	205,5	228,7	183,4

N.B. : L'unité est le MWh.

Source : Ministère de l'énergie et des Mines.

Tableau 10.25.**Evolution des pertes sur le réseau REGIDESO.**

Désignations	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Production (MWh)	152 056	197 289	-	-	241,4	245 406	245 975	263 883	264 453	257 370
Consommation (MWh)	105 077	129 672	-	-	189,2	199 292	199 672	205 451	228 670	183 390
Perte (%)	31	34	-	-		23	19	22	14	29

Source :REGIDESO.

Tableau 10.26.**Evolution des énergies électriques importées et consommées.**

Désignations	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Energie importée	58 158	75 476	96 158	81 700	99 436	104 121	104 310	103 229	89 368	91 690
Energie consommée	105082	1 296	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. : L'unité est le MWh.

Source :REGIDESO.

Tableau 10.27.

Evolution du nombre d'abonnés à la DGHER.

Centre	2006	2007	2008	2009	2010	2011
REGION OUEST						
1. Mbuye	69	71	76	79	88	100
2. Mugina	147	148	148	148	158	158
3. Fota	31	31	7	12	35	35
4. Gisozi	1	1	1	1	1	-
5. Nyangwa	26	26	20	20	20	27
6. Rusaka	36	37	46	46	46	46
7. Ryarusera	3	7	9	9	9	9
S/TOTAL	313	321	307	315	357	375
II. REGION SUD						
8. Kaganza	9	9	9	9	9	9
9. Kagongo	29	31	31	31	32	32
10. Kigwena	206	246	245	245	248	242
11. Kizuka	87	112	112	118	120	139
12. Magara	135	152	152	157	161	163
13. Makamba	20	24	6	21	21	21
14. Minago	8	93	93	93	98	98
15. Mugara	196	196	165	193	193	210
16. Murago	33	57	40	43	43	49
17. Mutangaro	11	12	11	14	14	14
18. Muzenga	3	4	9	10	10	10
19. Rumeza	52	32	15	32	32	32
20. Kayogoro	101	172	122	122	122	160
21. Nyabigina	3	3	2	2	2	3
22. Rweza	12	12	12	12	12	12
S/TOTAL	981	1 043	1 024	1 102	1 117	1 194
III. REGION CENTRE OUEST						
23. Gishubi	-	8	7	19	20	26
24. Nyabiraba	17	17	17	22	25	30
25. Ntita	10	12	12	14	21	28
26. Muroro	21	21	16	19	19	19
27. Butezi	32	32	32	32	32	38
S/TOTAL	80	90	84	106	117	141
IV. REGION NORD						
28. Bugenyuzi	49	56	69	79	82	86
29. Bandaga/Matongo	-	112	113	117	179	151
30. Banga	26	26	26	26	26	28
31. Buraniro	39	40	42	51	51	66
32. Burarana	-	16	14	14	15	19
33. Butwe	13	14	13	16	17	17
34. Maramvya	23	32	33	41	45	49
35. Mivo	45	45	48	50	51	57
36. Mubuga	32	34	40	47	50	60
37. Mureke	9	9	8	8	8	8
38. Musema	33	37	31	36	36	45
39. Mutumba/Rabiro	31	31	16	20	20	19
40. Mwendu	35	39	46	55	56	80
41. Ngoro/Gisyo	16	18	16	19	20	31
42. Ntega	en panne	en panne	40	42	47	56
43. Nyabikere	76	104	99	115	146	126
44. Nyamurenza	33	33	45	56	64	78
45. Kiremba	44	44	45	53	53	56
S/TOTAL	504	690	744	845	966	1 032
TOTAL GENERAL	1 878	2 144	2 159	2 368	2 557	2 742

Source :REGIDESO.

Tableau 10.28.

Evolution des importations des bitumes et lubrifiants (en tonnes).

Désignations	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Bitumes	1 777	2 360	-	-	-	9 656	2 491	2 979	3 231	4 930
Lubrifiants	183	4	287	-	-					

Source : BRB.

CHAPITRE XI. PRIX ET INDICES DES PRIX.

I. PRESENTATION.

1. Introduction.

L'indice des prix à la consommation figure parmi les indicateurs principaux qui permettent d'apprécier la situation économique d'ensemble et de décider des mesures qu'elle appelle.

L'indice des prix à la consommation est un instrument de mesure qui fournit une estimation de l'évolution d'ensemble des prix des biens et services figurant dans la consommation des ménages.

"Il n'est peut être pas au monde de phénomène plus universellement ressenti que la hausse des prix de détail". Si seulement on pouvait s'accoutumer à un niveau stable des prix ! Mais ces prix ont le plus souvent une fâcheuse tendance à s'élever. Leur niveau même, ainsi que leur hausse, ne cessent d'être perçus comme contraires à l'intérêt, le plus évident des consommateurs.

2. Les indices des prix.

Les statistiques sur les indices des prix qui sont publiées dans ce chapitre portent sur les prix à la consommation des ménages de Bujumbura avec comme base 100 en Décembre 2013. Cette base a été mise en place après l'enquête 1-2-3 de 2008.

3. Les prix à la consommation et à la production.

Les sources de données sur les prix sont :

- les estimations des prix de l'enquête 1-2-3 de 2008;
- les relevés des prix se font sur tout le territoire national par les biais des bureaux provinciaux de l'ISTEEBU ;
- les relevés des prix en province pour plusieurs produits vivriers ;

4. Utilisation de l'indice.

Les utilisations de l'indice sont de trois types : conjoncturelle, comptable et sociale.

L'utilisation conjoncturelle est celle qu'en font les responsables et les observateurs de l'évolution économique pour apprécier à tout instant l'intensité des hausses (baisse) de prix, c'est-à-dire de l'inflation.

L'utilisation comptable de l'indice est évoquée ici dans ses grandes lignes. Dans les comptes économiques, la consommation des ménages est exprimée en valeur ; c'est-à-dire en francs courants (francs de l'année en cours). Or l'évolution de la dépense globale de consommation dépend de deux séries de facteurs : d'une part, les variations des prix des différents biens et services consommés, et d'autre part, les modifications dans les quantités achetées et la nature des produits, ce qu'on appelle le volume de la consommation. En termes d'indices, on a l'égalité : Indice de la consommation en valeur x 100 = Indice de la

consommation en volume x Indice des prix à la consommation.

L'utilisation sociale de l'indice est celle qui intervient, explicitement ou implicitement, dans les négociations salariales. L'indice intervient en outre dans le processus de revalorisation du SMIG entre deux révisions annuelles, ainsi qu'à des indexations diverses.

II. DEFINITION.

Prix.

Le prix est défini comme la valeur d'une unité de produit dont les quantités sont parfaitement homogènes non seulement en termes physiques, mais également du point de vue d'un certain nombre de caractéristiques qualitatives.

Prix d'acquisition.

Le prix d'acquisition représente le montant effectif payé par l'acheteur au moment de l'achat d'un produit. Il comprend les éventuels impôts moins les subventions sur les produits (excepté toutefois les taxes déductibles, telles que la TVA sur les produits), ainsi que les éventuels frais de transport acquittés séparément par l'acheteur pour prendre possession des produits au moment et au lieu voulus. Il tient aussi compte des remises accordées en cas d'achats en grande quantité ou à prix réduit, mais exclut les intérêts ou les services qui viennent s'ajouter en cas d'octroi d'un crédit, de même que les éventuelles charges supplémentaires supportées en cas de défaut de paiement dans le délai convenu.

Prix de base.

Le prix de base correspond au montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, le cas échéant, diminué des impôts à payer moins les subventions à recevoir du fait de la production ou de la vente de cette unité (en d'autres termes, diminué des impôts sur les produits moins les subventions sur les produits). Le prix de base exclut les éventuels frais de transport facturés séparément par le producteur. Il inclut par contre les éventuelles marges de transport apparaissant sur la facture établie par le producteur, même si c'est sous un poste séparé.

Taux d'inflation.

C'est le taux moyen annuel d'accroissement des prix. Il est mesuré par la croissance du facteur déflateur implicite du PIB pour chacune des périodes considérées. Le déflateur du PIB est calculé dans un premier temps en divisant, pour chaque année de la période considérée, la valeur actuelle du PIB par sa valeur constante en monnaie nationale.

Comme les autres, cette mesure de l'inflation a ses limites, mais elle a l'avantage de rendre compte des fluctuations annuelles des prix de tous les biens et services produits dans une économie.

Indice des prix à l'importation.

C'est un indicateur qui mesure la variation moyenne des prix des produits importés généralement d'une année à l'autre.

Indice des prix à l'exportation.

C'est un indicateur qui mesure la variation moyenne des prix des produits exportés généralement d'une année à l'autre.

Indice des termes de l'échange.

C'est le rapport entre l'indice des prix à l'exportation sur l'indice des prix à l'importation.

Sources de documentation.

- Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi

Références bibliographiques.

- Bulletins mensuels des prix à la consommation des ménages de Bujumbura

TABLEAU 11. 01.

Indice des prix à la consommation des ménages de Bujumbura (base 100 = Decembre 2013)

Rubriques	2014	2015
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	453,7	453,7
Janvier	100,0	98,8
Février	100,2	97,4
Mars	99,4	101,7
Avril	99,5	108
Mai	101,1	109,7
Juin	101,1	111,3
Juillet	100,9	111,4
Août	100,6	105,2
Septembre	100,5	105,3
Octobre	100,2	105,6
Novembre	100,6	107,8
Décembre	99,5	111,2
Boissons alcoolisées, tabac	32,2	
Janvier	99,1	101,5
Février	99,4	99
Mars	99,7	98,2
Avril	100,9	98,9
Mai	100,4	99,5
Juin	100,5	100
Juillet	100,4	101
Août	101,1	100,8
Septembre	102,2	100,1
Octobre	101,9	101,9
Novembre	101,8	102,4
Décembre	101,1	100,6
Articles d'habillements et articles chaussants	38,1	38,1
Janvier	100,1	114,7
Février	101,4	114,2
Mars	102,2	115,4
Avril	103,2	115,3
Mai	104,2	115,6
Juin	105,0	115,2
Juillet	107,0	120,7
Août	110,0	119,4
Septembre	110,4	123,5
Octobre	110,1	124,5
Novembre	111,9	125,2
Décembre	113,7	125,8
Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles	173,4	173,4
Janvier	100,7	109,1
Février	109,8	110,7
Mars	105,5	113,2
Avril	105,5	113,2
Mai	105,6	111,6
Juin	105,6	110
Juillet	106,3	111,6
Août	111,0	112,5
Septembre	112,1	111,1
Octobre	107,7	111,2
Novembre	107,8	110,6
Décembre	108,5	108,6

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 01 (suite).

Indice des prix à la consommation des ménages de Bujumbura (base 100 = Decembre 2013)

Rubriques	2014	2 015
Ameublement, équipement ménager et entretien courant		
de la maison	44,0	44,0
Janvier	100,9	110,8
Février	101,4	110,5
Mars	101,0	111
Avril	102,7	111,3
Mai	103,0	112,2
Juin	103,7	113
Juillet	106,0	113,8
Août	109,5	114,6
Septembre	108,5	114,1
Octobre	109,1	114
Novembre	110,4	113,1
Décembre	110,5	112,4
Santé	13,0	13,0
Janvier	100,9	111,7
Février	103,3	111,7
Mars	103,6	109,8
Avril	103,3	109,8
Mai	105,3	109,6
Juin	105,1	109,3
Juillet	105,5	109,3
Août	110,7	109,3
Septembre	111,4	110,5
Octobre	111,4	110,5
Novembre	111,4	110,5
Décembre	111,7	110,5
Transports	63,6	63,6
Janvier	99,8	100,1
Février	99,9	101,5
Mars	100,2	101,5
Avril	100,4	101,5
Mai	100,6	101,5
Juin	100,6	101,5
Juillet	101,6	102
Août	101,9	102,3
Septembre	102,3	102,5
Octobre	101,8	102,6
Novembre	102,2	102,4
Décembre	101,9	102,2
Communications	21,1	21,1
Janvier	99,9	116,7
Février	99,9	117,3
Mars	99,9	118,4
Avril	100,1	118,4
Mai	100,2	118,4
Juin	100,2	118,4
Juillet	100,2	118,4
Août	100,2	118,5
Septembre	100,2	118,5
Octobre	101,2	118,5
Novembre	101,3	118,5
Décembre	101,3	118,5
Loisirs et culture	10,9	10,9
Janvier	100,2	104,9
Février	99,9	105,9
Mars	100,9	104,9
Avril	101,5	106,2
Mai	102,3	107,2
Juin	102,2	108
Juillet	103,1	107,4
Août	103,5	108
Septembre	103,3	107,7
Octobre	102,9	108,6
Novembre	104,0	108
Décembre	104,8	107,6

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 01 (suite).

Indice des prix à la consommation des ménages de Bujumbura (base 100 = Decembre 2013)

Rubriques	2014	2 015
Enseignement, Education	14,7	14,7
Janvier	100,0	103
Février	100,0	103
Mars	100,0	103
Avril	100,0	103
Mai	100,0	103
Juin	100,0	103
Juillet	100,0	103
Août	100,0	103
Septembre	103,0	104,8
Octobre	103,0	104,8
Novembre	103,0	104,8
Décembre	103,0	104,8
Hôtellerie, cafés, restauration	92,7	92,7
Janvier	101,0	108
Février	103,6	108,2
Mars	104,5	111,2
Avril	104,7	111,9
Mai	104,9	112,7
Juin	105,0	113,5
Juillet	105,6	113,8
Août	107,3	114,1
Septembre	106,5	115,9
Octobre	105,4	117,8
Novembre	107,1	117,8
Décembre	108,1	118,2
Autres biens et services	42,6	42,6
Janvier	100,3	105,9
Février	101,5	108,1
Mars	102,2	108,6
Avril	102,6	109,9
Mai	103,5	110,3
Juin	103,5	110,7
Juillet	104,4	111,7
Août	104,3	112,2
Septembre	105,2	112,8
Octobre	105,6	113,1
Novembre	107,4	112,3
Décembre	107,4	111,4
Indice général	1 000,0	1 000,0
Janvier	100,3	103,7
Février	102,3	103,5
Mars	101,4	106,2
Avril	101,6	109,2
Mai	102,5	109,9
Juin	102,6	110,5
Juillet	103,0	111,2
Août	104,2	108,6
Septembre	104,4	108,7
Octobre	103,4	109,2
Novembre	104,0	110
Décembre	103,7	111,1

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 02.

Prix annuel moyen à la consommation de Bujumbura.

RUBRIQUES ET PRODUITS	Quantité	Unité statistique	2014	2015
01-Produits alimentaires et boissons non alcoolisées				
011-Produits alimentaires				
0111-Pains et céréales				
Riz blanc local à long grains	1	kg	1 569,8	1 665,9
Riz blanc karundi local à grains courts	1	kg	1 320,9	1 410,5
Riz blanc irion local	1	kg	1 381,3	1 414,5
Riz blanc long grains importé de la Tanzanie	1	kg	1 989,0	2 025,1
Mais en grains blanc	1	kg	658,1	686,7
Sorgho rouge germé (ubumera)	1	kg	1 139,1	1 102,2
Sorgho rouge non germé	1	kg	979,7	1 013,0
Sorgho blanc	1	kg	1 195,1	1 090,7
Blé local	1	kg	1 263,3	1 147,2
Eulesine	1	kg	1 440,9	1 349,8
Farine de soja	1	kg	1 886,2	2 004,6
Farine de blé local	1	kg	1 649,6	1 697,2
Farine de blé importé	1	kg	1 762,4	1 801,3
Farine de blé artisanal	1	kg	1 501,4	1 461,0
Farine de maïs local	1	kg	969,3	937,5
Farine de maïs blanche	1	kg	1 257,0	1 235,9
Farine de sorgho	1	kg	1 248,1	1 223,2
Farine de manioc sec IKIVUNDE	1	kg	996,1	982,0
Farine de manioc sec INYANGE	1	kg	719,8	694,6
Farine d'Eulesine	1	kg	1 966,8	1 769,7
Farine d'arachide	1	kg	2 819,9	2 767,1
Macaroni importé	500	gr	2 711,3	2 728,9
Spaghetti importé	500	gr	1 569,4	1 664,5
Ubuswage	1	Kg	839,9	828,8
Pain non coupé en forme de baguette	150	gr	554,3	672,1
Pain rond non sucré	150	gr	402,2	418,1
Sandwich	100	gr	323,6	313,0
Pain coupe emballé simple	500	gr	1 366,8	1 459,2
Pain coupé emballé double	800	gr	2 429,4	2 485,4
Pain coupé emballé triple	1000	gr	2 805,3	1 185,6
Pain brun (Pain ngano)	300	gr	1 200,0	2 545,8
Beignets à base de farine de blé	1	kg	2 451,8	1 103,6
Biscuits (Mutoyi)	150	gr	980,6	6 476,8
Biscuits importés: petit beurre	400	gr	6 287,5	1 198,2
Biscuits importés: au chocolat	150	gr	1 082,4	1 650,6
Croissant	150	gr	444,8	665,4
Petit cake emballé	200	gr	1 620,4	1 650,6
Grand cake emballé	300	gr	2 615,4	
Chapati (Pain plat)	200	gr	679,9	665,4

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 02 (suite)

Prix annuel moyen à la consommation de Bujumbura.

RUBRIQUES ET PRODUITS	Quantité	Unité statistique	2014	2 015
01-Produits alimentaires et boissons non alcoolisées				
011-Produits alimentaires				
0112-Viande				
Viande de boeuf avec os	1	kg	5 033,6	5 059,4
Viande de boeuf sans os	1	kg	6 340,4	6 386,4
Filet de boeuf	1	kg	8 795,1	10 346,6
Tripes de boeuf	1	kg	3 338,2	3 569,8
Viande hâchée ordinaire	1	kg	5 305,4	5 594,8
Viande hâchée spéciale	1	kg	8 341,1	9 928,1
Pattes de boeuf (Ibinono) nettoyé	1	kg	1 491,4	1 346,5
Pattes de boeuf (Ibinono) non nettoyé	1	kg	1 006,4	990,1
Viande de chèvre	1	kg	9 339,5	10 135,4
Viande de Mouton	1	kg	8 804,4	11 213,3
Viande de porc	1	kg	13 882,0	14 187,6
Poulet local sur pied	1	kg	6 587,2	6 352,3
Poulet industriel sur pied	1	kg	6 021,8	5 440,4
Poulets frais congelés	1	kg	8 559,2	8 821,0
Saucisse Pilipili	1	kg	8 504,0	8 624,8
Saucisse ordinaire	1	kg	6 614,4	6 937,7
Lard	1	kg	14 836,3	14 444,3
Jambon de boeuf	1	kg	14 654,2	15 145,5
Jambon de porc	1	kg	16 435,4	16 556,0
Boulettes ordinaires	1	kg	6 550,9	6 391,9
Boulettes spéciales	1	kg	8 307,2	8 655,3
Viandes en conserve (Corned beef)	400	gr	4 933,1	5 156,7
0113-Poisson				
Ndagala frais	1	kg	6 308,4	7 764,3
Mukeke frais	1	kg	8 649,9	7 991,2
Tilapia	1	kg	7 083,3	
Ndagala sec	1	kg	21 304,4	22 472,7
Ndagala sec	1	kg	16 605,3	12 797,0
Mukeke sec et fumé	1	kg	15 280,2	14 721,1
0114-Lait, fromages et œufs				
Lait de vache local	1	l	1 200,0	1 158,4
Lait frais en carton importé	500	ml	1 493,4	1 769,9
Lait frais en paquet Hiland importé	500	ml	1 335,5	1 513,1
Lait de vache pasteurisé en bouteille en plastic	750	ml	1 907,6	2 144,0
Lait en poudre NIDO 400 gr	400	gr	11 955,5	13 393,0
Lait en poudre NIDO 900 gr	900	gr	26 259,2	30 906,9
Lait en poudre SUPALAIT 400 gr	400	gr	7 406,3	8 636,0
Lait en poudre pour bébé Guigoz	400	gr	14 794,1	16 820,7
Lait en poudre pour bébé (NAN)	400	gr	15 718,1	19 011,9
Crème fraîche	150	gr	2 512,5	3 276,1
Lait concentré sucré NESTLE	450	gr	13 785,7	17 981,8
Yaourt naturel non emballé	500	ml	689,8	
0114-Lait, fromages et œufs (suite)				
Yaourt naturel en pot en plastic	150	ml	648,1	702,2
Fromage importé du Rwanda	500	gr	7 412,2	6 853,5
Fromage importé de la RDC	1	kg	12 721,9	13 639,3
Fromage Gouda	500	gr	20 340,5	22 059,3
Œuf local	1	pièce	287,2	281,6
Œuf industriel	1	pièce	248,1	246,4

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 02 (suite)

Prix annuel moyen à la consommation de Bujumbura.

RUBRIQUES ET PRODUITS	Quantité	Unité	2014	2015
01-Produits alimentaires et boissons non alcoolisées				
011-Produits alimentaires				
0115-Huiles et graisses				
Beurre frais (Isamuri)	500	gr	4 354,3	4 295,9
Beurre emballé (importé) salé	250	gr	7 449,7	8 636,0
Beurre emballé (importé) non salé	250	gr	7 318,9	8 598,3
Graisse animale saindoux	500	gr	1 326,1	1 334,1
Margarine blue band en pot en plastic 250 gr	250	gr	2 344,1	2 377,6
Huile de palme raffiné	1	l	4 609,9	4 923,1
Huile de palme non raffiné	1	l	1 884,7	1 757,0
Huile d'olive	1	l	20 453,1	17 089,8
Huile d'arachide	5	l	16 275,9	14 586,0
Huile de coton GOLDEN	1	l	3 236,6	3 350,1
0115-Huiles et graisses(suite)				
Huile de tournesol	1	l	5 674,7	6 508,6
Huile COOKI (SAVONOR)	1	l	3 066,3	3 228,7
0116-Fruits				
Ananas	1	kg	704,2	759,7
Avocats	1	kg	707,1	820,1
Bananes mûres longues	1	kg	780,3	1 521,3
Bananes mûres courtes	1	kg	1 390,5	956,7
Oranges	1	kg	1 420,5	1 296,2
Citron	1	kg	1 233,9	1 032,1
Mandarine	1	kg	1 871,6	1 961,3
Prunes de Japon	1	kg	2 913,3	2 666,7
Papayes	1	kg	1 016,3	1 011,4
Mangue	1	kg	2 932,5	2 285,3
Pomme délicieuse importé	1	kg	8 143,5	7 583,2
Fruits de la passion	1	kg	1 655,3	1 900,7
Goyaves	1	kg	549,8	597,1
0117-Légumes				
Lengalenga	1	kg	510,0	484,0
Feuille de manioc	1	kg	444,0	388,2
Feuille de courge (imisoma)	1	kg	538,8	
Laitues	1	kg	2 234,9	2 301,1
Epinard	1	kg	762,8	769,1
Tomates fraîches	1	kg	1 002,4	1 042,0
Petit pois vert	1	kg	2 858,2	2 624,4
Choux vert	1	kg	276,5	286,3
Choux fleur	1	kg	1 198,0	1 288,1
Haricot sec de couleur blanche	1	kg	1 198,7	1 147,5
Haricot sec de couleur jaune	1	kg	1 546,4	1 447,7
Haricot sec graines mélangés	1	kg	1 016,0	932,8
Haricot sec de couleur rouge	1	kg	1 158,3	1 063,7
Haricot vert	1	kg	1 345,8	1 557,0
Petit pois sec local	1	kg	2 075,3	2 129,5
Conserve de Tomate (Pâte) salsa	70	gr	447,2	498,2
Oignons blanc	1	kg	1 136,1	1 352,5
Oignons rouge local	1	kg	1 178,8	1 506,3
Oignons rouge importé	1	kg	1 440,0	2 445,8
Courges	1	kg	1 242,1	742,7
Courgette	1	kg	803,1	1 128,3
Poivron vert	1	kg	1 343,7	1 128,3
Carottes	1	kg	963,2	956,7
Aubergines rouges (Viringanya)	1	kg	473,1	526,9
Petites aubergines (Intore)	1	kg	785,5	804,1
Betteraves	1	kg	1 570,5	1 907,3
Poirreaux	1	kg	1 153,5	1 226,1
Pomme de terre de couleur mauve	1	kg	584,8	633,2
Pomme de terre local couleur jaune (genre Ruhengeri)	1	kg	619,7	675,0
Pomme de terre Ruhengeri	1	kg	695,1	763,3
Patate douce	1	kg	378,5	367,6
Banane douce (igisahira)	1	kg	576,7	597,1
Manioc en tubercule	1	kg	639,6	699,1
Colocase (ay'i Kizungu)	1	kg	724,1	817,3

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 02 (suite)

Prix annuel moyen à la consommation de Bujumbura.

RUBRIQUES ET PRODUITS	Quantité	Unité		2014
		statistique		
01-Produits alimentaires et boissons non alcoolisées				
011-Produits alimentaires				
0118-Sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie				
Sucre blanc cristallisé local (SOSUMO)	1	kg	2 023,7	1 981,1
Confiture de fraises locale	450	gr	4 593,3	3 669,5
Confiture de fraises importé	450	gr	5 106,4	5 407,2
Miel importé	500	gr	7 435,0	8 127,3
Miel local	450	gr	3 632,9	3 621,6
Chocolat au lait	150	gr	11 439,9	10 303,9
Chocolat noir	150	gr	11 104,0	10 400,4
Bonbon	3	piece	67,5	69,4
Crème glacée en pot en plastic	150	ml	2 351,3	4 064,8
0119-Produits alimentaires non définis ailleurs				
Sel de cuisine non emballé	1	kg	684,0	849,3
Sel blanc fin non emballé	1	kg	772,6	872,1
Sel de table emballé	600	gr	4 352,5	4 131,3
Piment rouge frais (Mbuzi)	1	kg	3 207,1	3 496,7
Piment rouge en poudre	1	kg	13 390,6	1 378,9
Ails frais	150	gr	1 167,6	6 422,6
Gingembre	1	kg	5 117,7	6 553,9
Persil	1	kg	5 284,5	3 083,7
Céleri	1	kg	3 214,9	11 523,5
Ails frais mporté	1	kg	9 590,5	26 890,5
Poivre noir	1	kg	23 997,7	23 328,1
Poivre blanc	1	kg	20 082,2	2 669,0
Levure sèche	150	gr	2 561,9	2 129,2
0119-Produits alimentaires non définis ailleurs				
Muscade	200	gr	4 787,8	4 407,9
Cube (maggi, jumbo, etc.)	160	gr	2 442,2	2 368,5
Mayonnaise(local)	470	gr	2 315,3	2 825,9
Sauce de piment local	340	gr	1 221,7	1 255,3
Mayonnaise(importé)	470	gr	4 708,1	4 648,3
Ketchup importé	340	gr	2 689,0	2 905,8
Farine pour Bébé importé(Cérélac)	400	gr	10 527,0	12 335,1
012-Boissons non alcoolisées				
0121-Café, thé, cacao				
Thé en paquet	200	gr	1 335,3	1 384,8
Thé instantané	100	gr	2 894,8	3 040,8
Café en paquet local	250	gr	4 199,4	5 164,5
Café soluble instantané en boîte (NESCAFE)	250	gr	15 199,8	19 107,1
0122-Eaux minérales, boissons gazeuses et jus de fruits et de légumes				
Boisson gazeuse en bouteille non emportable (coca cola, fanta, etc.)	30	cl	616,2	608,2
Eau minérale, 1,50 l Kinju	1,5	l	1 166,4	1 103,3
Eau minérale, 500 ml Kinju	500	ml	566,6	571,9
Eau minérale, 1 l Aquavie	1	l	1 073,9	1 191,4
Eau minérale, 500 ml Aquavie	500	ml	672,0	659,6
Eau gazeuse Aquavie, 750 ml	750	ml	1 388,8	1 415,5
Sirop de maracoudja Fruits	1	l	7 640,0	8 480,4
Sirop de maracoudja Akezamutima	65	cl	3 072,8	3 532,8
Jus de fruits en bouteille plastic	250	ml	1 484,1	
Jus de fruits en carton	1	l	4 065,1	4 248,7

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 02 (suite)

Prix annuel moyen à la consommation de Bujumbura.

RUBRIQUES ET PRODUITS	Quantité	Unité statistique	2014	18 075,7
02-Boissons alcoolisées, tabac				
021-Boissons alcoolisées				
0211-Spiritueux				
Whisky J&B	1	l	38 995,7	43 281,2
Gordon Gin	1	l	60 600,0	
Amaroula en bouteille	1	l	37 776,9	40 551,3
Vodka Smirnoff	1	l	11 615,4	11 487,4
0212-Vin				
Vin de banane (isongo)	75	cl	1 464,6	1 692,1
Vin de banane Urugombo/Urwarwa	75	cl	628,2	648,0
Vin rouge Drosdy en bouteille en verre	1	l	18 516,8	21 187,2
Vin de messe	1	l	20 669,6	23 362,2
Vin blanc Martini	1	l	21 216,4	29 313,6
Vin mousseux (champagne) Laurent perrier	1	l	173 793,0	178 517,9
0213-Bière				
Primus 72 cl	72	cl	1 216,7	1 225,0
Heineken 65 cl	65	cl	4 323,7	4 039,6
Heineken 33 cl	33	cl	2 361,3	2 129,2
Amstel blonde 65 cl	65	cl	1 706,7	1 716,2
Amstel Bock 33 cl	33	cl	1 167,5	1 156,6
Amstel Bock 65 cl	65	cl	2 223,6	2 213,7
Bière de sorgho	75	cl	414,6	368,1
022-Tabac				
0220-Tabac				
Feuilles de tabac (tumbako)	1	kg	21 715,0	18 890,9
Supermatch	20	Cigarettes	1 664,8	1 648,9
Yes	20	Cigarettes	1 915,0	1 942,1
Intore	20	Cigarettes	1 720,9	1 823,3

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 02 (suite)

Prix annuel moyen à la consommation de Bujumbura.

RUBRIQUES ET PRODUITS	Quantité	Unité statistique	Unité	
			2014	2015
03-Articles d'habillement et articles chaussants				
031-Articles d'habillement				
0311-Tissus d'habillement				
Wax DUBAI(Munyerera)	6	Yards	9 113,5	9 826,2
Wax Super SOSO	6	Yards	23 376,6	
Ikanga	4,5	Yards	8 509,6	8 666,7
Igitenge Real	6	Yards	30 207,8	30 436,3
Popeline (1ère qualité)	1	Mètre	3 560,7	3 086,2
Tissus pour costume	1	Mètre	23 090,3	26 156,0
Tissus pour uniforme scolaire	1	Mètre	8 486,6	8 415,5
0312-Vêtements				
Costume en tergal	1	unité	259 624,7	277 449,8
Capitula (ou culotte)	1	unité	15 191,4	14 431,0
Pantalon importé	1	unité	21 452,0	24 692,5
Chemise de ville longue manche	1	unité	18 612,8	23 996,0
Chemise de ville courte manche	1	unité	18 530,6	24 058,1
Slip Homme en coton avec ceinture élastique	1	unité	4 218,1	4 076,9
Slip Homme en coton sans ceinture	1	unité	3 319,1	3 518,6
Pyjamas	1	unité	13 441,5	
Chaussettes	1	paire	2 451,6	2 530,9
Singlet	1	unité	3 312,4	3 307,8
Blouse importée	1	unité	7 192,4	9 171,8
Robe neuve	1	unité	27 685,6	31 266,8
Jupe neuve	1	unité	22 226,6	23 874,5
Pantalon femme	1	unité	16 158,3	18 075,7
Ensemble femme	1	unité	33 959,4	34 238,6
Slip en coton (1 pièce)	1	unité	2 459,0	3 142,2
Robe de nuit (pyjama)	1	unité	26 302,0	25 963,6
Soutien gorge ordinaire	1	unité	3 251,2	3 668,9
Collants	1	unité	10 647,6	9 244,9
Sous jupe	1	unité	2 120,1	2 092,5
Voile en nylon tergal importé (Imvutano)	1	Yards	67 164,5	60 004,2
Boubou en basin riche	1	unité	258 281,9	334 971,1
Boubou en basin ordinaire	1	unité	61 870,2	79 939,6
Chemise courte manche	1	unité	12 423,7	16 252,7
Jupe	1	unité	12 397,4	13 060,8
Robe	1	unité	20 170,4	22 935,4
Chemise blanche courte manche (7 à 9 ans)	1	unité	3 693,3	3 711,9
Culotte bleu (7 à 9 ans)	1	unité	5 011,6	4 866,2
Chemise blanche courte manche (13 à 15ans)	1	unité	4 802,2	4 555,4
Pantalon bleu (13 à 15 ans)	1	unité	9 082,7	9 686,1
Ensemble Chemise et culotte kaki (7 à 9 ans)	1	unité	6 914,0	7 001,1
Ensemble Chemise blanche et pantalon bleu (13 à 15 ans)	1	unité	14 353,3	13 961,5
Jupe bleu (7à 9 ans)	1	unité	4 915,7	4 386,6
Jupe bleu (13 à 15 ans)	1	unité	6 272,2	5 943,7
Ensemble Chemise et jupe kaki (7 à 9 ans)	1	unité	6 650,5	6 693,0
Ensemble Chemise blanche et jupe bleu (13 à 15 ans)	1	unité	12 402,8	11 700,5
Ensemble jupe et chemise pour fille	1	unité	22 021,0	25 950,5
Ensemble culotte et chemise pour garçon	1	unité	20 992,6	23 429,4
Slip pour fille	1	unité	908,5	875,7
Slip pour garçon	1	unité	963,0	1 168,3
Linges blanc en coton	12	unité	18 521,8	18 867,6
Couverture importée	1	unité	12 816,8	14 853,9
Flanelle (Ikigoma)	1	unité	6 086,8	6 344,8
Couvre-bébé ordinaire importé	1	pièce	7 306,6	7 921,4
Sous-vêtements (pull+caleçon) importés	1	unité	3 981,9	4 298,5
Robe fillette importé	1	unité	19 010,2	21 364,2
Culotte friperie	1	pièce	3 513,8	3 517,0
Pantalon importé friperie	1	unité	6 316,0	7 758,3
Chemise de ville courte manche pour homme	1	pièce	9 174,9	14 148,9
Chemise de ville longue manche pour homme	1	pièce	15 817,2	13 928,0
Maillot de corps friperie	1	unité	2 607,0	3 928,2
Chaussettes friperie pour homme	1	paire	709,1	697,8
Chaussettes friperie pour enfant	1	paire	493,0	499,9
Polo blanc friperie	1	pièce	4 335,6	5 378,9
Singlet friperie	1	pièce	2 786,4	3 402,7
Jupe pour femme friperie	1	unité	4 086,6	4 685,6
Pantalon femme friperie	1	unité	4 517,9	3 869,8
Slip dame en coton friperie	1	unité	1 209,6	1 166,1
Soutien -gorge ordinaire friperie	1	unité	1 378,1	1 404,4
Sous jupe	1	pièce	1 772,0	1 789,7
Chemise garçon friperie	1	unité	4 633,0	5 344,8
Slip pour enfant	1	pièce	1 028,9	619,2
Maillot de corps friperie	1	unité	2 553,3	3 672,6
Chaussettes friperie pour enfant	1	paire	476,5	419,6
Grenouillère pour bébé friperie (Salopette)	1	pièce	1 150,3	1 401,8

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 02 (suite)

Prix annuel moyen à la consommation de Bujumbura.

RUBRIQUES ET PRODUITS	Quantité	Unité statistique	Unité	
			2014	2015
0313-Autres articles vestimentaires et accessoires du vêtement				
Aiguille à coudre	1	pièce	50,0	58,5
Fil à coudre	1	Rouleau	248,8	262,8
Fils à tricoter	1	Rouleau	1 290,7	1 323,6
Boutons	1	pièce	26,0	32,1
Foulards plissés de tête pour femmes (Igitambara)	1	pièce	1 812,2	1 932,2
Foulards de tête en nylon pour femmes (Igitambara)	1	pièce	2 154,0	2 179,6
Bavoires pour bébé	1	pièce	893,1	
Bavoires pour bébé friperie	1	pièce	495,7	508,5
Ceinture neuf en cuir	1	pièce	9 009,2	13 305,4
Ceinture neuf en similicuir	1	pièce	3 657,6	4 118,6
Ceinture en cuir friperie	1	pièce	6 933,2	5 728,8
Cravates neufs en soie	1	pièce	14 457,7	
Cravates neufs en polyester	1	pièce	5 381,2	5 614,9
Echarpes neufs	1	pièce	4 784,4	4 971,1
0314-Nettoyage, réparation et location de vêtements				
Confection de costume type européen	1	service	37 561,4	39 761,9
Confection de costume type africain (Abakosi)	1	service	20 945,6	24 645,6
Confection de pantalon pour homme	1	service	7 703,6	8 610,6
Confection de chemise pour homme	1	service	5 589,1	6 895,6
Réparation d'une chemise pour homme (col)	1	service	826,6	809,0
Pressing de costume pour homme	1	service	5 152,8	5 488,5
Pressing de grand boubou pour homme	1	service	6 672,5	
Pressing de veste homme	1	service	2 863,5	
Pressing de boubou pour femme	1	service	5 568,2	5 958,4
Pressing de voile (Imvutano)	1	service	3 648,2	4 170,5
Pressing de jupe	1	service	2 727,2	2 745,3
Pressing de robe	1	service	3 312,4	3 798,8
Pressing de veste femme	1	service	2 916,2	3 028,3
Pressing de costume pour enfant	1	service	3 350,3	3 440,8
Pressing de robe pour enfant	1	service	3 259,5	2 910,4
Confection ensemble pour femme	1	service	16 955,2	17 562,2
Confection tenue locale pour femme (Imvutano)	1	service	2 959,1	2 798,6
Confection ensemble pagne	1	service	15 898,8	16 309,0
Réparation d'une blouse (diminution ou augmentation)	1	service	882,3	888,7
Location de voile (imvutano)	1	service	2 620,7	2 857,8
Location d'une blouse pour voile	1	service	1 326,3	1 350,9
Location d'une robe	1	service	72 101,7	78 068,8
Confection d'un costume garçon	1	service	21 203,8	22 012,0
Confection d'un ensemble pour fille	1	service	12 185,0	13 016,5
Réparation d'une chemise enfant	1	service	601,4	698,3
Réparation d'une culotte/jupe enfant	1	service	647,0	693,3
032-Articles chaussants				
0321-Chaussures et autres articles chaussants, y compris la réparation				
Chaussures Ikambambiri	1	paire	2 606,8	2 784,6
Sandales en plastic (Yeboyabo)	1	paire	3 004,6	3 255,8
Chaussures synthétique homme (non cuir)	1	paire	25 325,5	30 110,4
Chaussures synthétique (de sortie) femme	1	paire	21 451,0	25 087,4
Sandale pour femme (sabot)	1	paire	14 562,8	18 341,8
Sandales en plastic (Yeboyabo)	1	paire	3 088,6	3 210,4
Chaussures synthétique enfant	1	paire	9 190,9	11 168,4
Sandale pour femme	1	paire	2 981,6	5 926,9
Basket pour enfant (friperie)	1	paire	24 136,5	22 023,2
Basket pour homme (friperie)	1	paire	36 828,5	34 355,4
Semelle+talon pour homme	1	service	8 990,1	16 525,3
0322-Location d'articles chaussants /coordonnerie				
Semelle+talon pour femme	1	service	8 179,3	11 570,9
ressemelage complet pour homme	1	service	7 048,6	8 719,2
ressemelage complet pour femme	1	service	3 342,3	4 959,2

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 02 (suite)

Prix annuel moyen à la consommation de Bujumbura.

RUBRIQUES ET PRODUITS	Quantité	Unité statistique	2014	2015
04-Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles				
041-Loyers d'habitation réels				
0411-Loyers réels des locataires et sous-locataires				
Loyer d'un appartement à 1 chambre à coucher (Eau+Électricité)	1	mois	51 416,3	53 732,2
Loyer d'un appartement à 2 ou 3 chambres à coucher (Eau+Électricité)	1	mois	153 725,8	153 999,3
Loyer d'un logement à 1 chambre à coucher (Studio) dans une maison en semi dur à plusieurs appartements	1	mois	43 345,7	49 382,0
Loyer d'un appartement moderne de type courant dans un immeuble à plusieurs appartements (2 ou 3 pièces)	1	mois	125 148,3	127 029,7
Loyer brut mensuel d'une villa moderne (3 à 4 chambres à coucher)	1	mois	256 481,4	257 099,8
043-Entretien et réparation du logement				
0431-Produits pour l'entretien et la réparation du logement				
Ciment local BUSECO	50	kg	27 491,6	27 220,9
Ciment importé de la Tanzanie (SIMBA BORA)	50	kg	28 237,8	25 926,7
Ciment importé de l'Ouganda (TORORO)	50	kg	27 552,2	26 157,4
Peintures à huile (Marque BASCO)	4	l	20 470,7	19 907,6
Peinture à eau (Marque BASCO)	4	l	10 848,3	10 670,1
Chaux vive	25	kg	7 316,6	6 710,8
Mastic (Bois et fer)	1	kg	3 713,0	4 104,8
Vernis synthétique	4	l	23 063,0	23 692,1
Enduits	4	l	15 456,3	17 517,0
Tuyau petite dimension 1/2	1	pièce de 6m	18 643,6	17 124,7
Robinet de lavabo 1/2(SANWA)	1	pièce	10 686,1	11 404,2
Joint 1/2	1	pièce	667,5	903,3
044-Adduction d'eau et autres services relatifs au logement				
0441-Adduction d'eau				
Facture d'eau 1ère tranche (0 à 10 M3)	1	m3	315,0	315,0
Facture d'eau 2ème tranche (11 à 20 M3)	1	m3	613,0	614,3
Facture d'eau 3ème tranche (21 et +)	1	m3	802,0	802,0
Eau achetée de 20 l	20	l	19,8	18,6
Enlèvement des ordures	1	mois	6 542,1	7 898,6
045-Électricité, gaz et autres combustibles				
0451-Électricité				
Consommation d' électricité 1ère tranche (0 à 50 kwh)	1	kwh	69,3	68,0
Consommation d' électricité 2ème tranche (51 à 150 kwh)	1	kwh	138,0	138,0
Consommation d' électricité 3ème tranche (151 et plus kwh)	1	kwh	260,0	260,0
Pétrole lampant à la station	1	l	2 132,9	1 632,8
Pétrole lampant chez le revendeur	1	l	2 934,6	2 698,7
Charbon de bois	1	kg	445,9	462,5

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 02 (suite)

Prix annuel moyen à la consommation de Bujumbura.

RUBRIQUES ET PRODUITS	Quantité	Unité statistique	Unité	
			2014	2015
05-Ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison				
051-Meubles, articles d'ameublement, tapis et autres revêtements de sol				
0511-Meubles et articles d'ameublement				
Armoire/ dressoir	1	unité	488 230,6	519 903,6
Armoire de chambre/ Garde robe	1	unité	192 235,5	211 865,2
Miroir de chambre (coiffeuse)	1	unité	16 586,2	19 233,9
Etagères en bois	1	unité	98 198,7	95 436,8
Salle à manger (tables, chaises)	1	ensemble	191 614,1	208 164,4
Salon (Canapés, Divans) en similicuir	1	unité	1 000 000,0	1 008 758,4
Lit simple en bois	1	unité	104 338,8	117 454,8
Lit simple 1.20 x 1.90 m modèle ordinaire en bois local	1	pièce	79 277,7	83 134,1
Lit simple 1.40 x 1.90 m modèle ordinaire en bois local	1	pièce	93 041,5	104 167,6
Matelas en mousse 1.20 x 1.90 x 0.15 m	1	unité	147 607,7	148 682,2
Matelas en mousse 1.40 x 1.90 x 0.15 m	1	unité	127 390,0	133 956,8
Tapis en soie 2,90 m	1	unité	228 839,6	253 362,3
Moquette en soie ou cuir	1	unité	55 660,6	57 804,9
Revêtement de sol en plastique ou Vinyle	1	unité	6 778,6	6 805,0
052-Articles de ménage en textiles				
0520-Articles de ménage en textiles				
Tissus d'ameublement en similicuir	1	Mètre	9 892,6	10 025,9
Tissus d'ameublement en velours	1	Mètre	14 166,7	10 768,2
Tissus d'ameublement en tissu	1	Mètre	11 003,5	11 580,0
Tissus pour rideaux	1	Mètre	11 823,1	11 131,3
Rideaux cousus	1	Mètre	24 027,6	23 743,6
Draps de lit simple (1,40x2)	1	paire	50 599,5	57 424,0
Draps de lit double (1,80x2)	1	paire	64 208,6	64 981,8
Couverture importé (150 x 190) cm	1	pièce	7 561,0	7 278,5
Couvre lits	1	pièce	72 261,3	73 124,7
Nappes de table (complet)	1	pièce	68 368,5	62 889,7
Essuie-mains en coton (1.40 x 0.70) m importé	1	pièce	15 427,1	18 004,1
Serviette en tissu pour vaisselle	1	pièces	2 113,7	2 273,4
Moustiquaire grande dimension (forme rectangulaire)	1	pièce	5 225,6	
Moustiquaire petite dimension (forme rectangulaire)	1	pièces	4 548,9	3 739,4
Oreillers en mousse	1	pièce	2 224,0	
053-Appareils ménagers				
0531-Gros appareils ménagers électriques ou non				
Réfrigérateur avec compartiment de réfrigération capacité 180l	1	unité	623 824,7	686 424,2
Congélateur, 200 litres	1	unité	788 742,9	852 333,9
Congélateur, 450 litres	1	unité	1 322 798,3	1 394 263,4
Chauffe eau	1	unité	9 857,1	13 232,9
Machine à laver électrique	1	unité	1 356 396,1	1 294 106,1
Cuisinière à charbon en argile	1	pièce	1 694,2	1 880,4
0532-Petits appareils électroménagers				
Fers à repasser électrique	1	pièce	37 159,4	39 788,4
Ventilateurs mobiles	1	pièce	47 220,0	58 923,2

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 02 (suite)

Prix annuel moyen à la consommation de Bujumbura.

RUBRIQUES ET PRODUITS	Quantité	Unité statistique	2014	2015
054-Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage				
0540-Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage				
Couteaux pour ménage importé	1	unité	1 427,4	1 477,7
Couteau de table	1	unité	1 563,2	1 551,4
Fourchette	1	pièce	1 840,8	1 786,9
Cuillère à soupe	1	pièce	1 871,2	1 822,1
Assiette creuse en faïence 25 cm	1	pièce	1 890,1	2 010,3
Assiette creuse en plastic 22 cm	1	pièce	504,9	522,8
0540-Verrerie, vaisselle et ustensiles de ménage(suite)				
Assiette creuse en métal 22 cm	1	pièce	763,2	831,4
Verre à boire ordinaire (Nyumbakumi)	1	pièce	706,3	746,1
Verre à boire coupe (pour bière ou limonade)	1	unité	2 709,8	2 727,2
Verre à boire droite	1	unité	1 556,2	1 582,6
Gobelet en aluminium	1	pièce	858,5	795,4
Gobelet en plastique (Mironko)	1	pièce	444,1	489,1
Thermos 1l	1	unité	7 075,8	7 533,5
Thermos 1,5l	1	unité	11 437,6	11 967,2
Soupière/Bol avec couvercle 18 cm en métal importé de Tanzanie	1	pièce	1 982,0	2 104,6
Soupière/Bol avec couvercle en plastic	1	pièce	1 027,7	1 173,6
Poêle	1	unité	11 111,7	10 959,7
Seau métallique 10l	1	unité	2 286,5	2 029,0
Seau en plastic avec couvercle 20 l	1	unité	7 749,2	7 355,3
Cuvette/Bassin 45 cm importé	1	pièce	3 302,5	3 260,5
055-Outillage pour la maison et le jardin				
0551-Gros outillage et petit outillage				
Ampoule à incandescence	1	pièce	656,4	621,2
Ampoule économique	1	pièce	2 022,7	2 170,6
Tube fluorescent	1	pièce	1 886,3	2 102,3
Piles torche TIGER	1	pièce	432,2	439,1
Piles Torche NATIONAL	1	pièce	800,0	919,6
Torche en plastic	1	pièce	2 791,3	3 029,6
Torche en métal	1	pièce	1 022,8	1 062,5
Prises	1	pièce	1 088,0	1 142,2
Rallonge de multiprise électrique	1	pièce	5 251,8	4 953,9
Fer à repasser non électrique	1	pièce	13 542,1	14 560,3
Arrosoirs	1	unité	10 749,1	10 072,4
Tuyau d'arrosage	1	unité	28 097,9	55 279,8
Râteau	1	unité	2 961,7	3 018,5
Houe	1	pièce	5 197,2	5 195,0
Coupe coupe	1	pièce	3 512,8	3 593,6
056-Biens et services pour l'entretien courant de l'habitation				
0561-Articles de ménage non durables				
Bougie locale	1	pièce	250,7	274,5
Savons de ménage GIFURANGUWO blanc	100	gr	231,8	233,1
Savons de ménage liquide	1	l	1 770,0	1 918,5
Savons de ménage liquide	1	l	13 336,8	13 880,3
Savons en poudre emballé OMO bleu 50 gr	50	gr	300,0	324,2
Savons en poudre emballé OMO bleu 100 gr	100	gr	710,4	694,8
Savons en poudre non emballé blanc	1	kg	4 100,9	3 971,7
Savons en poudre non emballé bleu	1	kg	4 095,3	4 293,3
Allumettes locales	1	boîte	67,1	81,8
Balais à tige de palmier	1	unité	482,5	503,0
Brosse pour entretien maison	1	unité	1 594,5	1 844,8
Torchons	1	unité	2 000,0	2 000,0
Râclette	1	unité	2 582,5	2 616,7
Balai à tige en bois	1	unité	2 656,6	2 582,7
Cirage liquide Crown	100	ml	1 967,4	1 995,6
Cirage solide LUDE	40	gr	651,4	699,4
Cirage solide KIWI	40	ml	1 296,0	1 437,7
Brosse pour chaussures	1	unité	445,8	538,2
Eau de Javel	500	ml	2 132,5	4 127,7
Créoline	65	cl	3 873,4	1 675,5
Vim	500	gr	1 560,3	301,7
0562-Services domestiques et autres services pour l'habitation				
Salairé cuisinier	1	mois	26 566,5	

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 02 (suite)

Prix annuel moyen à la consommation de Bujumbura.

RUBRIQUES ET PRODUITS	Quantité	Unité statistique	Unité	
			2014	2015
06-Santé				
061-Produits et appareils thérapeutiques; matériel médical				
0611-Produits pharmaceutiques				
Aspirines(Générique)	20	comprimé	243,5	322,4
Aspirines(Spécialité)	20	comprimé	14 000,0	
Novalgine(Générique)	1	comprimé	768,7	633,4
Novalgine(Spécialité)	1	comprimé	5 611,2	
Vermox(Générique)	6	comprimé	800,0	
Vermox(Spécialité)	6	comprimé	6 177,3	
Mebox en sirop(Générique)	1	flacon	633,4	
Mebox en sirop(Spécialité)	1	flacon	6 000,0	
Vitamine C(Générique)	20	comprimé	1 295,5	6 189,6
Vitamine C(Spécialité)	20	comprimé	3 925,3	
Vitamines B12(Générique)	20	comprimé	385,2	
Vitamines B12(Spécialité)	20	comprimé	12 600,0	
Betadine(Spécialité)	125	ml	5 907,2	15 400,0
alcool iodé(Générique)	1	flacon	1 394,1	1 456,0
Quinine(Générique)	21	comprimés	4 591,9	2 234,9
CTA (Combinaison Thérapeutique Amodiaquine Artésunate)	6	comprimé	3 000,0	10 404,8
CTA (Combinaison Thérapeutique Amodiaquine Artésunate)	6	comprimé	7 600,0	1 416,8
Pénicilline(Générique)	1	flacon	1 270,2	1 288,5
Pénicilline(Spécialité)	1	flacon	15 400,0	
Ampicilline(Générique)	1	Ampoule	1 974,9	1 456,0
Amoxicilline GEL 500mg (Generique)	24	comprimé	2 220,7	2 234,9
Amoxicilline GEL 500mg (Specialité)	24	comprimé	10 147,2	10 404,8
Amoxicilline GEL 125mg (Generique)	24	comprimé	1 580,4	1 416,8
Amoxicilline SIROP 125mg 100 ml(Generique)	1	flacon	1 239,3	1 288,5
Amoxicilline SIROP 125mg 100 ml(Specialité)	1	flacon	3 550,7	3 665,9
Aminophylline (Générique)	20	comprimé	422,2	434,2
Sirop hémoglobine(Générique)	1	flacon	1 500,0	
Sirop hémoglobine(Spécialité)	1	flacon	4 381,8	
0612-Autres produits médicaux				
Coton hydrophile (100 gr):très bonne qualité, qualité chirurgicale.	100	gr	2 088,0	2 244,5
Coton hydrophile (100 gr): qualité moyenne,qualité chirurgicale.	100	gr	1 230,3	1 381,2
Seringue 5cc, autres seringues hypodermiques	1	pièce	170,2	163,2
Bande ordinaire en coton, origine: Importé	1	Rouleau	3 834,1	3 147,2
Pansement adhésif; Très bonne qualité, origine: Importé	1	Rouleau	26 000,0	
Pansement adhésif:qualité moyenne, nombre d'unité : 1, unité de mesure : rouleau, origine: Importé	1	Rouleau	2 645,8	
pansement non adhésifs	1	Rouleau	1 449,1	

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 02 (suite)

Prix annuel moyen à la consommation de Bujumbura.

RUBRIQUES ET PRODUITS	Quantité	Unité statistique	2014	2015
0612-Autres produits médicaux(suite)				
Préservatifs (3 pièces):très bonne qualité, Préservatifs pour homme, Mode de présentation du produit: emballé dans du papier d'aluminium.	3	pièces	1 635,9	
Préservatifs (3 pièces):qualité moyenne, Préservatifs pour homme, Mode de présentation du produit: emballé dans du papier d'aluminium	3	pièces	155,3	165,0
Thermomètre médical (affichage numérique): Thermomètre électronique, Modèle courant dans un étui plastique, nomb	1	pièce	9 910,1	8 302,6
062-Services de consultation externe				
0621-Services médicaux				
Consultation Généraliste en milieu public	1	service	1 419,2	1 549,5
Consultation Généraliste en milieu privé	1	service	6 000,0	5 564,4
Consultation Spécialiste en milieu public	1	service	2 088,7	2 396,9
Consultation Spécialiste en milieu privé	1	service	10 747,1	10 124,5
0623-Services paramédicaux				
Echographie (hôpital public)	1	service	11 537,4	11 887,8
Echographie (hôpital privé)	1	service	20 000,0	20 000,0
Etablissement d'une fiche(hôpital public)	1	service	1 000,0	871,1
07-Transports				
071-Véhicules				
0713-Bicyclettes				
Vélo KINGA	1	Bicyclette	182 899,3	189 396,1
072-Utilisation des véhicules personnels				
0721-Pièces détachées et accessoires pour les véhicules personnels				
Chambre à air R14	1	1 Pièce	20 626,0	19 268,8
Batterie YOKOHAMA pour automobile (voiture)	1	1 Pièce	110 000,0	83 308,8
Batterie YOKOHAMA pour automobile 70 A(Jeep)	1	1 Pièce	195 967,9	234 564,0
Bougie d'allumage pour automobile (voiture)	1	paquet	16 157,4	17 064,3
Bougie d'allumage pour automobile (jeep diesel)	1	paquet	13 333,3	
Pneu pour vélo	1	Pièce	12 491,5	13 112,9
Pneu pour moto	1	Pièce	47 715,9	52 505,7
Chambre à air pour vélo	1	Pièce	4 048,2	3 939,7
Chambre à air pour moto	1	Pièce	10 631,1	15 557,9
Filtre à essence	1	Pièce	34 042,6	
Filtre à mazout	1	Pièce	84 221,1	90 207,1
Pompes à essence	1	Pièce	648 074,1	
Pompes à mazout	1	Pièce	200 589,8	
Bandes freins	1	Pièce	15 491,5	
Amortisseur	1	Pièce	125 701,7	157 077,6
0722-Carburants et lubrifiants pour les véhicules personnels				
Essence	1	l	2 332,5	1 894,2
Gas-oil	1	l	2 196,3	1 896,7
Huile moteur pour véhicule Diesel	1	l	8 312,7	9 029,9
Huile moteur pour véhicule à essence	1	l	8 650,1	9 434,3
Huile de frein	1	l	11 059,4	10 262,5
0723-Entretien et réparation des véhicules personnels				
Collage de pneu automobile	1	service	2 002,2	2 354,6
Remplacement de plaquettes de freins	1	service	11 180,3	16 240,5
Remplacement d'un amortisseur	1	service	32 990,7	40 080,0
Revision complète d'une voiture	1	service	223 305,7	245 241,2
Tôlerie	1	service	250 000,0	
Nettoyage du châssis	1	service	8 981,0	11 728,9
Collage de pneu moto	1	service	910,6	899,2
Remplacement de plaquettes de freins	1	service	2 001,6	
Remplacement d'un amortisseur	1	service	2 676,5	4 470,7
Revision complète d'une moto	1	service	16 536,7	14 669,9
Lavage voiture	1	service	2 896,2	2 672,8
Lavage d'une Jeep 4X4	1	service	4 003,3	3 735,9
Equilibrage des roues	1	service	17 990,3	17 320,5
0724-Autres services relatifs aux véhicules personnels				
Frais de parking	1	minutes	1 000,0	
Leçon auto-école: théorie	1	minutes	17 485,0	17 914,2
Leçon auto-école: pratique	60	minutes	6 000,0	6 000,0

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 02 (suite)

Prix annuel moyen à la consommation de Bujumbura.

RUBRIQUES ET PRODUITS	Quantité	Unité statistique	Unité	
			2014	2015
073-Services de transport				
0732-Transport de voyageurs par route				
Ticket de bus OTRACO en ville	1	ticket	350,0	301,7
Bus privé en ville (Coaster ou Hiace)	1	ticket	350,0	301,7
Taxi-Voiture: course en ville	1	service	3 193,5	3 020,9
Taxi-moto: petite course	1	service	585,4	504,4
Taxi - vélo: petite course	1	service	282,1	267,0
08-Communications				
Poste téléphonique fixe avec fil	1	Pièce	50 000,0	
Poste de téléphone mobile Nokia	1	Pièce	50 000,0	53 226,0
Poste de téléphone mobile Samsung	1	Pièce	56 799,2	52 318,3
09-Loisirs et culture				
091-Équipements audiovisuels, photographiques et informatiques				
0911-Appareils de réception, d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image				
Radio cassette avec lecteur DVD	1	pièce	167 863,9	157 842,9
Radio cassette simple	1	Pièce	18 118,1	19 890,9
Radio simple	1	pièce	17 417,1	21 372,9
Chaîne de musique/Ensemble hi-fi	1	pièce	290 808,8	307 026,2
Lecteur DVD	1	pièce	92 804,0	70 007,5
0913-Equipement informatique				
Calculatrice scientifique	1	pièce	10 607,5	9 821,3
Calculatrice commerciale	1	Pièce	6 119,7	5 753,4
Micro-ordinateur HP	1	Pièce	1 128 578,3	1 277 061,2
Micro-ordinateur portable HP	1	pièce	1 031 841,6	1 284 898,1
Micro-ordinateur portable Net book SAMSUNG	1	pièce	1 031 626,0	1 370 906,0
Imprimante laser Noir et blanc HP	1	pièce	673 886,2	684 486,9
Lecteur CD/DVD pour micro-ordinateur	1	Pièce	51 917,2	56 990,2
Onduleur APC 650 VA	1	Pièce	348 418,0	341 819,6
Logiciel Anti-virus (Kaspersky)	1	pièce	94 339,0	67 547,0
093-Autres articles et équipement de loisirs, jardins et animaux d'agrément				
0931-Jeux, jouets et passe-temps				
Carte	1	paquet	428,5	452,1
094-Services récréatifs et culturels				
0941-Services sportifs et récréatifs				
Droit d'admission balançoires	1	billet	100,0	
0942-Services culturels				
Services de photographe (développement, tirage) série de 4 photos passeport	8	photos	2 152,7	2 751,0
Services de photographe (développement, tirage) série de 2 photos	1	pause	1 637,9	1 799,5
Locations de cassettes à but culturel	1	service	1 000,0	1 000,0
Locations de CD-ROM à but culturel	1	service	1 000,0	1 000,0
095-Édition, presse et papeterie				
0951-Édition				
Livre de mathématique de 10 ^{ème} année	1	pièce	5 157,8	9 373,3
Livre de mathématique de 1 ^{ère} scientifique	1	Pièce	4 913,7	
Livre de Français de 10 ^{ème} année	1	pièce	17 820,5	15 155,9
Livre de mathématique de 10 ^{ème} année	1	pièce	7 087,7	9 775,5
Livre de mathématique Terminale	1	Pièce	15 491,9	
Album pour photo grand format	1	pièce	7 008,2	7 538,4
Album pour photo petit format	1	pièce	2 356,5	2 374,1
Reiure avec Spirale et transparent	1	pièce	1 500,0	1 437,5
Reiure avec carton simple	1	pièce	1 476,8	1 425,0

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 02 (suite)

Prix annuel moyen à la consommation de Bujumbura.

RUBRIQUES ET PRODUITS	Quantité	Unité statistique	Unité	
			2014	2015
0954-Articles de papeterie et de dessin				
Cahier de 48 feuilles quadrillé	1	pièce	463,1	478,6
Cahier de 60 feuilles quadrillé	1	pièce	544,1	562,1
Cahier de 100 feuilles quadrillé	1	pièce	814,9	847,4
Cartable	1	Pièce	5 064,4	4 189,8
Agenda	1	Pièce	9 197,8	14 822,3
Enveloppes sac A4	1	pièce	281,2	287,0
Enveloppes par avion petite dimension	1	pièce	50,0	52,5
Enveloppes sac A4	1	pièce	283,8	298,9
Enveloppes par avion petite dimension	1	pièce	50,0	50,8
Carnets en spiral petit format	1	Pièce	1 016,9	1 035,3
Carnets en spiral grand format	1	pièce	2 286,1	2 508,2
Registre quadrillé	1	pièce	4 140,7	4 466,7
Livres de banque	1	Pièce	4 081,1	4 501,6
Livre de caisse	1	Pièce	3 849,9	4 510,0
Rame de papier double A	1	paquet	10 057,2	10 172,9
Couverture pour cahier KAKI	1	Pièce	572,0	796,5
Trousse/ Plumier	1	Pièce	3 716,8	4 253,3
Crayons HB	1	pièce	150,9	168,3
Stylos, BIC	1	pièce	247,4	251,9
Boîte mathématique	1	pièce	1 242,8	1 268,9
Late en plastic transparent	1	pièce	498,9	525,8
Late en plastic non transparent	1	Pièce	447,5	515,5
Boîte de couleur (12) petit format	1	pièce	634,7	697,8
Crayon ordinaire	1	Pièce	123,0	129,0
Gomme	1	pièce	261,5	255,7
Pot de colle	1	pièce	1 157,1	1 330,5
11-Hôtellerie, cafés, restauration				
111-Services de restauration				
1111-Restaurants, cafés et similaires				
Brochettes simple de viande de chèvre	1	service	1 574,2	1 593,6
Brochettes accompagné de viande de chèvre	1	service	2 458,1	2 614,5
Brochettes simple de viande de vache	1	service	1 543,3	1 567,9
Brochettes accompagné de viande de vache	1	service	2 331,0	2 603,2
Brochettes simple de poisson	1	service	4 689,3	4 855,9
Brochettes accompagné de poisson	1	service	6 141,8	6 580,1
Repas (Haricot + Riz) dans un restaurant	1	service	947,6	1 098,7
Repas (Haricot + Banane) dans un restaurant	1	service	950,4	1 105,0
Repas (Haricot+Pomme de terre)	1	service	966,3	1 113,4
Repas(Pâte+Petit poisson)	1	service	1 462,8	1 411,7
Repas (Pâte+viande)	1	service	1 324,5	1 507,9
Petit-déjeuner hors ménage: agatoke	1	service	955,7	1 017,5
Petit-déjeuner hors ménage: potage	1	service	2 445,0	3 252,6
Petit-déjeuner hors ménage (sandwich simple +thé noir)	1	service	671,5	832,0
Petit-déjeuner hors ménage (sandwich simple +thé au lait)	1	service	734,3	960,6
Lait frais	500	ml	749,9	711,9
Yaourt (IKIVUGUTO)	500	ml	744,3	752,5
Bière Amstel Blonde 65 Cl dans un cabaret	650	ml	1 777,4	1 775,0
Bière Amstel Bock 65 Cl dans un cabaret	650	ml	2 286,7	2 416,9
Bière Amstel Bock 33 Cl dans un cabaret	330	ml	1 201,5	1 204,3
Bière Primus 72 Cl dans un cabaret	720	ml	1 302,9	1 322,6
Vin de banane INSONGO au cabaret	750	ml	1 378,7	1 681,2
Vin de banane RUGOMBO au cabaret	750	ml	639,6	634,5
Vin rouge au cabaret	25	ml	500,0	
Vin blanc au cabaret	25	ml	580,9	
Alcool de bouche (whisky) au cabaret	25	ml	968,2	

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 02 (suite)

Prix annuel moyen à la consommation de Bujumbura.

RUBRIQUES ET PRODUITS	Quantité	Unité statistique	2014	2015
112-Services d'hébergement				
1120-Services d'hébergement				
Chambre dans un hôtel simple (sanitaire interne dans la chambre)	1	service	12 238,6	12 256,3
Chambre dans un hôtel simple (sanitaire externe de la chambre)	1	service	8 944,3	8 844,9
12-Autres biens et services				
121-Soins personnels				
1211-Salons de coiffure et esthétique corporelle				
Coupe ordinaire pour homme	1	service	1 061,0	1 132,7
Coupe ordinaire pour dame	1	service	1 360,8	1 393,6
Coupe carré pour dame	1	service	3 719,8	4 742,0
Coupe cheveux lisse pour dame	1	service	2 783,3	2 402,8
Défrisage des cheveux sans produit	1	service	5 156,9	5 392,6
Défrisage des cheveux avec produit	1	service	5 659,1	6 386,3
Tresse natte	1	service	9 424,7	9 200,7
Tresse mèches longues	1	service	11 709,7	11 703,7
Coiffure lisse simple et lavage	1	service	2 982,3	3 364,9
Coiffure moderne et lavage	1	service	4 148,8	4 295,7
Coiffure sans lavage	1	service	2 505,1	2 610,0
Familial savonor 200gr	200	gr	1 080,3	1 112,3
Shaza savonor 150gr	150	gr	684,9	694,9
Orissa savonor 100gr	100	gr	567,1	586,4
Savon de toilette GIV 80gr	80	gr	555,5	584,9
Savon de toilette Impérial 200gr	200	gr	1 445,1	1 522,5
Savon de toilette FA 100gr	75	gr	1 064,0	1 334,7
Savon médicinal local Munganga 85 gr	100	gr	571,5	591,2
1211-Salons de coiffure et esthétique corporelle(suite)				
Dettoi importé 100gr	100	gr	1 073,4	1 279,3
Lait de toilette local COPAR (Citron 500ml)	500	ml	4 963,0	5 566,3
Lait de toilette importé (Nivea 100ml)	100	ml	5 214,2	7 382,9
Lotion de toilette Revlon 600 ml	600	ml	7 879,3	7 481,5
Pâte dentifrice Colgate 100ml	120	ml	2 590,8	2 754,6
Pâte dentifrice White dent	120	ml	1 636,9	2 177,4
Pâte dentifrice Signal 120ml	120	ml	3 141,8	3 442,2
Papier hygiénique de bonne qualité (blanc)	1	rouleau	756,0	764,1
Papier hygiénique de moyenne qualité (rose)	1	rouleau	656,2	690,2
Parfums	1	unité	4 761,7	
Eaux de toilette 100ml Napoléon	100	ml	3 866,4	4 141,3
Déodorants corporels pour femme FA 200ml	200	ml	7 116,1	8 853,0
Vernis simple 18ml	18	ml	1 068,8	1 112,5
Rouge à lèvres	20	ml	1 992,8	2 712,6
Poudre compact	20	ml	1 593,5	1 648,7
Poudre blanc	100	gr	588,4	578,0
Couches jetables Pampers pour bébé	1	pièce	607,9	590,9
Brosse à dent: White dent	1	pièce	483,3	604,0
Peigne à cheveux lisses en plastic	1	unité	496,5	490,7
Peigne à cheveux naturels en plastic	1	unité	369,2	380,2
Epingle à cheveux	1	pièce	31,4	
Bigoudis	1	pièce	179,8	240,3
Coupe à ongles	1	pièce	398,6	431,4
Lame de rasoir TATRA	1	pièce	100,0	100,0
Rasoir Bic	1	pièce	422,4	434,9

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 11. 02 (suite)

Prix annuel moyen à la consommation de Bujumbura.

RUBRIQUES ET PRODUITS	Quantité	Unité statistique	2014	2015
123-Effets personnels non définis ailleurs				
1232-Autres effets personnels (SD)				
Valise à roulette	1	pièce	33 475,9	37 720,3
Valise simple	1	pièce	26 435,5	30 690,9
Sac à dos	1	pièce	8 940,2	11 209,6
Sacoche	1	pièce	10 591,4	13 565,6
Sac à main en similicuir	1	pièce	12 799,3	13 762,8
lunettes solaires pour femmes haut de gamme	1	pièce	2 570,3	3 082,8
lunettes solaires pour femmes bas de gamme	1	pièce	2 032,4	2 104,3
lunettes solaires pour homme haut de gamme	1	pièce	2 666,7	2 969,6
lunettes solaires pour homme bas de gamme	1	pièce	1 976,1	2 283,5
Parapluies droits	1	pièce	4 311,5	4 197,1
Parapluies pliants	1	pièce	6 150,8	5 659,4
Parapluies pour enfant	1	pièce	4 042,1	7 414,9
Porte-monnaie en similicuir	1	pièce	2 261,0	1 844,6
Cercueils ordinaire pour adulte	1	pièce	34 929,5	46 671,1
Cercueils ordinaire pour enfants	1	pièce	14 422,5	24 204,0
127-Autres services non définis ailleurs				
1270-Autres services non définis ailleurs				
Frais de notaire(légalisation des signatures)	1	service	2 000,0	2 000,0
Frais d'un casier judiciaire	1	service	1 000,0	1 000,0
Frais de conservation de dépouille à la morgue	1	service	6 623,1	7 047,3
Frais d'établissement de certificat de naissance	1	service	1 000,0	1 000,0
Frais d'établissement de certificat de mariage	1	service	1 000,0	1 000,0
Frais d'établissement de certificat de décès	1	service	1 000,0	1 000,0
1270-Autres services non définis ailleurs(suite)				
Frais d'établissement de certificat d'état civil	1	service	500,0	500,0
Frais d'établissement de certificat de résidence	1	service	500,0	500,0
Frais d'établissement de certificat d'identité complète	1	service	500,0	500,0
Frais de délivrance de Carte Nationale d'Identité	1	service	500,0	500,0
Légalisation d'un diplôme	1	service	500,0	500,0
Frais d'annonce à la radio (Communiqué de décès)	1	service	793,7	1 006,6
Frais d'annonce à la télévision (Publicité)	1	service	18 000,0	21 376,7

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

CHAPITRE XII. COMMERCE EXTERIEUR.

I. PRESENTATION.

1. Source de données.

A partir de janvier 1993, grâce à l'informatisation des services de Douane (SYDONIA), les déclarations d'importations et d'exportations sont saisies directement à la douane au lieu d'être transmises à la BRB pour le traitement. Les fichiers ainsi constitués sont transmis chaque mois à l'ISTEEBU qui se charge du contrôle des fichiers, des apurements éventuels et de l'édition des tableaux statistiques. Toutefois, en attendant que l'ISTEEBU puisse être complètement équipé, le Département des Douanes édite, sur demande, les données du Commerce Extérieur qu'on lui demande.

2. Territoire douanier et système de commerce.

Le territoire douanier correspond au territoire national. L'enregistrement des données correspond au système du Commerce spécial, c'est-à-dire que les importations portent sur les marchandises dédouanées mises en consommation tandis que les exportations portent sur les marchandises d'origine nationale et sur les produits en libre circulation.

3. Classification des marchandises.

La classification utilisée jusqu'en 1992 est la Nomenclature du Conseil de Coopération Douanière (NCCD), anciennement appelée Nomenclature de Bruxelles (NDB).

A partir de janvier 1993 est entrée en vigueur une nouvelle classification, le Système Harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH).

4. Valeurs et quantités utilisées.

A l'importation, les marchandises sont évaluées à leur valeur CAF tandis qu'à l'exportation, elles sont comptabilisées à leur valeur FAB.

5. Pays partenaires commerciaux.

Ici on s'intéresse aux pays de provenance pour les importations et aux pays de destination pour les exportations.

II. DEFINITIONS.

Exportations de biens et services.

Valeur de tous les biens et services marchands fournis au reste du monde, c'est-à-dire les marchandises, le transport des biens et des personnes, l'assurance, les redevances de brevets et de licences et les autres services. Cette statistique ne comprend pas les revenus du travail ou du patrimoine (anciennement appelés services facteurs). Les données sont recueillies dans les rapports mensuels et annuels de la BRB.

Exportations de marchandises.

Biens fournis au reste du monde. Englobent, entre autres transactions, les exportations de produits primaires et de produits manufacturés.

Exportations de produits manufacturés.

Englobent, notamment, les exportations de produits chimiques, de produits manufacturés de base, les machines et équipements de transport et autres produits définis dans la Classification type pour le commerce international (CTC).

Exportations de produits primaires.

Englobent, selon la classification type pour le commerce international (CTC), les exportations de produits alimentaires, de produits agricoles, de matières, de combustibles, de minerais et de métaux.

Importations de biens et services.

Valeur de tous les biens et services marchands achetés au reste du monde, c'est-à-dire les marchandises, le transport des biens et personnes, l'assurance, les redevances de brevets et de licences et les autres services. Cette statistique ne comprend pas les revenus du travail ou du patrimoine (anciennement appelés services facteurs).

Termes de l'échange.

Les termes de l'échange sont définis comme le rapport des indices de la valeur unitaire à l'exportation et à l'importation.

Sources de documentation.

- Ministère des finances et de la planification du développement économique
- Ministère de l'Intérieur
- Ministère de la Sécurité publique
- Département des Finances Communales

Références bibliographiques.

- Lois budgétaires
- Bulletins mensuels de la BRB
- Rapports annuels de la BRB

TABLEAU 12. 01.

Evolution du commerce extérieur.

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Importations										
Quantité (tonnes)	308 920,0	278 287,0	307 483,0	353 490	494 987,0	681 790,0	705 348,0	809 077,0	798 239	629 916
Valeur (MFBU)	442 511,3	346 101,0	477 781,30	494 828,60	626 271,4	952 852,4	1 084 053,6	1 261 189,5	1 188 986,0	1 126 101,8
Exportations										
Quantité (tonnes)	33 306,0	37 078,0	38 232	36 680	38 998,0	47 476,0	52 300,0	58 440	82 825	85 499
Valeur (MFBU)	60 359,4	57 257,9	82 581,20	80 151,70	124 596,5	156 350,4	194 303,5	141 399,8	203 843,6	188 738,0

Source : Banque de la République du Burundi (BRB).

TABLEAU 12. 02.

Evolution de la structure des importations.

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Biens de production										
Quantité (tonnes)	198 234,0	194 682,0	216 428,0	260 621,0	362 884,0	483 150,0	485 579,0	529 314,0	527 676,4	427 416,0
Valeur (MFBU)	146 495,0	157 755,0	211 971,0	206,922,7	278 822,4	457 734,6	497 552,4	546 031,9	524 889,9	388 134,1
Biens d'équipement										
Quantité (tonnes)	32 769,0	17 974,0	20 189,0	23 446,0	38 625,0	36 588,0	29 233,0	27 162,0	32 256,7	30 753,0
Valeur (MFBU)	158 909,5	89 160,0	130 118,2	143 762,1	168 259,9	227 973,6	243 885,5	318 511,5	254 623,3	326 692,8
Biens de consommation										
Quantité (tonnes)	77 917,0	65 631,0	70 866,0	69 423	93 478,0	132 674,0	190 536,0	252 601,0	238 305,6	171 748,0
Valeur (MFBU)	137 106,2	99 186,0	135 692,1	144 143,80	179 189,0	213 862,2	342 615,7	396 646,1	409 472,8	411 274,9
Total										
Quantité (tonnes)	308 920,0	278 287,0	307 483,0	353 490	494 987,0	681 790,0	705 348,0	809 077,0	798 238,6	629 916,0
Valeur (MFBU)	442510,7	346 101,0	477 781,30	494 828,60	626 271,4	952 852,4	1 084 053,6	1 261 189,0	1 188 986,0	1 126 101,8

Source : Banque de la République du Burundi (BRB).

TABLEAU 12. 03.

Evolution de la structure des exportations;

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Produits primaires										
Quantité (tonnes)	28 229,0	30 958,0	29 737	28 413,0	33 339,0	31 453,0	37 987,0	32 511,0	35 518,8	38 347,0
Valeur (MFBU)	56 840,2	53 835,5	75 218,70	73 204,9	118 309,5	144 463,8	174 112,7	100 965,0	137 861,1	131 296,7
Produits manufacturés										
Quantité (tonnes)	5 075,0	6 120,0	8 495	8 267	5 639,0	16 023,0	14 313,0	24 695,0	47 306,3	47 151,0
Valeur (MFBU)	3 519,2	3 422,4	7 362,50	7 987,40	6 287,0	11 896,6	20 190,8	40 434,9	65 982,5	57 441,3
Total										
Quantité (tonnes)	33 304,0	37 078,0	38 232	36 680	38 998,0	47 476,0	52 300,0	57 206,0	82 825,1	85 499,0
Valeur (MFBU)	60 359,4	57 257,9	82 581,20	81 192,30	124 596,5	156 350,4	194 303,5	141 399,9	203 843,6	188 738,0

Source : Banque de la République du Burundi (BRB).

TABLEAU 12. 04.

Structure des importations (valeur en millions de FBU).

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
I. Biens de production destinés	146496,3	157 756,0	211 971,0	206 922,7	278822,4	457725,7	497 552,4	546032	524 889,9	388 134,1
A. Destinés aux industries	74822,2	80 809,0	87 884,0	113 644,2	131665,9	218340,7	245 620,9	226026,8	209 459,8	167 400,2
Aux industries métallurgiques	32 007,1	22 888,0	23 343,9	19 198,2	27 967,8	48 843,3	52 560,8	53 266,7	44 402,0	36 024,9
A l'agriculture	5 979,1	3 902,0	6 346,0	8 448,00	8 614,2	21 025,1	31 833,2	41 720,3	41 757,9	33 255,9
Aux industries alimentaires	15 374,6	30 342,0	17 745,0	35 512,70	32 374,0	50 243,8	73 650,9	74 475,8	70 796,6	55 291,4
Aux industries textiles	190,8	35,0	111,7	511,0	321,9	634,6	1 466,9	1 061,4	981,3	1 954,3
A l'industrie de la construction	19 966,3	22 508,0	38 697,9	48 609,4	60 057,5	92 724,3	83 715,4	51 639,4	46 293,8	33 687,3
A l'industrie du bois	1 000,9	986,0	1 395,0	1 024,00	1 905,6	4 303,6	2 008,0	3 485,9	1 267,1	2 255,9
A l'industrie du papier et arts graph.	288,5	108,0	241,2	293,60	377,2	566,0	342,9	374,5	3 762,5	4 783,2
A l'industrie du cuir	14,9	40,0	3,3	47,30	47,7	26,8	42,8	2,8	198,6	147,2
B. Destinés indistinctement aux divers secteurs de la production	71 674,1	76 947,0	124 087,0	93 278,5	147 156,5	239385	251 931,5	320 005,2	315 430,1	220 733,9
Produits chimiques	4 478,7	4 191,0	5 934,30	9 435,70	5 935,7	13 049,3	15 777,0	18 352,7	13 587,2	14 764,8
Combustibles solides	2,8	-	-	1,4	46,2	8,5	35,8	80,5	1,7	0,4
Huiles minérales	59 211,8	63 497,0	107 550,10	70 557,10	121 126,6	206 800,3	206 711,2	265 371,2	258 646,5	175 740,1
Autres produits	7 980,8	9 259,0	10 602,60	13 284,30	20 047,9	19 527,0	29 407,5	36 200,8	43 194,6	30 228,6
II. Biens d'équipement	158 909,5	89 160,0	130 118,20	143 762,1	168 259,9	227 973,6	243 885,6	318 511,5	254 623,3	326 692,8
Chaudières, machines, appareils et(1)	18 712,7	16 876,0	47 579,80	33 466,2	45 585,8	84 047,4	94 428,9	121 257,9	60 503,2	112 811,4
Pièces et outillages	18 563,1	7 228,0	10 757,90	15 567,6	11 064,3	19 509,1	15 553,6	14 195,3	21 919,8	20 892,3
Matériels électriques	25 803,7	14 706,0	28 229,10	54 589,7	44 948,0	60 044,9	52 870,2	56 575,9	93 275,9	120 375,5
Tracteurs, véhicules utilitaires et ... (2)	64 369,3	43 535,0	34 092,80	33 792,7	53 484,8	45 493,5	60 922,0	106 117,0	53 807,4	48 051,6
Autres	31 460,7	6 815,0	9 458,60	6 445,9	13 177,0	18 878,7	20 110,9	20 365,4	25 116,9	24 561,9
III. Biens de consommation	137 106,2	102 535,2	135 691,8	144 143,8	178 962,7	213 862,2	342 642,6	396 646,1	409 472,8	411 274,9
A. Durables	70 627,7	36 029,0	55 130,0	54 489,6	87 658,9	89 749,0	135 146,7	140 108,0	190 017,6	186 920,8
Textiles	12 662,2	11 027,0	14 346,6	17 716,8	29 581,2	32 486,9	35 937,7	51 470,3	52 457,8	46 944,0
Véhicules et pièces de rechange	5 080,2	4 443,0	7 464,2	6 030,4	12 843,3	8 216,2	10 104,3	10 317,1	29 718,6	35 558,5
Autres produits	52 885,3	20 559,0	33 319,2	30 742,4	45 234,3	73 011,4	89 104,7	78 320,6	107 841,2	104 418,3
B. Non durables	66 478,5	66 506,2	80 561,8	89 654,2	91 313,8	153 420,9	207 495,9	256 538,1	219 455,2	224 354,1
Produits alimentaires	27 512,2	26 920,8	31 451,8	35 001,4	31 710,0	60 408,7	91 170,5	128 936,0	92 694,8	90 183,9
Produits pharmaceutiques	28 983,9	27 014,0	36 538,6	40 662,3	43 181,3	65 261,7	74 528,9	90 069,2	102 112,7	102 571,3
Autres	9 982,4	9 223,0	12 571,4	13 990,5	16 412,5	27 750,5	41 796,5	37 532,0	24 647,7	31 599,0
Total	355 276,6	345 991,0	477 781,0	494 828,6	626 271,3	952 852,4	1 084 080,6	1 261 189,6	1 188 986,0	1 126 101,8

(1) Chaudières, machines, appareils et engins mécaniques

(2) Tracteurs, véhicules utilitaires et leurs pièces

Source : Banque de la République du Burundi (BRB).

TABLEAU 12. 07.

Principaux produits importés (Poids net en tonnes).

Produits	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Produits laitiers	1 821	1 142	933	833	1 091	1 767	1 826	1 632	1 495	953
Froment et méteil	3 031	3 328	-	11 071	6 125	16 446	27 201	47 203	59 136	51 980
Farine de froment	1 521	2 495	1 887	3 557	7 205	4 194	5 818	1 064	10	573
Malt	12 610	11 869	11 242	12 685	14 319	17 199	17 356	11 790	13 269	16 261
Suifs bruts ou fondus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile végétale	1 870	2 670	4 352	2 893	1 539	8 791	8 278	8 604	6 690	5 518
Sucre	5 687	6 209	6 137	5 901	13 564	9 825	11 036	10 172	10 642	10 517
Sel	9 545	6 364	1 941	1 879	10 678	23 896	24 058	26 918	28 128	31 577
Ciment Portland	73 477	67 077	83 594	120 804	156 989	142 364	112 515	96 222	107 773	69 186
Ciments non pulvérisés dits clinkers										55 268
Essence d'avion et kérozone	163	5 645	5 988	16 832	4 573	3 303	9 548	7 785	3 993	5 421
Autres essences	23 704	24 582	24 706	16 028	37 169	33 426	48 811	46 994	51 179	104 193
Pétrole lampant	1 202	1 092	1 477	6 543	2 842	5 817	2 278	2 533	1 258	969
Gazoils et Fuel oils	29 878	29 330	40 732	23 751	49 247	65 299	49 281	57 648	65 546	116 114
Autres huiles de graissage et lubrifiant	183	4	287	1	4 080	7 575	5 303	16 575	9 776	17 420
Produits pharmaceutiques	1 555	1 814	2 024	2 643	3 962	3 166	3 589	4 217	4 700	4 733
Engrais	6 333	3 240	4 006	6 317	10 114	16 752	15 894	28 815	33 437	27 303
Matières colorantes	1 369	1 207	1 781	1 802	2 468	3 023	3 282	2 833	3 525	2 622
Insecticides	192	92	86	57	31	-	1	7	-	-
Matières plastiques	3 562	2 577	3 013	4 014	5 806	7 249	9 027	10 773	10 614	9 132
Pneumatiques	1 658	1 174	1 569	1 458	1 791	1 912	1 933	2 137	2 085	2 223
Papiers, cartons et ouvrages en cartons	3 964	2 634	3 769	3 839	5 027	6 216	7 591	8 535	6 999	8 115
Fripierie	4 056	2 079	3 669	2 289	3 913	6 172	8 372	8 055	10 780	12 576
Chaussures	1 220	749	1 376	1 162	1 519	2 532	1 878	2 272	2 315	2 375
Ouvrages en fonte, fer et acier	3 995	5 106	4 573	6 861	9 682	12 140	11 659	9 579	12 381	10 713
Engins mécaniques et pièces de rechange	2 006	1 639	4 055	3 087	3 745	6 154	5 130	4 328	5 162	5 988
Piles et accumulateurs électriques	1 577	1 074	1 536	1 364	1 240	2 634	1 733	1 088	1 653	2 074
Autres appareils électriques et pièces	5 149	1 146	1 281	2 431	2 608	4 103	4 182	4 077	5 308	4 966
Voitures automobiles	4 412	3 256	3 719	4 415	7 003	5 423	4 334	4 850	5 324	4 795
Camions	4 153	2 784	1 590	2 420	2 780	2 788	2 342	1 517	1 817	2 496
Pièces de rechange pour véhicules	822	495	510	864	1 012	908	824	1 190	920	716
Appareils d'optiques photo et cinéma	508	268	462	405	735	803	682	717	662	1 143
Mobiliers et articles de literie	2 071	1 338	3 147	1 373	2 382	3 454	2 702	2 031	2 268	1 840
Autres (1)	16 423	27 936	21 352	15 718	20 853	34 623	155 887	376 916	329 392	189 470
Total	229 717	222 415	246 794	285 297	396 092	459 954	705 348	809 077	798 239	779 230

(1) Non compris le courant électrique, la monnaie et les objets personnels.

Source : Banque de la République du Burundi (BRB).

TABLEAU 12. 10.

Structure des exportations (1) (valeur en million de FBu).

Produits	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Produits primaires	57 642,7	52 800,2	75 218,7	72 164,4	118 306,4	144 463,8	174 112,7	100 965,0	137 861,1	131 296,7
Café marchand	40 838,2	35 288,8	47 184,2	44 723,3	85 814,3	95 281,9	100 998,7	44 529,8	84 988,4	62 685,7
Coton	1211,2	1470,2	1216,3	2344,7	1827,9	482,3	-	2182,7	208,3	91,2
Peaux brutes	1 574,3	3 823,6	3 704,8	2 335,1	3 994,5	7 714,9	9 552,4	3 991,5	6 040,5	7 954,3
Thé	10 238,4	9 924,5	15 531,0	18 945,6	21 919,5	26 839,0	36 643,4	37 352,2	37 513,4	52 423,3
Huile de palme brute	-	25,2	75,6	-	3,1	30,8	95,3	461,4	8,1	9,1
Minéral de nobium	-	-	-	-	-	-	2 106,6	4 192,8	4 716,0	3 968,4
Animaux vivants	-	-	-	0,6	-	-	0,9	5,3	6,5	8,4
Poissons vivants	190,8	218,2	218,8	279,9	-	-	141,6	185,8	223,3	279,3
Plantes vivantes	-	-	189,3	67,4	54,3	110,3	54,3	55,3	-	-
Ecorces de quinquina	-	-	433,3	352,2	114,9	56,1	95,5	76,8	-	-
Autres	3 589,8	2 075,5	6 208,3	3 535,2	4 750,2	14 114,9	26 625,9	17 442,7	4 156,4	3 877,1
Produits manufacturés	2512,9	3 422,4	7 362,5	7 987,4	3 287,1	11 886,6	20 190,9	40 434,9	65 982,5	57 441,3
Limondes, eaux gazeuses	1,9	43,9	1	12,5	3,8	-	54,1	9,3	15,3	26,1
Bouteilles en verre foncé	21,5	0,6	-	0,1	8,1	-	445,9	137,5	691,6	490,8
Bière	603,6	873,1	1 821,9	1 596,4	2 222,4	2 802,0	3 837,7	4 253,9	9 015,7	10 269,7
Cigarettes	806,8	985,8	1 796,4	1 773,6	1 685,4	1 646,3	4 002,3	6 367,6	6 022,0	9 247,7
Tissus de coton	144,0	9,5	-	14,5	42,9	-	-	491,7	72,7	-
Farine de blé	-	-	-	-	-	-	-	4 515,4	8 196,2	10 086,9
Farine de maïs	-	-	-	-	-	-	-	3,2	16,7	19,8
Ciment Portland	-	-	-	-	-	-	-	90,3	27,0	14,2
Sucre cristallisé	466,0	1 221,1	1 465,3	2 210,7	-	-	-	-	-	-
Savons de ménages	68,5	45,6	1 079,6	1 625,5	1 600,5	5 231,8	7 987,1	12 309,0	12 254,9	10 637,4
Autres (2)	400,6	242,8	1 198,3	754,1	724,0	2 206,5	3 863,8	16 865,9	29 670,5	16 648,6
Total	60 155,6	56 222,6	82 581,2	80 151,8	121 593,5	156 350,4	194 303,6	141 399,9	203 843,6	188 738,0

(1) FOB Bujumbura

(2) Non compris les objets personnels

N.B. : Il ya tant de produit que dans le rapport (bulletin mensuel) de la B.R.B., ce qui explique les vides dans le tableau

Source : Banque de la République du Burundi (BRB).

TABLEAU 12. 11.

Structure des exportations (Poids net en tonnes).

Produits	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Produits primaires	28 193	30 830	29 737	44 402	33 325	31 453	37 987	32 511	35 519	38 347
Café marchand	18 556	18 210	15 883	15 989	20 661	17 447	23 309	11 844	15 159	13 657
Coton	-	1 100	720	1 794	840	164	-	856	58	33
Peaux brutes	1 832	2 682	2 283	2 273	3 019	3 090	3 272	2 020	1 213	3 486
Thé	5 946	6 475	5 406	6 293	7 139	7 953	8 684	8 775	11 021	10 886
Huile de palme brute	-	66	135	-	14	36	81	237	11	12
Minéral de nobium	-	-	-	-	-	-	329	76	117	148
Animaux vivants	-	-	3	-	-	-	1	1	2	6
Poissons vivants	6	11	11	12	-	-	27	8	7	8
Plantes vivantes	-	-	96	59	47	76	46	51	-	-
Ecorces de quinquina	-	-	322	226	85	54	49	22	-	-
Autres	1 853	2 352	5 244	2 052	1 666	2 762	2 599	8 796	7 931	10 110
Produits manufacturés	5 076	5 973	8 495	8 268	5 660	16 023	14 313	24 695	47 306	47 151
Limondes, eaux gazeuses	4	93	14	17	-	-	122	19	33	61
Bouteilles en verre foncé	150	4	-	-	33	1	148	89	421	447
Bière	1 177	3 207	4 299	2 959	3 700	6 459	5 548	5 790	12 490	13 432
Cigarettes	185	40	294	266	239	225	468	546	557	892
Tissus de coton	998	26	-	3	20	-	-	57	32	-
Farine de blé	-	-	-	-	-	-	-	3 716	6 654	8 925
Farine de maïs	-	-	-	-	-	-	-	4	27	49
Ciment Portland	-	-	-	-	-	-	-	480	141	23
Sucre cristallisé	1 000	2 000	2 500	3 000	-	-	-	-	-	-
Savons de ménages	216	441	1 014	1 303	1 289	4 040	5 571	8 074	7 452,6	8 347
Autres (2)	1 346	162	374	720	379	5 298	2 456	10 120	19 498	14 975
Total	33 269	36 803	38 041	52 670	38 985	47 476	52 300	57 206	82 825	85 499

(1) FOB Bujumbura

(2) Non compris les objets personnels

Source : Banque de la République du Burundi (BRB).

TABLEAU 12. 12.

Exportations par pays de destination (1) (valeur en millions de FBUs).

Produits	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
I. EUROPE	43056,7	39 135,9	52 116,4	46 993,0	82 380,6	102 823,3	111 223,0	49 757,0	85 034,1	59 622,0
UE	22009,8	20 619,7	28 289,5	25 494,1	43 063,5	59 915,0	64 093,1	25 764,8	46 425,6	23 441,0
Belgique	2 544,9	3 069,8	4 239,0	7 837,4	14 278,2	21 666,3	14 448,9	6 635,8	10 138,8	7 618,0
Allemagne	1 471,0	1 423,1	2 009,5	3 811,4	2 846,3	3 945,8	10 102,9	4 058,4	19 626,3	2 395,4
France	501,9	439,7	600,1	846,2	618,3	1 931,9	571,0	991,2	1 128,1	1 173,7
Royaume-Uni	7 393,3	6 916,9	9 107,7	7 598,2	22 705,3	26 203,0	25 033,8	8 233,4	8 203,4	8 963,5
Italie	36,8	-	244,2	653,2	1 441,1	2 492,1	3 887,2	3 130,9	4 756,4	2 164,1
Pays-Bas	314,0	322,7	826,8	1 227,0	799,8	1 022,2	1 379,1	2 076,6	1 985,0	678,4
Danemark	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8,6
Espagne	-	-	-	18,4	-	314,9	0,0	0,0	-	-
Grèce	0,4	-	-	-	69,1	-	0,0	0	-	-
UE (2)	9 747,5	8 447,5	-	-	-	-	8626,4	638,5	587,6	439,1
2. AUTRES	21046,9	18 516,2	23 826,9	21 498,9	39 317,1	42 909,3	47 129,9	23 993,0	38 608,5	36 181,0
Suède	16,4	5,8	8,8	-	0,5	122,1	-	5,0	317,2	355,2
Suisse	20 338,6	19 590,0	23 018,7	20 802,8	39 140,1	42 787,1	46 372,7	23 697,4	38 291,3	35 825,8
Russie	691,9	706,2	799,4	696,1	176,5	-	757,2	290,6	-	-
II. ASIE	7388,2	7 642,2	11 439,1	14 536,1	25 355,2	23 033,3	33 901,3	33 029,2	37 147,7	49 061,9
Japon	305,4	264,0	352,9	106,7	17,9	-	381,6	344,1	536,8	675,3
Union des Emirats Arabes	203,8	775,3	857,8	366,3	132,1	68,3	69,6	280,8	1 245,5	1 276,9
Pakistan	5126,8	4 991,9	7 848,3	9 221,4	10 959,8	13 419,5	14 350,5	16 247,5	18 756,7	26 815,5
Oman	1 036,5	992,5	1 553,1	1 911,5	2 192,0	2 749,3	5 032,2	3 266,3	3 857,5	5 523,6
Arabie Saoudite	-	-	-	52,3	267,8	-	0,9	-	-	-
Singapour	715,7	730,6	827,0	1 078,3	8 746,8	1 515,6	4 368,7	7 814,5	6 397,1	8 319,9
Chine	-	3,5	2 463,3	1 799,6	2 885,4	4 690,6	9 495,1	6 043,5	3 936,5	3 202,5
Inde	-	-	-	52,3	267,8	-	135,6	176,6	374,9	249,7
Taïlande	-	-	-	-	-	-	-	153,0	-	-
Autres pays	-	-	-	-	-	-	-	-	2 042,7	2 998,6
III. AFRIQUE	6510	7 280,8	9 820,3	14 663,7	15 096,7	27 933,6	48 076,3	55 916,7	79 289,2	78 476,5
République Démocratique du Congo	864,7	1 494,3	1 983,4	2 824,3	3 175,4	5 065,0	14 300,8	18 572,7	38 080,8	36 677,5
Tanzanie	4,9	59,1	11,6	824,8	340,7	177,2	1 857,0	3 768,0	3 341,5	3 211,5
Kenya	1 220,2	2 330,4	1 767,9	488,3	1 865,9	4 939,6	4 294,2	1 155,2	1 858,0	3 732,1
Rwanda	3 212,0	2 366,7	4 104,3	3 795,3	2 033,3	6 345,1	6 140,0	12 585,2	11 199,2	8 965,1
Zambie	-	-	2,6	-	-	4,8	45,8	150,4	363,2	456,2
Ouganda	1 208,2	1 030,3	1 950,6	2 313,7	2 122,3	4 636,6	10 837,5	8 995,0	5 836,2	6 519,5
Afrique du Sud	-	22,9	6,6	6,4	-	55,4	1 254,2	185,4	1 767,2	46,6
Egypte	-	2481,2	3882,7	4410,9	5479,8	6 709,7	9 160,9	8 123,8	9 384,6	13 407,7
Autres pays	-	-	-	-	-	-	185,3	2 380,9	7 458,5	5 460,3
IV. AMERIQUE	557,5	481,4	651,9	1323,1	1,8	903,2	834,1	1 367,7	1 785,5	2 561,3
Etats-Unis	326,9	282,0	380,1	506,2	0,2	764,1	718,1	1 249,1	1 250,6	2 162,1
Canada	230,6	199,4	271,8	816,9	1,6	139,1	116,0	118,6	534,9	396,6
Autres pays d'Amérique	-	-	-	-	-	-	-	-	13,1	2,6
V. OCEANIE	-	-	-	-	119,9	1 104,1	85,6	183,0	573,0	224,3
Australie	-	-	-	-	119,9	1 104,1	85,6	183,0	573,0	224,3
VI. DIVERS	251,9	210,0	2 138,4	6 345,6	1 642,3	552,1	183,3	145,4	14,1	-
Total	57 764,3	54 750,3	76 166,1	83 861,5	124 596,5	156 350,4	194 303,6	141 399,8	203 843,6	189 945,6

(1) FOB Bujumbura

(2) Produits expédiés vers la communauté européenne sans que les pays de destination soient connus

Source : Banque de la République du Burundi (BRB).

TABLEAU 12. 13.

Exportations par pays de destination (Poids net en tonnes).

Produits	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
I. EUROPE	19 910	20 270	17 607	14 704	19 840	17 766	22 882	11 893	14 900	11 963
1. UE	10 104	10 399	9 374	6 002	10 144	9 843	11 969	5 306	7 788	4 482
Belgique	1 035	1 034	952	2 908	3 561	3 164	2 006	1 122	1 870	1 774
Allemagne	678	765	778	1 372	759	856	2 279	1 001	2 817	491
France	236	236	193	338	183	491	167	251	194	100,3
Royaume-Uni	3 528	3 898	3 086	2 453	5 109	4 449	5 045	2 056	2 058	1 798,4
Italie	15	-	45	111	188	318	1 063	602	568	198,9
Pays-Bas	239	157	529	456	287	324	242	159	209	49,1
Danemark	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,5
Espagne	-	-	-	5	-	7	-	-	-	-
Grèce	-	-	-	-	12	-	-	-	-	-
UE (1)	4 373	4 309	3 791	1 267	45	224	1 167	115	72	69,9
2. AUTRES	9 806	9 871	8 233	8 702	9 696	7 923	10 913	6 587	7 112	7 480,8
Suède	-	-	-	-	-	36	-	0,3	44	3,6
Suisse	9 304	9 377	7 964	8 451	9 658	7 887	10 806	6 535	7 068	7 477
Russie	502	494	269	251	38	-	107	52	-	-
II. ASIE	4 357	4 758	4 193	5 654	7 524	5 459	7 348	8 880	11 811	13 578
Japon	121	543	119	38	24	-	44	27	49	57
Union des Emirats Arabes	290	-	538	480	188	58	47	757	2 921	3 547
Pakistan	3 003	3 247	2 717	3 066	3 570	-	4 341	4 381	5 510	5 573
Oman	616	648	541	637	714	827	935	888	1 145	1 180
Singapour	327	320	278	393	1 811	218	912	1 873	1 197	1 717,7
Chine	-	-	341	1 022	945	235	1 034	890	230	1 021,7
Inde	-	-	-	-	85	180	33	56	289	313,4
Taïlande	-	-	-	-	-	-	-	2	-	-
III. AFRIQUE	6 541	9 859,0	13 675,0	11 884,0	11 150,0	23 801	21 844	36 169	55 781	58 813
République Démocratique du Congo	1 823	5 406	7 182	3 475	4 249	7 906	9 050	16 577	27 588	29 205
Tanzanie	320	273	28	1 282	244	227	1 322	3 271	8 223	8 885
Kenya	878	1 376	1 105	475	1 762	1 967	1 579	1 106	1 296	1 802
Rwanda	2 721	2 411	4 582	4 020	2 260	9 958	4 097	10 789	7 822	9 460
Zambie	-	-	1	-	19	1	5	13	130	46
Ouganda	799	393	777	1 133	831	1 744	3 422	1 966	6 666	6 990
Afrique du Sud	-	2	1	24	-	10	116	44	82	5
Egypte	-	1 618	1 351	1 475	1 785	1 988	2 171	2 194	2 757	2 786,3
Autres pays	-	-	-	-	-	-	82	209	1 217	634,5
IV. AMERIQUE	219	217	205	584	1 323,1	136	194	184	244	371
Etats-Unis	128	128	115	215	-	116	117	157	172	293,8
Canada	91	89	90	369	2	20	77	27	72	76,7
Autres pays d'Amérique	-	-	-	-	22	112	3	19	29	0,5
V. OCEANIE	-	-	-	-	22	112	3	19	57	32,2
Australie	-	-	-	-	22	112	3	19	57	32,2
VI. DIVERS	746	1 428	816	3 562	460	166	29	61	32	-
Total	31 773	37 078,0	38 189,0	36 352,0	38 998,0	47 476,0	52 300,0	57 206,0	82 825,0	85 758,0

(1) Produits expédiés vers la communauté européenne sans que les pays de destination soient connus

Source : Banque de la République du Burundi (BRB).

TABLEAU 12. 14.

Exportations des services (en million de francs burundais).

Services	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
A. Services non facteurs	35480,5	33 316,5	98 796,8	61 425,3	97 834,1	140 833,8	133 913,3	204 087,6	121 398,4	92 832,1
1 Transports	840,9	1 054,1	1 050,3	661,6	917	3 013,3	3 815,5	2 813,3	4 065,9	4 039,4
Maritime	539,1	432,2	733,1	456,6	553,4	1 533,4	2 141,9	1 572,6	607,7	743,5
Aérien	301,8	1 071,9	317,2	205,0	363,6	1 479,3	1 673,8	1 240,7	3 107,1	2 531,6
ROUTIER	-	-	-	-	-	-	-	-	351,1	764,3
2 Voyages	1348,1	1 430,8	1 572,2	1 873,0	2 166,4	3 148,6	2 091,7	3 563,3	6 369,9	3 438,2
a. Professionnels	-	-	-	-	-	-	-	28,6	3,7	37,4
b. Personnels	1348,1	1 430,8	1 572,2	1 873,0	2 166,4	3 148,6	2 091,7	3 534,7	6 366,2	3 400,8
Soins de santé	-	-	-	-	-	-	26,5	104,6	62,6	308,8
Education	-	-	-	-	-	-	158,5	175,5	198,8	386,3
Autres	1348,1	1 430,8	1 572,2	1 873	2 166,4	2 941,3	1 906,7	3 254,6	6 104,8	2 705,7
3 Services d'assurances	51,4	1,4	125,4	436,8	1 216,4	4 468,5	2 754,0	5 662,0	1 124,7	1 637,4
Réassurances	51,4	1,4	125,4	436,8	1 216,4	4 468,5	2 754,0	5 662,0	1 124,7	1 637,4
4 Services fournis par les administrations publiques	29745,3	26 227,2	94 943,2	58 392,6	88 868,0	116 139,0	110 724,9	153 806,6	67 568,9	59 747,5
a. recettes de gouvernements étrangers	9121,5	12 455,4	21 800,0	17 563,4	34 018,5	55 538,4	21 456,4	16 971,5	22 057,1	25 658,8
b. autres services	20623,8	13 771,8	73 143,2	40,829,2	54 849,5	60 600,6	89 268,5	136 835,1	45 511,8	34 088,7
5 Autres services aux entreprises	4494,8	4 153,0	1105,7	61,3	4 666,3	1 127,4	1 406,5	6 723,4	5 147,9	5 883,1
B Revenus primaires	4745	9 379,2	12 897,9	1 691,5	1 389,1	9 409,6	16 479,9	21 709,0	21 829,7	22 451,4
Total	41 038,5	41 038,5	91 423,1	63 116,8	99 223,2	150 243,4	150 393,2	225 796,6	143 228,1	115 283,5

Source : Banque de la République du Burundi (BRB).

TABLEAU 12. 15.

Importations des services (en million de francs burundais).

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
A SERVICES NON FACTEURS	208026,5	191 594,4	293 622,5	217 291,6	207 061,4	268 420,9	305 208,3	364 103,2	409 509,0	362 567,1
1 Transports	57026,5	58 163,3	82 499,1	103 514,3	136 478,8	160 408,5	181 791,0	239 815,4	250 495,9	225 571,1
maritime	11238,2	11 735,5	14 990,2	18 596,4	23 720,3	28 049,7	32 005,6	42 235,1	44 615,0	40 945,6
aérien	9623,3	11 035,9	19 245,2	24 575,6	35 773,5	42 871,7	46 663,4	61 956,0	60 219,8	55 555,9
ROUTIER	36165	35 391,9	48 263,7	60 342,3	76 985,0	89 487,1	103 122,0	135 624,3	145 661,1	129 069,6
2 Voyages	128774,8	112 096,5	170938,5	76488,5	24 418,7	39 327,6	35 759,2	53 631,0	59 427,3	46 131,6
a. professionnels	4722,1	4 180,6	158 771,5	65 017,4	14 406,8	20 608,8	17 039,2	33 654,0	13 186,5	11 714,4
b. personnels	124052,7	107 915,9	12 167,0	11 471,1	10 011,9	18 718,8	18 720,0	19 977,0	46 240,8	34 417,2
soins de santé	1518,6	1 358,5	1 154,2	768,8	1 018,1	1 109,5	1 207,0	1 248,8	1 813,0	3 842,5
éducation	3262,4	3 638,9	11 012,8	10 702,3	8 993,8	17 609,3	17 513,0	18 728,2	17 389,9	18 056,7
autres	119217,7	102 918,5	-	-	-	-	-	-	27 037,9	12 518,0
3. Services d'assurances	2569,9	1 369,7	4 024,2	3 223,6	3 150,7	4 079,5	3 979,9	3 689,7	3 629,8	2 915,0
réassurances	2060,6	1 165,1	3 356,2	2 992,1	2 607,1	4 052,7	3 945,9	3 667,9	3 537,5	2 687,2
assurances/marchandises	509,3	204,6	488,0	231,5	543,6	26,8	34,0	21,8	92,3	227,8
4 Services reçus par les administrations publiques	8998,2	10 046,5	21 665,3	20 328,1	14 597,6	29 477,4	33 391,5	20 334,8	30 439,0	36 968,6
5 Services financiers	2253,6	2 080,0	4 727,2	2 390,5	1 733,8	1 229,2	822,9	3 340,0	6 184,6	15 465,0
6 autres services aux entreprises	8403,5	78 380,4	9 768,2	11 346,6	26 681,8	20 658,2	37 102,1	32 749,8	37 847,2	23 894,6
B. Revenus primaires	13823,1	15 748,1	18 001,5	22 579,2	14 764,8	31 464,8	25 864,3	18 933,9	32 318,8	26 158,1
1.Revenus des investissements directs	3482,5	5 181,5	6 266,8	9 964,7	12 416,5	-	-	-	-	-
2 Revenus des investissements de porte feuille (public)	10340,6	10 560,3	11 730,0	12 608,6	12 416,5	-	-	-	-	-
3 Revenus locatifs	-	6,3	4,7	5,9	0,0	-	-	-	-	-
TOTAL	221849,6	207342,5	311 624,0	239 870,8	221 826,2	299 885,7	331 072,6	383 037,1	441 827,8	388 725,2

Source : Banque de la République du Burundi (BRB).

CHAPITRE XIII. BALANCE DES PAIEMENTS.

I. PRESENTATION.

La balance des paiements enregistre toutes les opérations internationales d'un pays donné avec le reste du monde, ce qui équivaut à l'ensemble des opérations entre résidents et non-résidents de ce pays. La balance des paiements comporte la balance des transactions courantes et la balance des investissements et autres opérations en capital.

Les transactions, pour la plupart entre résidents et non-résidents, sont celles qui portent sur les biens, services et revenus ; celles qui font naître des créances financières sur le reste du monde ou des engagements financiers envers celui-ci et celles qui, telles les donations, sont considérées comme des transferts, pour lesquels il y a lieu de passer des contre-écritures de manière à solder les transactions à sens unique.

Ces opérations, enregistrées selon un système de comptabilité en partie double, concernent les biens, les services, les transferts, les prêts ou emprunts, les valeurs boursières, les devises, etc.

Les échanges internationaux de services apparaissent dans les statistiques de la balance des transactions courantes et relèvent de la

rubrique des "invisibles". La balance des transactions courantes est la seule source de données comparables sur les échanges transfrontaliers de services.

La balance des paiements est élaborée par la BRB pour retracer l'ensemble des transactions économiques entre les résidents et les non-résidents de l'économie au cours d'une période donnée. Cela est fait sur base des relevés des transactions de change, des dons, des données du commerce extérieur, etc.

Signalons que la nomenclature utilisée est celle proposée par le Fonds Monétaire International (FMI). Pour la définition précise des différents postes de la balance des paiements, il convient donc de se référer aux définitions formelles du FMI.

Les données élaborées se rapportent en fait à une balance des règlements, c'est-à-dire les échanges entre les résidents et les non-résidents sont saisis au moment de leurs règlements.

Les tableaux suivants présentent:

- l'évolution des recettes et dépenses en devises;
- l'évolution des principales rubriques de la balance des règlements ;
- la situation détaillée de la balance de règlements ;
- le relevé des transactions de change.

II. DEFINITION.

Transaction.

Une transaction est un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange,

du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir le transfert de propriété de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de travail et de capital.

Services.

Selon la définition du "System of National Accounts" (Système de Comptabilité Nationale), on entend par services des entités non séparées sur lesquelles des droits de propriété peuvent être établis.

Leur vente et leur production sont nécessairement liées. Les services sont des réponses hétérogènes à des commandes et consistent généralement en une modification de la situation des unités de consommation induite par les activités des producteurs en réponse à une demande des consommateurs. Ils doivent avoir été fournis au consommateur dès lors que la production est achevée.

La production de services doit être entendue comme limitée aux activités qui peuvent être réalisées par une unité au profit d'une autre.

Dans le cas contraire, les entreprises de services ne connaîtraient aucun développement et il n'y aurait pas de marché pour les services. Il est aussi envisageable qu'une unité produise un service pour son compte propre, étant entendu que ce type d'activité aurait pu être réalisé par une autre unité.

Transferts courants.

Les transferts courants sont tous ceux qui ne font pas intervenir i) le transfert de propriété d'un actif fixe, ii) le transfert de fonds lié ou subordonné à l'acquisition ou à la cession d'un actif fixe, iii) la remise, sans contrepartie, d'une dette par un créancier.

Sources de documentation.

- Ministère des finances et de la planification du développement économique
- Ministère de l'Intérieur
- Ministère de la Sécurité publique
- Département des Finances Communales

Références bibliographiques.

- Lois budgétaires
- Bulletins mensuels de la BRB
- Rapports annuels de la BRB

Indicateurs macroéconomiques selon le compte auquel ils font référence.

Concepts	Indicateurs	Observations
1. Besoins de financements de la balance des paiements.	Déficit qui se dégage entre les besoins des réserves et le solde global (y compris les financements extérieurs).	Avant la négociation du financement, le besoin apparaît, mais après, il ne doit plus apparaître.
2. Niveau des réserves.	Réserves nettes de la Banque Centrale (BRB) exprimées en équivalent de mois d'importation de biens et services non facteurs.	Pour un pays enclavé (comme le Burundi), le niveau souhaitable des réserves sera plus élevé que pour un pays dont l'approvisionnement est plus facile.
3. Déficit commercial.	Déficit commercial en pourcentage du PIB marchand.	Cet indicateur qui ne tient compte que des importations et des exportations de marchandises valorisées toutes deux sur une base FOB devrait diminuer au fil des temps.
4. Déficit du compte courant.	Déficit du compte courant hors transferts officiels en pourcentage du PIB marchand.	En plus des importations et exportations des marchandises, cet indicateur qui tient également compte des services (nets) et des transferts (nets) devrait diminuer.
5. Service de la dette.	Ratio de la dette extérieure et des exportations des biens et services non facteurs.	Lorsque le ratio est élevé, cela signifie qu'une partie trop importante des recettes en devises est élaborée par le remboursement de la dette extérieure.
6. Encours de la dette.	Encours de la dette extérieure en pourcentage du PIB marchand.	Cet indicateur sert à mesurer le niveau d'endettement extérieur. L'endettement excessif réduit la crédibilité du pays face aux bailleurs de fonds étrangers.

TABLEAU 13. 01.

Balance des paiements (en millions de FBU).

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
A.BIENS	-221 454,7	-315 182,3	-341 832,8	-414 956,70	-540 355,1	-831 383,8	-909 112,7	-809 449,3	-746 690,7
Crédit	57 257,7	82 581,2	80 151,7	124 596,40	156 350,4	194 303,5	141 399,8	203 843,6	189 945,6
Débit	-278 712,4	-397 763,5	-421 984,5	-539 553,10	-696 705,5	-1 025 687,3	-1 050 612,5	-1 013 292,9	-936 636,3
B.SERVICES	-158 277,9	-20 803,6	-155 866,3	-109 227,30	-127 581,2	-171 295,0	-160 015,6	-288 110,6	-269 735,0
Crédit	33 316,5	98 796,8	61 425,3	97 834,10	140 839,7	133 913,3	204 087,6	121 398,4	92 832,1
Débit	-191 594,4	-306 827,4	-217 291,6	-207 061,40	-268 420,9	-305 208,3	-364 103,2	-409 509,0	-362 567,1
C.REVENUS PRIMAIRES	-6 368,9	-5 103,6	-20 887,7	-13 375,70	-22 055,2	-9 384,4	2 775,1	-10 489,1	-3 706,7
Crédit	9 379,2	12 897,9	1 691,5	1 389,10	9 409,6	16 479,9	21 709,0	21 829,7	22 451,4
Débit	-15 748,1	-18 001,5	-22 579,2	-14 764,80	-31 464,8	-25 864,3	-18 933,9	-32 318,8	-26 158,1
D.TRANSFERT COURANTS	260 998,5	220 800,2	316 296,0	167 259,0	332 372,2	644 102,2	672 544,0	513 415,5	436 555,4
Crédit	261 464,6	223 136,1	320 285,7	183 949,70	349 447,6	658 427,9	697 315,5	545 460,9	483 529,2
Débit	-466,1	-2 335,9	-3 989,7	-16 690,70	-17 075,4	-14 325,7	-24 771,5	-32 045,4	-46 973,8
BALANCE COURANTE (A+B+C+D)	-125 103,0	-307 516,3	-202 290,8	-370 433,10	-357 619,3	-367 961,0	-393 909,2	-594 633,5	-583 577,0
FINACEMENT (y compris Erreurs et omis)	125 103,0	307 516,3	-202 290,8	370 433,10	357 619,3	367 961,0	393 909,2	594 633,5	583 577,0
COMPTE DES CAPITAL ET D'OPERATION	177 678,7	266 317,6	242 087,5	371 854,80	350 842,7	362 978,6	389 337,5	585 254,4	573 746,5
A.COMPTE DE CAPITAL	138 497,6	166 791,6	1 261 343,5	95 897,60	121 656,1	221 681,7	161 531,1	126 554,6	87 336,6
B.COMPTE DES OPERATIONS FINANCIER	39 181,1	99 526,0	-1 019 256,0	275 957,20	229 186,6	141 296,9	227 806,4	458 699,8	486 409,9
1.INVESTISSEMENT DIRECTS	503,3	3 855,5	428,6	960,70	4 230,9	872,6	10 447,2	49 548,8	77 702,4
2.INVESTISSEMENT DE PORTE FEUILLE	0,0	0,0	0,0	0,00	0,0	0,0	-3 009,4	82 551,1	0,0
3.AUTRES INVESTISSEMENTS	106 587,2	226 342,2	-951 333,6	286 989,80	204 922,6	212 673,7	235 319,1	406 524,8	136 507,0
3.1.Avoirs	-37 037,1	-36 521,6	-35 556,3	-53 619,90	-59 037,4	-72 195,0	-71 296,0	-28 816,2	-32 017,8
3.2.Engagements	143 624,3	262 863,8	-915 777,3	342 702,00	2 639 960,0	284 868,0	306 615,1	435 341,0	168 524,8
4.AVOIRS DE RESERVES	-67 909,4	-130 671,7	-68 351,0	-23 266,10	20 033,1	284 868,7	17 959,9	2 626,2	272 200,5
ERREURS ET OMISSIONS	-25 052,4	58 639,7	-18 170,8	-3 903,40	22 549,9	7 605,4	-734,5	-4 419,5	9 704,0

Source : Banque de la République du Burundi (BRB).

TABLEAU 13. 02.

Evolution des recettes et dépenses en devises (en millions de FBU).

Rubriques	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Recettes	527 002,8	601 522,1	492 425,6	672 047,6	678 889,4	705 729,5	841 657,8	877 040,5	736 434,9
Dépenses	474 059,0	657 401,0	797 007,7	591 203,8	768 962,4	827 237,0	953 025,7	1 059 285,9	998 567,1
Solde	52 943,8	-55 878,9	-304 581,8	80 843,8	-79 530,3	-121 507,4	-111 367,9	-182 245,5	-262 132,3

Source : Banque de la République du Burundi (BRB).

CHAPITRE XIV. LES FINANCES PUBLIQUES.

I. PRESENTATION.

Les statistiques des finances publiques présentées dans cette édition reposent essentiellement sur les opérations relatives à l'exécution du budget ordinaire et d'investissement ainsi que sur la dette publique. Il nous paraît également important d'inclure dans ce chapitre les budgets des collectivités (communes) qui sont des entités financièrement autonomes.

1. Le budget ordinaire.

Le budget ordinaire appelé aussi budget de fonctionnement a pour objet d'assurer la bonne marche des services de l'Etat et est géré par le Ministère des Finances Publiques. Ses recettes proviennent des impôts directs et indirects ainsi que des perceptions administratives. Quant à ses dépenses elles sont principalement constituées de:

- Dépenses courantes destinées à la rémunération du personnel et à l'achat des biens et services d'une part, à couvrir les subsides et transferts, les prêts nets et le remboursement de la dette publique d'autre part.
- Dépenses de financement affectées à l'amortissement de la dette publique (intérieure et extérieure) et à la liquidation d'impayés.

Notons que les données sur ces dépenses se rapportent aux paiements et font abstraction des engagements non liquidés.

2. Budget extraordinaire et d'investissement (B.E.I.).

Le budget extraordinaire et d'investissement est un budget orienté vers les différents investissements publics. Les ressources du B.E.I. proviennent principalement des bénéfices cédés annuellement par la Banque de la République du Burundi et des recettes du porte-feuille des entreprises publiques et para-étatiques. Les taxes de développement sur le café et sur la bière qui autrefois faisaient partie des ressources du B.E.I. ont été supprimées depuis 1986.

Le Budget Extraordinaire et d'Investissement a cependant bénéficié des recettes importantes provenant du Fonds Industriel, Artisanal et Social ainsi que du Fonds Routier National. Les dépenses du B.E.I. constituent généralement des contreparties aux financements extérieurs (emprunts ou dons). Les dépenses sont regroupées suivant leur nature en services généraux, sociaux et économiques.

3. Dette publique.

Les données sur la dette publique présentent l'encours et le service de la dette tant intérieur qu'extérieur.

La dette publique intérieure est constituée essentiellement par les avances accordées par la Banque de la République du Burundi, les bons du Trésor souscrits par les organismes financiers, les tiers émis par le Trésor sous-

forme de bons d'investissement et souscrits par les Banques Commerciales et autres.

Quand à la dette publique extérieure, elle se répartit en la dette directe contractée par l'Etat en vue de financer les projets et la dette indirecte qui représente les emprunts des établissements publics ou d'économie mixte contractés sous la garantie de l'Etat.

4. Budget des communes

Les données sur les budgets des communes sont fournies par le Ministère de l'Intérieur.

II. DEFINITION.

Recettes publiques.

Les recettes publiques incluent toutes les recettes non remboursables de l'Etat, avec ou sans contrepartie, autres que les recettes non obligatoires, non remboursables, sans contrepartie, provenant d'autres administrations (locales ou étrangères) et des institutions internationales.

Dépenses publiques.

Les dépenses publiques englobent les paiements non remboursables par l'Etat, avec ou sans contrepartie, et au titre de fonctionnement ou d'équipement. Les

paiements des dons ou les transferts à d'autres gouvernements sont inclus dans ces dépenses.

Sources de documentation.

- Ministère des finances
- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique
- Département des Finances Communales

Références bibliographiques.

- Lois budgétaires
- Bulletins mensuels de la BRB
- Rapports annuels de la BRB
- Rapports annuels des recettes et des dépenses des communes

Indicateurs macroéconomiques selon le compte auquel ils font référence.

Concepts	Indicateurs	Observations
1. Financement intérieur bancaire.	Financement intérieur bancaire (net) du déficit global.	Ce type de financement comprend les avances de la Banque centrale (BRB), les certificats ou bons du trésor achetés par le système bancaire. Compte tenu des effets inflationnistes inhérents à un financement bancaire, il est toujours préférable d'exploiter d'abord les possibilités de financement non bancaire.
2. Epargne publique.	Solde courant en pourcentage du PIB marchand.	Cette épargne qui est dégagée par le surplus des recettes courantes par rapport aux dépenses courantes doit être suffisante pour permettre le financement d'une partie des investissements publics.
3. Epargne publique propre.	Solde courant hors dons en pourcentage du PIB marchand.	Contrairement à l'épargne publique tout court, l'épargne publique propre ne comporte pas les dons courants venus de l'extérieur. Une épargne publique propre importante permet de limiter le recours aux financements extérieur et intérieur.
4. Déficit global (caisse).	Déficit ou surplus global (caisse) en pourcentage du PIB marchand.	Il s'agit du solde de toutes les opérations courantes et en capital, ainsi que des prêts nets corrigés par la variation des arriérés.
5. Déficit global (engagements et hors dons).	Déficit global (engagements et hors dons) en pourcentage du PIB marchand.	Le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale préfèrent cet indicateur au précédent parce qu'il montre le déficit qui résulterait des programmes de dépenses publiques si les dons qui les financent en partie faisaient défaut.

TABLEAU 14. 01.

Evolution du budget ordinaire (en millions de FBU).

Rubriques	2 009	2 010	2011	2 012	2013	2 014	2015
Recettes	289 023	363 087,0	474 526,7	550 780,0	566 995,8	663 212,2	587 839,7
Paiements des dépenses	460 636	507 688,6	768 962,4	888 054,6	953 025,7	1 059 285,9	997 869,3
dont : Dépenses courantes	434 422	479 047,0	554 057,0	827 237,0	689 728,2	721 597,6	805 598,4
Dépenses de financement	26 213	28 641,6	32 459,0	30 408,8	29 737,8	35 765,5	40 632,4
dont : Remboursement d'emprunts	26 213	28 641,6	32 459,0	30 408,8	29 737,8	35 765,5	40 632,4
Liquidation d'impayés	-	-	-	-	-	-	-

Source : Ministère des Finances et Banque de la République du Burundi (B.R.B).

TABLEAU 14. 02.

Recettes du budget ordinaire (en millions de FBU).

Rubriques	2 009	2 010	2011	2 012	2013	2 014	2015
I. Impôts directs	82 890,8	114 358,3	123 972,0	155 909,1	146 014,9	137 883,5	128 616,1
a. Impôts sur les revenus et les bénéfices	80 584,1	114 358,3	123 972,2	155 909,1	146 014,9	137 883,5	128 616,1
. Sociétés	40 303	56 764,0	70 627,5	82 531,0	92 446,2	73 099,7	73 424,1
. Particuliers	32 360	55 325,0	52 807,6	72 882,8	53 108,5	64 131,2	54 764,3
. Autres impôts sur les revenus	7 922	2 270,1	537,1	495,3	460,2	652,6	427,7
b. Impôts réels	2 307	-	-	-	-	-	-
. Impôts fonciers	-	-	-	-	-	-	-
. Véhicules, bicyclettes et embarcations	2 307	-	-	-	-	-	-
c. Autres impôts directs	-	-	-	-	-	-	-
II. Impôts indirects	176 844,9	232 270,6	290 256,7	333 985,1	356 565,9	405 456,2	370 884,1
a. Taxe sur le commerce extérieur	29 320,7	37 141,0	53 940,4	49 821,9	50 934,2	55 213,7	51 668,5
. Droits d'entrée et fiscaux	27 863	32 770,5	48 829,7	43 723,2	42 439,4	45 182,3	44 042,1
. Droits de sortie	1 456	216,8	162,0	166,8	775,0	671,3	120,1
. Recettes sur le café et le thé	-	-	-	-	-	-	-
. Divers	-	4 153,6	4 948,7	5 931,9	7 719,9	9 360,1	7 506,4
b. Taxe sur le commerce intérieur	147 351	195 129,6	236 316,3	284 163,2	305 631,7	350 242,5	319 215,6
. Taxe de consommation (sur le carburant et sur le tabac)	3 029	3 644,9	4 430,5	4 368,2	7 069,9	17 645,8	31 199,6
. TVA et taxe sur les transactions	91 502	131 797,4	177 327,5	201 428,7	211 002,1	240 205,7	197 782,6
. Taxe de consommation sur la bière et sucre	40 405	37 506,5	40 685,6	58 173,6	87 559,6	92 390,9	90 233,4
. Autres recettes	14 069	25780,7	13 872,7	20 192,7	-	-	-
III. Autres recettes fiscales	-	-	17147,3	9441,3	21 958,7	28 867,6	38 022,6
Total général	259 705,7	346 628,8	495 510,5	489 894,2	524 539,5	572 207,2	537 522,8

Source : Ministère des Finances et Banque de la République du Burundi (B.R.B).

TABLEAU 14. 03.

Structure des recettes du budget ordinaire (en millions de FBu).

Rubriques	2 009	2 010	2011	2 012	2013	2 014	2015
Impôts directs	82 890,8	114 358,2	123 972,0	155 909,1	146 014,9	137 883,5	128 616,1
Impôts indirects	176 844,9	232 270,6	299 855,2	333 985,1	356 565,9	405 456,2	370 884,1
Autres recettes fiscales	-	-	17 147,3	9 441,3	21 958,7	28 867,6	38 022,6
Total	259 735,7	346 628,8	423 827,2	489 894,2	524 539,5	572 207,2	537 522,8

Source : Ministère des Finances et Banque de la République du Burundi (B.R.B).

TABLEAU 14. 04.

Dépenses du budget ordinaire en termes de paiements (en millions de FBu).

Rubriques	2 009	2 010	2011	2 012	2013	2 014	2015
I. Dépenses courantes	310 169,0	439 558,3	554 057,0	#VALEUR!	618 018,0	721 597,6	805 598,4
a. Achats de biens et services	283 955,6	315 189,4	370 948,0	385 925,0	416 573,5	434 411,0	463 089,9
. Rémunération du personnel	179 769,5	223 809,4	273 008,4	282 162,0	298 679,2	314 387,2	322 820,1
. Autres biens et services	104 186,1	94 380,0	97 939,6	103 763,0	117 894,3	120 023,8	140 269,8
b. Subsidés et transferts	115 536,3	124 368,4	139 973,9	163 199,0	201 444,7	234 393,5	286 505,4
c. Prêts nets	-	-	-	-	-	-	-
II. Dépenses de financement	26 213,4	2 861,6	32 458,9	30 409,0	29 548,6	35 765,5	40 632,5
a. Liquidation d'impayés	-	-	-	-	-	-	-
b. Remboursements d'emprunts	26 213,0	28 641,6	32 458,9	30 409,0	29 548,6	35 765,5	40 632,5
. Intérieurs	17 593,4	14 741,0	21 374,0	19 773,0	25 181,5	30 400,0	33 705,0
. Extérieurs	8 620,0	13 892,6	11 084,9	10 636,0	4 347,1	5 365,5	6 927,4
Total	336 382,4	442 419,9	586 515,9	579 533,0	647 566,8	757 363,1	846 230,9

Source : Ministère des Finances et Banque de la République du Burundi (B.R.B).

TABLEAU 14. 05.

Evolution de la dette publique (fin d'année : en millions de FBU).

Rubriques	2 009	2 010	2011	2 012	2013	2 014	2015(p)
Dette intérieure	366 046	429 744,8	513 482,5	539 599,5	597 961,8	727 264,4	1 060 699,1
Dette extérieure	561 392	527 748,0	480 898,7	607 681,4	615 707,6	656 563,7	678 819,8
Total	927 438	957 492,8	994 381,2	1 147 280,9	1 213 669,4	1 383 828,1	1 739 518,9

(p): données provisoires

Source : Ministère des Finances et Banque de la République du Burundi (B.R.B).

TABLEAU 14. 06.

Structure de la dette publique (fin d'année : en millions de FBU).

Rubriques	2 009	2 010	2011	2 012	2013	2 014	2015
I. Dette intérieure	366 046	427 102,6	513 482,5	539 599,5	597 961,8	727 264,4	1 060 699,1
1. Bons du trésor	34 711,8	106 886,8	84 484,4	111 604,9	182 925,5	230 040,0	369 327,7
2. Bons d'investissements	-	-	-	-	-	-	-
3. Certificats du trésor	-	-	-	-	-	-	-
4. Avances de la BRB	250 334,1	253 190,1	322 018,9	410 025,0	396 574,3	448 063,6	641 724,7
5. Autres dettes intérieures	-	41 914,2	49 849,2	17 969,6	18 462,0	49 160,8	49 646,7
II. Dette extérieure	561 392,2	527 748	480 898,7	607 681,4	615 707,6	656 563,7	678 819,8
1. Dette directe	449 575,4	496 333,1	474 272,8	604 997,5	613 116,3	654 153,6	676 388,6
2. Dette indirecte	111 816,8	31 415,2	6 625,9	2 683,9	2 591,3	2 410,1	2 431,2
Total	927 438,3	954 850,8	994 381,2	1 147 280,9	1 213 669,4	1 383 828,1	1 739 518,9

Source : Banque de la République du Burundi (BRB).

TABLEAU 14. 07.

Dette publique extérieure par secteurs (fin d'année : en millions de FBU).

Rubriques	2 009	2 010	2011	2 012	2013	2 014	2015
I. Dette directe	449 575,4	496 333,1	457 479,5	604 997,5	611 712,2	654 153,6	676 388,6
A. Equipements publics	177 792,4	199 005,3	208 353,7	250 764,1	254 936,4	295 739,5	313 175,8
1. Transports	118 032	148 124,3	166 924,0	206 819	210 929,2	254 288	272 378,9
a. Routes	105 428	148 100,5	166 897,8	206 819	210 929,2	254 288	272 378,9
b. Aéroport	12 604	23,8	26,2	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	59 761	50 331,0	41 429,7	43 944,9	44 007,2	41 451,6	40 796,9
3. Stockage	-	-	-	-	-	-	-
4. Divers	-	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	65 450	56 887,8	65 013,9	106 463,4	110 337,0	114 068,9	123 137,6
1. Agriculture & élevage	59 054	54 738,0	65 013,9	71 214,3	73 678,7	74 712,6	79 743,5
2. Sylviculture	3 692	0,0	-	-	-	-	-
3. Industrie	194	176,0	-	-	-	-	-
4. Mines et énergie	2 510	2 274,8	-	35 249,1	36 658,3	39 356,2	43 394,1
C. Secteur social	48 900	47 454,8	53 966,7	58 358,2	57 338,8	54 218,0	52 726,2
1. Education	0	0,0	-	-	-	-	-
2. Santé	48 900	47 454,8	53 966,7	58 358,2	57 338,8	54 218,0	52 726,2
D. Divers	157 433	192 985,0	140 347,9	189 411,8	188 915,1	190 127,2	187 349,0
1. Balance des paiements	27 679	25 798,0	-	-	-	-	-
2. Assistance technique	-	-	-	-	-	-	-
3. Gestion des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-	-
4. Etudes des projets	1 287	1 224,6	1 369,4	1 463,7	1 473,9	1 403,3	1 374,2
5. Autres	128 467	165 962,4	138 978,4	187 948,1	187 441,2	188 723,9	185 974,8
II. Dette rétrocedée	111 817	31 415,2	4 179,0	2 683,9	2 591,3	2 410,1	2 431,2
A. Equipements publics	16 229	-	-	-	-	-	-
1. Télécommunications	15 986	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	243	-	-	-	-	-	-
a. Bâtiment	-	-	-	-	-	-	-
b. Adduction d'eau	-	-	-	-	-	-	-
3. Stockage	-	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	95 588	31 415	6 616	2 683,9	2 591,3	2 410,1	2 431,2
1. Agriculture & élevage	42 324	6 592,7	1 494,7	-	-	-	-
2. Pêche	-	-	-	-	-	-	-
3. Agro-industrie	17 027	10 577,2	51 121,3	2 683,9	2 591,3	2 410,1	2 431,2
4. Energie	36 237	14 245,3	-	-	-	-	-
5. Divers	-	-	-	-	-	-	-
Total	561 392,2	527 748,3	475 507,9	607 681,4	614 308,6	656 563,7	678 819,8

Source : Banque de la République du Burundi (BRB).

TABLEAU 14. 08.

Poids du service de la dette (fin d'année : en millions de FBU).

	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
Dette intérieure	35 152,5	27 679,4	39 850,6	27 477,5	38 905,7	18 844,2	
Dette extérieure	1 096 786,7	65 461,0	140 391,4	11 044,4	12 291,4	13 250,6	
Total	1 131 939,2	93 140,4	180 242,0	38 521,9	51 197,1	32 094,8	

Source : Banque de la République du Burundi (BRB).

TABLEAU 14. 09.

Evolution des recettes des communes (en milliers de FBUs)

Provinces	Communes	2 009	2 010	2011	2012	2013	2014	2015
Bubanza	Bubanza	45 815	49 666	79 166	68 960	67 957	121 193	76 279
	Gihanga	66 669	86 128	121 733	86 423	153 838	153 349	134 136
	Mpanda	63 239	63 671	112 414	127 337	136 703	235 632	144 411
	Musigati	46 480	43 839	58 131	75 717	85 848	91 699	59 116
	Rugazi	35 134	53 347	66 631	82 322	126 973	282 046	104 209
	Total		257 337	296 651	438 075	440 757	571 319	883 919
Bujumbura Mairie	Bujumbura Mairie	3 131 817	4 163 034	3 822 454	3 711 867		9 670 750	5 391 804
Bujumbura rural	Isale	16 146	78 720	138 490	191 835	272 501	64 730	68 704
	Kabezi	49 770	47 265	60 410	103 089	165 599	223 556	-
	Kanyosha	48 259	56 098	55 741	86 644	89 089	99 108	71 513
	Mubimbi	20 221	25 342	30 945	42 113	48 973	134 311	36 699
	Mungongomanga	44 069	39 605	32 448	85 723	212 216	94 877	59 882
	Mukike	12 958	15 078	25 351	10 645	59 119	154 760	28 224
	Mutambu	18 916	23 044	43 691	46 975	71 709	55 114	52 217
	Mutimbuzi	98 166	116 103	188 509	286 421	307 094	269 547	109 732
	Nyabiraba	-	31 213	36 758	50 742	64 168	64 707	39 844
	Total		23 338	486 770	717 248	904 186	1 290 468	1 160 710
Bururi	Bururi	68 586	63 463	59 008	98 039	102 509	114 724	22 770
	Matana	67 590	35 408	70 982	77 791	197 027	361 775	162 089
	Mugamba	63 618	49 642	69 344	62 979	70 881	219 409	187 674
	Rutovu	20 561	27 591	46 756	45 067	93 677	83 665	43 512
	Songa	24 902	10 099	30504	35 888	30 215	40 043	234 052
	Vyanda	13 601	27 411	17 269	13 569	58 338	298 430	28 850
	Total		258 858	213 614	594 530	333 334	552 647	1 118 046
Cankuzo	Cankuzo	48 535	44 722	53 941	217 767	415 509	71 793	63 069
	Cendajuru	36 428	31 573	38 950	39 593	48 281	36 236	35 248
	Gisagara	35 339	36 628	37 921	34 275	34 534	34 726	38 653
	Kigamba	28 165	29 171	33 547	34 610	35 631	32 567	20 590
	Mishiha	45 069	52 345	55 948	64 787	98 362	77 323	60 718
	Total		193 536	194 439	220 307	391 032	632 317	252 645
Cibitoke	Buganda	44 598	47 607	79 934	133 181	170 590	962 440	65 330
	Bukinanyana	76 045	50 841	104 815	69 459	96 690	673 183	68 129
	Mabayi	54 935	56 427	103 348	125 904	81 445	965 498	60 461
	Mugina	123 244	125 569	137 041	143 533	124 854	725 856	111 148
	Murwi	40 751	56 124	73 123	90 708	337 097	309 894	75 799
	Rugombo	43 280	-	95 956	114 072	100 064	696 296	73 930
	Total		382 853	336 568	594 217	676 857	910 740	4 333 167

Source : Département des Finances Communales.

TABLEAU 14. 09 (suite)

Evolution des recettes des communes (en milliers de FBU)

Provinces	Communes	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
Muyinga	Buhinyuza	144 401	29 271	40 480	92 530	81 739	123 148	42 596
	Butihinda	82 629	79 093	105 149	208 645	218 732	1 080 288	56 696
	Gashoho	49 978	680	67 222	205 929	108 964	117 360	101 812
	Gasorwe	44 438	55 718	105 323	527 709	585 256	96 246	-
	Giteranyi	101 325	78 078	135 670	274 250	204 269	206 395	76 897
	Muyinga	115 055	349 963	186 324	531 658	246 177	181 840	216 453
	Mwakiro	108 656	43 262	56 661	81 723	64 142	184 367	62 807
	Total		646 482	636 065	696 829	1 922 445	1 509 279	1 989 644
Ngozi	Busiga	66 100	66 100	81 814	140 267	286 781	179 812	330 150
	Gashikanwa	48 481	58 273	53 667	-	8 248	152 811	108 377
	Kiremba	64 489	94 888	44 671	77 052	41 074	114 293	199 136
	Marangara	21 019	21 019	37 943	59 836	75 518	53 128	41 924
	Mwumba	-	20 100	73 699	42 389	23 917	33 129	91 854
	Ngozi	429 367	221 154	473 267	749 681	640 211	315 350	305 354
	Nyamurenza	29 580	34 938	33 386	77 593	48 646	65 460	94 883
	Ruhororo	26 410	29 843	113 245	86 593	84 354	16 006	5 392
	Tangara	120 368	96 981	59 936	224 087	76 409	85 830	80 737
	Total		805 814	643 296	911 692	1 457 497	1 285 158	1 015 819
Rumonge	Bugarama	24 174	23 089	32 739	34 622	54 710	74 323	37 407
	Burambi	11 891	19 981	35 941	45 320	30 093	89 621	31 472
	Buyengero	34 992	34 146	63 010	159 419	98 578	323 859	5 935
	Muhuta	59 273	-	72 166	46 975	228 067	213 194	77 945
	Rumonge	176 035	201 791	201 716	220 190	243 558	90 000	191 945
	Total		306 365	279 007	405 572	506 525	655 006	790 997
Rutana	Bukemba	-	-	36 413	-	47 113	46 091	39 486
	Giharo	42 138	36 645	50 558	-	154 240	121 196	115 945
	Gitanga	23 821	10 096	30 037	45 350	52 225	34 158	26 455
	Mpinga	22 443	15 368	27 284	22 001	55 396	73 603	17 870
	Musongati	41 523	45 100	55 748	100 469	114 981	45 534	532 290
	Rutana	31 788	22 053	38 492	50 721	22 196	40 357	34 256
	Total		161 713	129 262	238 532	218 541	446 151	360 939
Ruyigi	Butaganzwa	27 133	25 150	35 104	44 017	44 758	44 786	257 378
	Butezi	29 234	25 911	40 403	90 346	154 240	469 046	120 234
	Bweru	20 175	26 615	20 398	17 845	52 225	42 729	117 432
	Gisuru	65 385	56 130	63 679	140 768	55 396	100 597	-
	Kinyinya	44 726	40 649	74 636	77 221	114 981	60 138	375 210
	Nyabitsinda	53 180	40 494	59 824	92 716	22 196	71 583	328 146
	Ruyigi	59 462	-	24 649	156 804	-	71 628	-
	Total		299 295	214 949	318 693	619 716		860 507
TOTAL GENERAL		9 118 627	9 922 996	12 743 256	15 809 813		30 627 085	15 755 752

Source : Département des Finances Communales.

TABLEAU 14. 10.

Evolution des dépenses des communes (en milliers de FBU)

Provinces	Communes	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
Bubanza	Bubanza	45 815	46 232	58 866	58 025	62 204	121 193	90 863
	Gihanga	66 669	82 139	63 089	86 423	124 128	153 349	134 136
	Mpanda	63 239	62 605	121 887	127 333	121 483	200 643	143 916
	Musigati	46 480	43 839	58 051	75 374	86 351	88 076	57 725
	Rugazi	35 134	47 349	63 379	67 852	126 973	281 724	104 209
	Total		257 337	282 164	365 272	415 006	521 139	844 985
Bujumbura	Bujumbura Mairie	-	4 124 608	3 292 805	3 662 427		9 667 420	4 422 198
Bujumbura rural	Isale	-	71 202	142 549	190 793	129 590	67 817	62 356
	Kabezi	49 769	47 206	59 317	102 505	165 835	119 063	-
	Kanyosha	48 259	55 514	53 013	80 320	78 781	95 000	67 095
	Mubimbi	20 221	24 969	30 389	42 113	46 070	137 178	35 401
	Mungongomanga	44 069	39 045	29 983	133 984	129 333	77 446	27 672
	Mukike	12 958	15 601	23 965	10 393	53 621	137 634	52 206
	Mutambu	19 979	22 980	35 339	45 183	71 685	52 106	119 838
	Mutimbuzi	98 166	107 620	224 854	264 339	302 470	260 757	34 677
	Nyabiraba	98 166	29 677	28 924	49 665	63 364	64 158	34 677
	Total		475 034	436 065	807 779	919 293	1 040 749	1 011 159
Bururi	Bururi	77 613	63 481	44 871	96 959	98 891	113 882	27 477
	Matana	70 569	55 587	63 017	83 421	190 236	180 722	288 952
	Mugamba	59 415	46 181	66 455	57 819	68 094	219 195	212 780
	Rutovu	19 795	26 266	46 103	40 416	100 309	49 274	27 716
	Songa	24 578	20 693	26 654	32 320	31 565	38 439	207 359
	Vyanda	13 082	10 081	16 080	14 274	65 502	206 538	49 453
	Total		265 052	222 289	505 841	325 210	554 597	808 050
Cankuzo	Cankuzo	44 790	35 845	36 312	217 302	415 320	71 769	62 779
	Cendajuru	34 037	31 805	36 386	37 304	38 365	34 861	33 249
	Gisagara	34 964	38 604	37 550	34 205	35 517	34 581	38 644
	Kigamba	25 314	26 155	33 880	28 568	3 329	32 509	20 295
	Mishiha	37 456	45 993	49 312	61 995	91 842	76 572	56 312
	Total		176 561	178 402	193 440	379 374	584 373	250 292
Cibitoke	Buganda	44 598	47 606	57 907	134 514	169 851	958 471	66 118
	Bukinanyana	75 638	31 298	95 185	68 823	94 484	560 716	68 685
	Mabayi	54 175	54 889	106 297	47 890	85 468	964 229	54 784
	Mugina	122 708	123 395	12 502	109 926	128 197	633 355	105 373
	Murwi	-	51 183	77 902	93 203	329 435	294 785	75 274
	Rugombo	-	-	95 466	105 355	109 357	296 891	66 693
	Total		297 119	308 371	445 259	559 711	916 792	3 708 447

Source : Département des Finances Communales.

TABLEAU 14. 10 (suite)

Evolution des dépenses des communes (en milliers de FBU)

Provinces	Communes	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	
Gitega	Bugendana	32 773	33 310	40 481	130 670	61 281	228 197	45 984	
	Bukirasazi	-	36 584	31 304	36 149	32 809	256 479	54 133	
	Buraza	21 589	19 989	32 727	46 495	79 187	342 727	41 711	
	Giheta	33 909	33 921	42 736	112 838	120 432	578 567	66 147	
	Gishubi	44 669	41 826	60 652	50 602	79 187	366 269	58 176	
	Gitega		299 173	149 810	654 323	498 509	784 125	623 361	
	Itaba	40 847	38 246	42 820	93 137	163 321	206 308	86 260	
	Makebuko	35 089	26 823	38 296	38 769	73 948	140 877	53 396	
	Mutaho	55 903	49 843	35 825	98 620	58 104	182 436	73 203	
	Ryansoro	-	5 846	17 877	10 288	5 345	2 240	-	
	Nyarusange	-	9 802	12 170	27 490	36 120	223 489	29 333	
Total		264 779	595 363	504 698	1 299 380	1 208 243	3 311 714	1 131 704	
Karuzi	Bugenyuzi	33 474	34 089	-	43 604	48 301	463 914	39 116	
	Buhiga	46 308	60 479	169 914	264 677	278 047	451 954	82 850	
	Gihogazi	24 699	24 350	8 619	55 051	54 100	454 302	53 673	
	Gitaramuka	43 959	44 953	132 716	51 742	21 577	493 194	62 908	
	Mutumba	19 979	20 261	35 327	31 545	28 998	322 309	107 724	
	Nyabikere	17 096	16 325	38 845	19 125	5 321	43 907	31 261	
	Shombo	30 607	36 979	91 051	93 754	29 313	345 372	40 699	
	Total		216 122	237 436	476 472	559 496	465 657	2 574 952	418 231
	Kayanza	Butaganzwa	28 579	38 150	60 150	138 631	148 931	56 402	53 154
Gahombo		27 915	35 435	37 786	40 463	291 121	30 600	26 391	
Gatara		32 191	29 904	60 646	83 970	542 867	45 552	38 652	
Kabarore		-	35 034	84 691	78 978	129 579	58 516	57 528	
Kayanza		139 488	108 297	450 988	373 879	250 128	339 629	194 528	
Matongo		39 202	41 124	109 223	115 427	93 477	72 743	73 623	
Muhanga		38 399	37 945	61 016	94 691	46 701	68 502	68 089	
Rango		-	31 173	53 118	58 795	276	69 054	85 274	
Muruta		18 588	19 477	27 780	40 825	28 091	38 891	45 627	
Total		324 362	376 539	945 398	1 025 659	1 531 171	779 889	642 866	
Kirundo	Bugabira	40 707	49 877	33 804	112 939	162 631	114 819	50 936	
	Busoni	62 473	89 655	131 180	104 218	188 681	138 576	53 367	
	Bwambarangwe	46 832	41 815	66 339	66 658	93 375	83 488	39 770	
	Gitobe	40 067	18 028	43 181	54 901	62 448	90 769	30 472	
	Kirundo	53 113	43 439	87 094	100 439	104 380	146 534	44 416	
	Ntega	44 708	43 811	72 017	91 814	110 781	158 740	60 163	
	Vumbi	34 018	40 801	41 443	45 456	71 822	90 471	54 245	
	Total		321 918	327 426	475 058	576 425	794 118	823 397	333 369
Makamba	Kayogoro	73 074	68 707	84 580	126 133	161 146	129 988	62 200	
	Kibago	39 789	34 937	41 349	47 907	33 441	32 799	33 993	
	Mabanda	68 309	105 568	120 709	126 133	132 414	222 435	93 874	
	Makamba	60 637	60 649	65 597	73 323	148 861	103 224	78 247	
	Nyanza-Lac	131 083	94 542	128 549	124 984	190 228	191 246	61 718	
	Vugizo	-	-	14 931	61 299	91 790	111 588	90 771	
Total		372 892	364 403	455 715	559 780	757 880	791 280	420 803	
Muramvya	Bukeye	66 445	110 982	139 656	128 646	108 030	67 660	47 038	
	Kiganda	-	17 910	14 677	49 436	53 103	47 610	104 365	
	Mbuye	59 038	59 639	63 635	61 572	84 546	41 569	76 753	
	Muramvya	40 172	48 985	92 694	106 050	105 837	76 286	79 528	
	Rutegama	33 758	44 516	63 028	94 906	117 204	59 114	5 113	
	Total		199 413	282 032	373 690	440 609	468 720	292 239	312 797
Mwaro	Bisoro	18 708	16 540	14 466	16 164	13 773	45 490	37 201	
	Gisozi	14 648	12 090	10 128	12 762	11 910	30 520	137 494	
	Kayokwe	23 444	23 582	22 491	20 788	17 006	59 690	27 617	
	Ndava	15 347	13 522	10 656	16 525	17 415	40 986	84 773	
	Nyabihanga	18 759	15 070	12 562	14 968	18 048	74 568	46 406	
	Rusaka	12 969	12 025	7 871	-	8 960	34 797	45 592	
	Total		103 875	92 829	78 174	81 207	87 112	286 051	379 083

Source : Département des Finances Communales.

TABLEAU 14. 10 (suite)

Evolution des dépenses des communes (en milliers de FBu)

Provinces	Communes	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015
Muyinga	Buhinyuza	32 300	25 015	37 049	90 821	78 855	102 972	53 416
	Butihinda	82 474	73 892	92 277	203 143	220 694	1 072 351	113 444
	Gashoho	51 188	50 127	66 458	204 200	109 113	105 170	160 874
	Gasorwe	46 851	58 200	63 030	525 650	481 805	91 492	-
	Giteranyi	63 786	47 649	72 577	265 632	189 303	217 599	138 014
	Muyinga	16 465	41 624	13 037	527 383	310 751	209 377	237 396
	Mwakiro	95 115	51 722	52 202	79 962	65 181	183 712	84 076
	Total		388 179	348 229	396 630	1 896 791	1 455 702	1 982 673
Ngozi	Busiga	68 430	68 430	52 295	142 155	282 785	176 179	314 207
	Gashikanwa	39 298	51 541	49 830	-	14 571	92 009	109 083
	Kiremba	-	56 868	44 671	75 890	125 336	115 915	275 838
	Marangara	20 144	20 143	35 386	59 836	76 921	36 707	65 657
	Mwumba	-	19 978	73 359	42 344	32 307	20 340	
	Ngozi	429 089	246 075	258 048	743 724	367 751	276 707	91 854
	Nyamurenza	-	34 864	33 467	71 414	66 391	64 682	279 845
	Ruhororo	38 522	29 841	110 356	83 402	40 491	14 766	60 708
	Tangara	11 981	96 498	18 938	230 495	76 814	69 704	3 547
Total		607 464	624 238	676 350	1 449 260	1 083 367	867 009	1 200 739
Rumonge	Bugarama	24 174	22 251	35 118	36 853	49 674	74 318	
	Burambi	-	17 004	42 691	44 726	28 742	38 369	
	Buyengero	31 663	33 468	33 478	125 241	96 207	255 213	108 541
	Muhuta	59 273	-	144 328	45 182	202 109	173 363	177 591
	Rumonge	182 749	187 562	166 492	242 151	250 032	83 583	
	Total		297 859	260 285	422 107	494 153	626 764	624 846
Rutana	Bukemba	-	-	37 682	-	47 043	43 352	-
	Giharo	42 115	32 542	50 558	-	144 185	115 332	40 138
	Gitanga	21 582	9 190	29 623	41 926	50 034	34 146	113 166
	Mpinga	-	15 211	25 568	20 312	45 470	69 360	26 391
	Musongati	33 162	44 804	38 169	100 631	114 630	44 455	20 658
	Rutana	19 004	23 768	34 469	50 721	20 809	36 068	47 278
	Total		115 863	125 515	216 069	213 590	422 171	342 713
Ruyigi	Butaganzwa	27 032	24 833	35 025	43 928	44 548	38 450	229 296
	Butezi	29 224	25 793	40 905	51 875	50 525	430 922	97 252
	Bweru	21 505	21 400	20 131	16 695	57 564	42 418	116 299
	Gisuru	60 082	53 608	58 806	129 301	74 948	91 891	-
	Kinyinya	44 715	42 317	71 177	76 682	151 943	61 829	317 877
	Nyabitsinda	49 991	34 903	38 276	77 342	65 332	66 364	330 445
	Ruyigi	58 881	-	23 567	155 824		70 045	-
	Total		291 430	202 854	287 887	551 647		801 919
TOTAL GENERAL		5 240 410	9 424 392	16 337 489	14 833 659		29 144 189	14 100 656

Source : Département des Finances Communales.

CHAPITRE XV : MONNAIE ET CREDIT.

I. PRESENTATION.

Les statistiques monétaires et financières sont élaborées par la Banque de la République du Burundi (B.R.B.) qui a pour mission de centraliser l'ensemble des données provenant des établissements financiers. Ces données portent sur:

1. Les ressources du système bancaire constituées par les disponibilités monétaires (circulation fiduciaire hors banques, dépôts à terme et d'épargne). L'ensemble de ces disponibilités monétaires et quasi-monétaires constituent la masse monétaire.
2. Les contreparties des ressources monétaires qui permettent de cerner les origines de la création monétaire et englobent les avoir extérieurs nets (création monétaire d'origine externe) ainsi que les crédits intérieurs nets (créances nettes sur l'Etat, créances sur l'économie).
3. La répartition des dépôts à vue et à terme par catégorie des détenteurs (particuliers, entreprises privées, organismes publics et autres détenteurs).
4. Les risques du système financier qui comprennent les crédits distribués à l'économie et les engagements par signature. Les crédits à l'économie sont ventilés selon leur durée en crédits à court terme, à moyen terme et à long terme.
5. L'évolution des crédits distribués à l'économie.
6. Les cours de change moyens des principales monnaies échangées sur le territoire national depuis 1990.

II. DEFINITION.

Taux de change.

Les taux de change, exprimés en unité de monnaie nationale par rapport aux devises, sont indiqués comme des taux de fin de période et des moyennes sur la période des taux de change du marché et des taux officiels. Le taux de marché est défini comme le taux déterminé grosso modo par les forces du marché ; et le taux officiel est celui fixé par les autorités.

Masse monétaire.

La masse monétaire au sens strict (M1) comprend les dépôts transférables et la circulation fiduciaire hors banques. La masse monétaire au sens large (M2) comprend la monnaie (M1) et la quasi-monnaie. Les changements annuels intervenus dans M2 sont calculés à partir des chiffres en fin de période. La quasi-monnaie englobe les dépôts à terme, les dépôts d'épargne et les dépôts en devises.

Sources de documentation.

- Ministère des Finances
- Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité publique
- Département des Finances Communales

Références bibliographiques.

- Bulletins mensuels de la BRB
- Rapports annuels de la BRB

TABLEAU 15. 01.

Ressources du système bancaire (fin d'année : en millions de FBU).

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Monnaie	215 922,4	235 372,5	335 887,6	404 392,5	485 772,6	487 400,7	540 369,7	597 179,3	637 652,2	643 150,9
dont : Circulation fiduciaire hors banques	68 436,5	84 153,3	112 623,7	120 915,7	139 103,4	153 214,3	173 871,6	187 487,1	199 816,1	207 306,7
Dépôts à vue	147 485,9	151 219,2	223 263,9	283 476,8	341 257,9	334 186,4	366 498,1	409 692,2	437 836,1	435 844,2
Quasi-monnaie	83 975,5	94 699,7	107 230,2	126 377,8	153 128,5	187 110,6	204 836,8	236 619,5	242 554,4	280 591,1
Autres ressources	140 728,6	153 269,8	186 212,8	231 912,2	201 565,80	278346,5	258 926,2	255 749,4	271 062,4	
Total général	657 543,9	718 714,5	965 218,2	1 167 075,0	1 320 828,2	952 857,8	1 004 132,7	1 089 548,2	1 316 399,1	

(p): données provisoires

Source : Banque de la République du Burundi (B.R.B.).

TABLEAU 15. 02.

Contreparties des ressources monétaires (fin d'année : en millions de FBU).

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Avoirs extérieurs nets	76 033,7	110 926,4	181 450,9	166 988,2	139 925,8	62 202,0	27 987,3	24 142,1	180 261,3	-76 150,1
dont : Avoirs bruts	207 173,6	299 376,2	458 057,2	554 519,4	578 994,3	584811,9	676 506,3	701 536,3	700 883,1	428 699,1
Engagements à court terme	-131 139,9	188 449,8	-276 985,3	-387 531,2	699 683,5	887 190,5	-648 519,0	677 394,2	520 621,8	504 849,2
Crédits intérieurs nets	376 407,5	372 415,6	448 134,0	604 698,2	695 129,8	887 190,5	976 145,4	1 065 406,1	1 224 339,1	1 407 000,8
dont : Créances sur l'Etat nettes	169 761,9	156 816,5	176 478,0	253 943,0	287 662,7	342 381,1	354 926,1	401 973,3	383 851,2	688 253,2
Créances sur l'économie	206 645,6	215 599,1	271 656,0	350 755,2	407 467,1	544 809,4	621 219,3	663 432,8	840 487,9	718 747,6
Total général	452 441,2	483 342,0	629 584,9	1 543 372,8	1390259,6	949 392,5	1 004 132,7	1 089 548,2	1 404 600,4	1 330 850,7

Source : Banque de la République du Burundi (B.R.B.).

TABLEAU 15. 03.

Répartition des dépôts bancaires par détenteur (fin d'année : en millions de FBU).

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015(p)
Dépôts à vue	147 440,2	149 774,9	223 263,9	283 476,8	346 669,2	331 809,0	874 794,7	384 189,6	437 836,1	435 844,2
dont : Particuliers	67 722,3	72 796,6	103 932,4	135 849,7	159 190,2	165 396,0	176 823,4	166 576,5	177 388,3	189 835,4
Entreprises privées	30 786,5	30 124,8	40 671,0	48 040,5	72 120,5	58 296,3	82 976,3	90 279,8	115 720,4	123 232,3
Organismes publics	13 463,4	13 993,7	21 363,2	16 952,3	21 436,8	21 118,4	16 096,8	25 706,7	18 060,5	22 890,8
Autres comptes	34 686,9	32 859,5	55 566,8	80 385,3	85 965,1	86 149,6	598 898,2	101 626,6	121 909,3	90 562,3
Etablissements financiers					2 545,3	848,1	3 398,2	3 308,7	2 610,1	7 505,3
Administrations locales					420,3	723,5	482,4	998,5	2 147,5	1 818,1
Dépôts à terme et d'épargne	83 250,5	94 245,7	107 230,2	126 377,8	153 128,5	187 110,6	169 962,3	225 296,2	242 554,4	280 591,1
dont : Particuliers	40 463,0	51 755,6	63 015,7	79 280,6	94 215,2	98 847,5	99 093,4	107 914,4	113 152,6	116 799,0
Entreprises privées	16 166,0	11 714,9	11 496,9	15 450,6	18 808,5	33 704,1	22 695,8	24 661,4	34 605,5	60 016,9
Organismes publics	5 316,5	6 389,4	9 050,7	9 145,9	13 226,9	22 696,8	24 065,6	21 172,7	13 712,8	21 163,4
Autres comptes	21 305,0	24 385,8	23 116,9	22 100,7	26 347,9	31 632,0	48 173,1	71 547,7	80 838,6	73 250,2
Etablissements financiers					530,0	230,0	430,0	430,0	230,0	8 529,9
Administrations locales					7,9	5,4	48,2	18,2	14,9	831,7
Total général	230 690,7	244 020,6	330 494,1	409 854,6	499 797,7	518 919,6	1 044 757,0	609 485,8	680 390,5	716 435,3

(p): provisoire

Source : Banque de la République du Burundi (B.R.B.).

TABLEAU 15. 04.

Evolution des risques du système financier (en millions de FBU).

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
I. Crédits distribués	215 226,2	228 992,4	284 597,4	331 402,2	430 565,1	571 583,0	644 982,0	694 920,6	768 747,9	766 832,1
A. Crédits à court terme	170 825,4	174 218,0	204 523,1	211 498,8	273 985,4	390 864,4	423 907,0	432 913,2	451 093,8	470 162,1
Importations après expédition	1 131,1	1 735,2	350,1	1 946,3	1 895,9	1 824,6	2 652,5	3 893,5	5 745,1	5 745,1
Mobilisation des créances commerciales	1 656,4	4 086,1	3 764,5	5 721,7	6 432,4	10 070,2	8 670,6	27 883,9	14 479,8	166 493,1
Exportations	19 607,8	7 452,4	23 603,6	2 961,4	11 832,6	12 577,6	10 386,6	6 959,1	1 179,6	6 807,3
Crédits de trésorerie	148 430,1	160 944,3	176 804,9	200 869,4	253 824,5	366 392,0	402 197,3	394 176,7	429 689,3	291 116,6
B. Crédits à moyen terme	38 604,7	48 323,8	72 597,0	110 708,6	142 867,5	156 091,0	183 667,0	209 026,1	213 106,0	180 128,0
Habitat	5 960,3	7 092,5	10 714,1	15 338,8	25 050,4	29 936,7	32 498,1	27 106,9	20 459,5	17 564,2
Equipement	32 644,4	41 231,3	61 982,9	95 369,2	117 817,0	126 154,3	151 168,9	181 919,2	192 646,5	162 563,8
C. Crédits à long terme	5 796,1	6 450,6	7 477,3	9 194,8	13 712,3	24 627,6	37 408,0	52 981,3	104 548,1	116 542,0
Habitat	4 095,6	5 352,8	6 532,8	8 684,9	12 244,5	16 356,2	16 420,8	19 922,8	32 849,9	60 519,0
Equipement	1 700,5	1 097,8	944,5	509,9	1 467,5	8 271,4	20 987,2	33 058,5	71 698,2	56 023,0
II. Engagements par signatures	35 804,7	39 121,6	50 153,5	52 699,20	72 626,30	70 478,00	68 758,70	86 828,2	90 359,4	84 709,40
Crédits à change non couvert	20 984,4	22 985,8	21 022,0	15 253,90	23 487,10	26 131,1	22 161	27 114,0	31 224,3	28 007,7
Avals et cautions	14 820,3	16 135,8	29 131,6	37 445,30	49 139,20	44 346,9	46 597,7	59 714,2	59 135,1	56 701,7
Total général	251 030,9	268 114,0	334 750,9	404 028,5	483 187,2	642 061,0	713 740,7	781 748,8	859 107,3	851 541,5

Source : Banque de la République du Burundi (B.R.B).

TABLEAU 15. 05.

Evolution des crédits distribués à l'économie (en millions de FBU).

Rubriques	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Crédits à court terme	170 825,4	174 218,0	204 523,1	211 498,8	273 985,4	390 864,4	423 907,0	432 913,2	451 093,8	470 162,1
Crédits à moyen terme	38 604,7	48 323,8	72 597,0	110 708,0	142 867,4	156 091,0	183 667,0	209 026,1	213 106,0	180 128,0
Crédits à long terme	5 796,1	6 450,6	7 477,3	9 194,8	13 712,3	24 627,6	37 408,0	52 981,3	104 548,1	116 542,0
Total	215 226,2	228 992,4	284 597,4	331 401,6	430 565,1	571 583,0	644 982,0	694 920,6	768 747,9	766 832,1

(1) Non compris les données de la CADEBU et celles du Holding Arabe Lybien

Source : Banque de la République du Burundi (B.R.B).

TABLEAU 15. 06.

Cours de change moyens des principales monnaies (BIF par unité de monnaie étrangère).

Monnaie étrangère	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Dollar USA	1 230,5	1 232,9	1 361,5	1 546,1	1 555,1	1 546,7	1 571,9
Euro	1 713,9	1 642,8	1 761,3	2 041,0	2 065,1	2 056,7	1 744,8
Yen japonais (100)	13,1	15,1	17,6	18,1	16,0	14,7	13,0
Livre sterling	1 925,2	1 903,6	2 098,6	2 498,2	2 432,2	2 551,8	2 390,2
Franc Suisse	-	-	-	1 538,7	1 677,5	1 693,0	1 633,7
D T S	-	-	-	2 209,2	2 363,0	2 347,8	2 199,5

Source : Banque de la République du Burundi (B.R.B).

CHAPITRE XVI. COMPTES ECONOMIQUES.

I. PRESENTATION.

L'objectif principal de la comptabilité nationale est de pouvoir faire une présentation de données d'origine statistique visant à retracer, de façon cohérente et intégrée, l'ensemble des aspects économiques relatifs aux unités qui composent l'économie nationale.

Les comptes économiques burundais sont établis selon le système de comptabilité nationale 1993 (SCN93), mis au point par la Division Statistique des Nations Unies.

Les résultats détaillés sont présentés chaque année dans le document "Comptes Economiques du Burundi".

Les comptes nationaux décrivent des phénomènes économiques relatifs aux unités localisées sur le territoire qualifié de "territoire économique".

Les comptes nationaux font l'objet, pour chaque année, de plusieurs évaluations successives. Les versions provisoires reposent largement sur des estimations issues de statistiques provisoires ou incomplètes. Au fur et à mesure de l'arrivée de nouvelles sources statistiques, les comptes sont révisés. Ceci conduit à deux versions semi-définitives puis à un compte définitif qui ne peut être révisé que lors d'un changement de base ultérieur. Afin de mieux apprécier les évolutions, la variation des

opérations sur biens et services est analysée en deux composantes :

- l'évolution des prix, sensée retracer les variations de cette nature touchant des produits de qualité comparable dans le temps et dans l'espace ;
- les variations de volume qui ne se réduisent donc pas à des variations de quantités puisqu'elles incorporent des modifications de qualité.

Les comptes économiques à prix constants sont des comptes dans lesquels on cherche à éliminer l'effet de la variation des prix. On mesure pour cela les flux aux prix d'une année de référence ou bien on corrige les mesures faites aux prix courants (prix de l'année considérée) par un indice de prix approprié.

Actuellement, les comptes à prix constant sont établis au prix de 2005.

II. DEFINITION.

La production est l'activité économique socialement organisée consistant à créer des biens et des services s'échangeant habituellement sur le marché et/ou obtenus à partir de facteurs de productions s'échangeant sur le marché.

La production est marchande lorsqu'elle s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché à un prix tel que l'on puisse considérer qu'il vise au moins à couvrir les coûts de production. Tous les biens sont considérés comme marchands.

Les services marchands sont tous les services pouvant faire l'objet de vente et d'achat sur le

marché et qui sont produits par une unité marchande, c'est-à-dire dont les ressources proviennent pour la grande partie de la vente de sa production.

La production de services non marchands comprend les services fournis par les administrations publiques et privées à la collectivité dans son ensemble ou à des groupes particuliers de ménages, à titre gratuit ou quasi-gratuit ainsi que les services produits par les ménages à titre d'employeur de personnel domestique.

Les importations de biens et de services comprennent tous les biens, neufs ou existants qui, à titre onéreux ou gratuit, entrent définitivement sur le territoire économique en provenance du reste du monde (RDM) et tous les services fournis par des unités non résidentes à des unités résidentes. Elles comprennent également une rubrique d'ajustement regroupant tous les biens et services consommés par les résidents dans le reste du monde. Elles sont mesurées CAF (Coût, assurance, fret), c'est-à-dire au coût d'entrée des marchandises à leur point d'entrée au Burundi, assurance et fret compris.

Les consommations intermédiaires représentent la valeur des biens, autre que les biens de capital fixe, et des services marchands consommés au cours de la période, dans le processus courant de production. Elles sont calculées au prix d'acquisition hors TVA déductible.

La consommation finale représente la valeur des biens et des services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains, besoins individuels ou collectifs.

La formation brute de capital fixe représente la valeur des biens durables acquis par les unités de production pour être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production. La FBCF des ménages dans le cadre de leur activité domestique ne concerne que l'acquisition ou la production pour leur propre compte de logements. Tous les autres achats de biens durables par les ménages (en dehors des achats de biens d'équipements par les entreprises individuelles) sont traités en consommation finale. Elle est calculée au prix d'acquisition hors TVA déductible pour les biens achetés et au prix départ-usine pour les biens produits pour leur propre compte.

Les variations de stocks comprennent tous les biens autres que les biens de capital fixe, détenus à un moment donné par les unités de production. Elle est calculée au prix de production pour les variations de stocks de produits finis ou en cours chez les producteurs, ou au prix d'acquisition hors TVA déductible pour les variations de stocks chez les utilisateurs et les commerçants.

Les exportations de biens et services comprennent tous les biens neufs ou existants qui, à titre onéreux ou gratuit, sortent définitivement du territoire économique à destination du reste du monde et tous les

services fournis par des unités résidentes à des unités non résidentes. Elles incluent également une rubrique d'ajustement regroupant tous les biens et services consommés par les non-résidents sur le territoire économique.

Elles sont valorisées FOB (free on board), c'est-à-dire qu'elles comprennent les frais d'acheminement du lieu de production jusqu'à la frontière du Burundi, mais sans les frais relatifs au transport à l'étranger.

Le produit intérieur brut est égal à la valeur de tous les biens et services qui sont finalement sortis de l'appareil de production national pour être consommés, investis, stockés ou exportés ; il ne tient pas compte de la valeur des produits intermédiaires qui ont été consommés au cours du processus de production, évitant ainsi de les compter deux fois puisque la valeur des produits finis incorpore évidemment la valeur des produits intermédiaires qui ont concouru à leur estimation.

La valeur ajoutée est le solde du compte de production. Egale à l'excédent de la valeur des biens et services produits sur la valeur des biens et services consommés pour produire, ce solde représente la valeur nouvelle créée au cours du processus de production. La valeur ajoutée totale de l'économie nationale, telle qu'elle apparaît au total de la ligne "Valeur ajoutée" du tableau 15.03, est l'élément essentiel du produit intérieur brut.

Les comptes économiques du Burundi sont élaborés selon le système de la comptabilité nationale (SCN) des Nations Unies. Ce qui est repris dans ce chapitre se limite à quelques tableaux assez globaux, donnant la mesure synthétique de l'activité productrice réalisée au cours d'une année donnée dans l'économie nationale ;

- l'évolution de la contribution, au prix courants, de différents secteurs d'activité, au PIB, aux prix du marché au coût des facteurs, aux impôts indirects ,
- le PIB et ses emplois aux prix courants,
- l'évolution aux prix courants, de l'équilibre ressources – emplois et de la contribution de différentes branches d'activités du PIB aux prix du marché.

Ces données sont le résultat d'un traitement d'informations issues de l'enquête annuelle menée par la section "Statistiques des entreprises" de l'ISTEEBU, les rapports et bilans des administrations.

Pour des informations plus détaillées, le lecteur est invité à consulter les publications spécifiques sur les comptes économiques du Burundi qui sont disponibles à l'ISTEEBU.

La valeur ajoutée au coût des facteurs est le revenu brut des activités d'exploitation une fois pris en compte les subventions d'exploitation et les impôts indirects.

Elle correspond au chiffre d'affaires, augmenté de la production immobilisée et des autres produits d'exploitation, corrigé des variations

des stocks, diminué des acquisitions de biens et services et des autres taxes sur les produits liés au chiffre d'affaires mais non-déductibles et des impôts et taxes liés à la production. Elle peut aussi être obtenue en ajoutant à l'excédent brut d'exploitation les dépenses de personnel.

La valeur ajoutée exclut les recettes et les dépenses portées dans les comptes de l'entreprise aux postes financiers ou exceptionnels.

La valeur ajoutée au coût des facteurs est exprimée "brute" des corrections de valeur (par exemple au titre de la dépréciation).

TABLEAU 16. 01.

Produit intérieur Brut selon l'optique production (en milliards de Fbu).

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
En valeur courante										
(1) Production	1 901	2 083	2 165	2 928	3 257	3 903	4 365	5 573	6 625	7 224
dont informelle	1 408	1 514	1 462	2 003	2 194	2 486	2 771	3 638	4 583	4 862
(2) Consommations intermédiaires	839	940	815	1 174	1 260	1 633	1 841	2 543	3 195	3 475
dont informelle	517	544	470	684	773	892	1 117	1 677	2 311	2 500
(3) Valeur ajoutée (1) – (2)	1 062	1 143	1 350	1 753	1 998	2 270	2 524	3 030	3 430	3 749
dont informelle	867	930	993	1 319	1 445	1 594	1 654	1 962	2 272	2 362
(4) Impôts et taxes	99	109	117	158	187	231	296	327	382	436
PIB (3) + (4)	1 161	1 252	1 467	1 911	2 184	2 501	2 820	3 357	3 813	4 185
En volume au prix de l'année précédente										
(1) Production	1 901	2 006	2 025	2 393	2 957	3 643	4 059	5 025	6 214	6 945
dont informelle	1 408	1 454	1 366	1 565	1 944	2 289	2 553	3 175	4 237	4 663
(2) Consommations intermédiaires	839	889	779	982	1 142	1 576	1 725	2 376	3 046	3 379
dont informelle	517	511	441	568	702	867	1 031	1 508	2 185	2 450
(3) Valeur ajoutée (1) – (2)	1 062	1 117	1 246	1 411	1 816	2 067	2 333	2 649	3 168	3 566
dont informelle	867	890	888	997	1 264	1 421	1 522	1 667	2 052	2 213
(4) Impôts et taxes	99	107	109	128	168	229	269	295	354	408
PIB (3) + (4)	1 161	1 224	1 355	1 539	1 984	2 295	2 602	2 944	3 522	3 974

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 02.

Répartition de la valeur ajoutée par secteur (en %)

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur primaire	43,2	43	34,3	38	36,3	35,7	36	35,5	38,4	35,0
Secteur secondaire	15,6	13,7	16,6	15,4	14,9	16,4	15,1	15,8	15,6	15,5
Secteur tertiaire	32,7	34,6	41,1	38,3	40,3	37,9	38,6	38,9	36,0	39,2
Impôts et taxes	8,5	8,7	8	8,3	8,5	10	10,3	9,7	10,0	10,4
PIB	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 03.

Evolution de la Valeur Ajoutée du secteur primaire (en milliards de Fbu)

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
A prix courants										
Agriculture vivrière	428	424	426,1	609	669,9	732,9	844,6	948,6	1 287,0	1 250,0
Agriculture d'exportation	26	62	23,8	50,7	21,8	103,5	59,1	101,3	72,9	94,4
Forêt	9	11	11,3	11,1	11,8	18,9	25	25,2	31,7	33,8
Elevage	34	39	40	45,2	78,5	91,9	93,6	94,7	50,0	59,3
Pêche	3	3	2,8	10,2	9,8	14	12,6	22,3	21,2	25,6
Total VA	500	539	504	726,3	791,8	961,2	1 034,9	1 192,2	1 462,7	1 463,0
A prix constants de l'année précédente										
Agriculture vivrière	428	412	406,8	437	606	627,4	764,4	853,5	1 141,9	1 222,1
Agriculture d'exportation	26	49	24,3	36,3	16	74	47,8	72,9	57,7	80,6
Forêt	9	9	11	8,8	8,8	20,4	19,9	22,6	27,8	33,6
Elevage	34	36	37,2	28	64,2	87,9	92,2	94,5	49,1	55,3
Pêche	3	4	2,2	3,5	10,4	10,5	12,4	14	16,2	24,0
Total VA	500	510	481,6	513,5	705,4	820,2	936,7	1 057,5	1 292,7	1 415,7

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 04.

Evolution de la Valeur Ajoutée du secteur secondaire (en milliards de Fbu)

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
A prix courant										
Extraction	10	6	10,1	11,9	12,3	12,2	10,4	13,3	15,5	14,3
Industries	120	117	163	205,1	208	256,2	282,8	353,8	409,7	458,5
Electricité, gaz et eau	11	8	12,4	16,6	15,9	11,8	14,7	25,1	27,4	30,2
Construction	40	40	58	60,9	88,7	104,7	109,7	138	141,5	143,7
Total VA	181	171	243,6	294,6	324,9	384,9	417,6	530,2	594,2	646,7
A prix constant de l'année précédente										
Extraction	10	6	9,8	7,2	13,9	12,2	13,9	11,3	14,8	13,9
Industries	120	144	139,9	170,5	173,8	256,3	262,3	293,3	360,7	456,5
Electricité, gaz et eau	11	8	12,3	12,8	16,3	12	9,2	16,9	26,5	27,7
Construction	40	39	56,2	64,8	78,8	95,9	106,8	119,5	141,2	137,0
Total VA	181	197	218,1	255,3	282,9	376,4	392,3	441	543,1	635,1

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 05.

Evolution de la Valeur Ajoutée du secteur tertiaire (en milliards de Fbu)

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
A prix courant										
Commerce	83,4	94,6	101,1	117,8	124,8	145,4	158,2	196,9	187,4	213,7
Transport et communication	35,5	40,8	70,4	62,2	91,4	88,4	90,2	107,2	107,9	163,8
Banques et assurances	22,3	26,5	49,5	56,1	65,3	93,0	108,3	119,0	120,5	144,8
Hebergement, Restaurant et autres services marchands	190,6	203,6	189,1	279,3	283,7	309,2	354,8	418,4	426,3	489,4
Administration publique	59,8	63,0	103,1	127,7	150,1	142,7	159,3	203,7	234,6	287,2
Education	32,4	44,7	55,0	78,3	85,1	141,0	184,7	219,7	227,9	253,6
Santé	8,1	10,3	17,7	17,0	25,5	38,4	67,0	98,4	106,4	121,5
Activités à caractère collectif ou personnel	7,5	10,0	36,6	39,8	43,5	46,9	42,9	36,7	54,1	85,3
Services domestiques	9,3	9,5	9,7	9,8	10,1	10,3	11,9	13,0	13,5	13,9
SIFIM	-37,9	-35,5	-46,5	-55,6	-57,7	-91,1	-106,0	-105,3	-105,3	-133,7
Total VA	411,0	467,7	585,7	732,4	821,7	924,2	1 071,3	1 307,6	1 373,4	1 639,5
A prix constant										
Commerce	83,4	92,7	99,8	80,8	116,3	131,4	149,8	164,7	167,9	206,5
Transport et communication	35,5	38,8	62,8	47,3	85,5	87,0	89,7	102,7	103,4	163,8
Banques et assurances	22,3	24,8	50,8	60,2	67,0	69,6	106,8	117,1	120,0	144,8
Hebergement, Restaurant et autres services marchands	190,6	180,0	171,6	231,8	231,0	284,4	319,3	361,4	425,7	395,1
Administration publique	59,8	69,8	100,6	137,0	158,1	143,2	162,6	179,0	234,5	286,7
Education	32,4	44,5	53,8	69,6	91,7	146,0	174,5	214,6	220,8	241,8
Santé	8,1	5,7	8,1	17,0	26,1	34,0	57,3	75,9	103,1	111,4
Activités à caractère collectif ou personnel	7,5	11,5	37,1	45,6	46,6	44,3	39,9	23,3	50,1	85,3
Services domestiques	9,3	9,3	8,7	8,7	9,0	9,7	10,6	11,1	12,4	13,4
SIFIM	-37,9	-35,5	-47,0	-55,6	-57,7	-79,3	-106,0	-99,3	-105,3	-133,7
Total VA	411,0	441,7	546,2	642,4	773,6	870,1	1 004,5	1 150,6	1 332,4	1 515,1

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 06.

Emplois du PIB (en milliards de Fbu, prix courants)

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Prix courants										
(1) Consommation finale	1 238	1 404	1 613	2 172	2 332	2 587	3 077	3 623	4 339	4 662
Dont : Ménage	1 087	1 249	1 333	1 787	1 980	2 038	2 430	2 840	3 396	3 578
Administrations publiques	151	155	279	386	352	446	521	644	798	874
ISBLs	13	21	56	68	76	103	125	138	144	210
(2) Investissement : (21) + (22)	197	211	223	239	344	416	461	548	559	597
(21) Formation brute de capitale fixe	198	194	218	238	331	398	435	499	512	605
Dont : Privée	187	137	137	130	246	214	228	299	313	399
publique	11	57	81	107	86	184	207	199	199	206
(22) Variations des stocks	-1	17	6,5	1,7	12,5	17,6	25	50	46	-7,9
(3) Exportation nette (31) – (32)	-274	-364	-369	-500,1	-491,5	-501,4	-717,5	-813,9	-1 085,1	-1 074,1
(31) Exportations	75	96	100	201,3	145,2	242,8	246,8	326,0	345,4	362,4
(32) Importations	349	460	469	701,4	636,7	744,2	964,3	1 140	1 430	1 436
PIB = (1) + (2) + (3)	1 161	1 252	1 467	1 911	2 184	2 501	2 820	3 357	3 813	4 185

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 07.

Emplois du PIB (en milliards de Fbu, prix constants)

Libellés	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
	Prix constants									
(1) Consommation finale	1 238,0	1 383,0	1 482,0	1 743,7	2 131,8	2 415,4	2 825,0	3 195,7	4 037,7	4 518,0
Dont : Ménage	1 087,0	1 229,0	1 222,0	1 369,1	1 772,5	1 885,0	2 199,1	2 479,5	3 123,6	3 508,1
Administrations publiques	151,0	154,0	260,0	374,6	359,3	432,5	507,9	598,0	770,0	800,1
ISBLs	13,4	21,0	53,1	68,4	75,5	97,9	118,1	118,2	144,1	209,8
(2) Investissement : (21) + (22)	197	208	228	224,3	318,8	409,9	439,9	488,5	556,2	544,8
(21) Formation brute de capitale fixe	198	191	220	223,3	308,4	393,7	416,7	448,3	512,0	551,7
Dont : Privée	187	133	146	121,7	230,3	210,8	217,1	266,0	313,3	353,3
publique	11	58	74	101,7	78,1	182,9	199,6	182,3	198,7	198,5
(22) Variations des stocks	-1	17	6,7	1	10,4	16,2	23,2	40,1	44,2	-7,0
(3) Exportation nette (31) – (32)	-274	-367	-355	-428,9	-467,1	-529,9	-663	-740	-1 072,2	-1 088,7
(31) Exportations	75	83	95	166,5	133,5	213,3	229,2	344,2	314,2	334,1
(32) Importations	349	450	449	595,4	600,6	743,2	892,1	1 084,2	1 386,4	1 422,9
PIB = (1) + (2) + (3)	1 161,0	1 224,0	1 355,0	1 539,1	1 983,5	2 295,4	2 602,0	2 944,2	3 521,8	3 974,0

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 08.

Structure de la consommation des produits alimentaires (en %)

Produits	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Produits vivriers										
Tubercules et bananes légumes	31,9	29,1	26,2	27,3	25,3	26,2	26,7	19,1	26,1	24,5
Légumineuses	10,8	10,8	12,2	13,1	13,4	11,3	14,6	14,0	12,0	12,5
Autres	7,9	6,6	8,7	8,6	7,9	7,3	9,1	8,1	7,6	6,6
Thé	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2
Produits de l'élevage	1,1	0,8	1,5	1,3	2,2	4,2	2,7	5,8	3,0	2,1
Produits de la pêche	2	2,9	1,6	2,6	2,1	2,5	2,2	2,4	1,8	2,1
Produits des industries alimentaires										
Boissons alcoolisées	23,9	25,6	26,9	23,2	24,6	22,2	21,9	20,6	21,3	25,0
Farines et autres produits à base de céréales	11,9	12,1	12,1	12,6	14,5	13,8	12,6	17,2	19,4	16,6
Viandes , produits à base de viande, poissons séchés, fumés	4,2	3,9	3,2	4,5	4,5	4,6	3,7	4,0	2,8	3,8
Produits à base de fruits et légumes, à base du lait et autres boissons non alcoolisées	1,3	2,3	2,7	2,4	1,7	2,2	2,3	2,1	1,7	1,8
Autres	10,4	11,9	10,6	11,2	9,9	11,5	10,2	12,6	4,3	4,8
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 09.

Répartition de la FBCF par secteur en milliards de Fbu

Secteur	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Privé	187	137	146,5	121,7	210,7	192	228	299,3	313,3	399,2
dont ménage	84	81	86,2	72,9	103	107,1	134,0	138,9	151,3	188,1
Public	11	57	74,4	101,7	97,6	206,3	207,1	199,4	199,0	205,7
Total	198	194	220,9	223,3	308,3	398,3	435,1	498,7	512,3	604,9

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 10.

Structure des importations en milliards de Fbu

Produits	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Produits manufacturiers	267	267	271,7	387,6	408,3	554,7	589,5	730,1	755,1	886,0
Activités extraterritoriales	22	129	122,1	192,6	96,8	39	68,8	69,2	92,7	120,3
Produits agroalimentaires	13	22	27,5	45,8	47,3	59,9	32,3	112	91,1	106,3
Transport et communication	17	16	17,6	44,3	57,7	49,9	161,8	54,8	330,1	121,7
Services marchands	6	9	7,8	9,8	11,3	26,7	35,1	41	37,6	40,9
Services d'assurances et financiers	5	5	2,4	5,5	3	2,4	3,3	1,6	4,1	11,5
Produits agricoles	5	2	19,6	12,3	11,3	10,6	72,7	130,1	118,0	142,6
Energie et mines	0	1	0,5	0,9	0,5	0,9	0,3	1	1,7	3,9
Construction	4	0	0,1	2,5	0,3	0,1	0,4	0,2	0,1	3,3
TOTAL	349	460	469,3	701,3	636,7	744,2	964,3	1140	1430,5	1436,5

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 11.

Structure des exportations par produits, en milliards de Fbu

Produits	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Produits d'exportations (café, thé, coton,...)	22,1	70,7	34,2	84,4	41,2	131,0	105,2	137,6	77,0	122,8
Produits agroalimentaires	5,1	3,6	7,8	8,8	8,6	7,7	10,9	15,6	8,0	22,4
Autres produits agricoles et de l'élevage	0,7	0,5	2,2	7,1	14,2	0,3	0,2	0,4	0,3	0,7
Métaux précieux	1,3	3,0	4,4	0,0	2,4	1,6	2,7	3,7	2,0	1,8
Produits manufacturiers	8,7	1,7	17,5	2,3	17,7	5,3	2,8	36,9	59,0	56,1
Autres produits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	9,9	0,0
Services marchands	3,7	3,5	4,2	1,1	0,1	4,9	2,7	8,7	9,0	13,0
Services de transport et télécommunications	1,8	0,8	1,5	1,1	0,7	0,9	3,0	10,2	22,7	4,1
Correction territoriale	32,1	12,2	27,7	96,5	60,3	91,0	119,3	112,8	157,5	141,5
TOTAL	75,5	96,1	99,5	201,3	145,2	242,8	246,8	326,0	345,4	362,4

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 12.

Part des secteurs institutionnels dans la formation de la valeur ajoutée (en %)

Secteurs institutionnels	2005	2006
Sociétés non financières	11,5	9,8
Sociétés financières	2,1	2,6
Administrations Publiques	8,4	9,3
Ménages et entrepreneurs individuels	81,5	81,4
Unité fictive	-3,6	-3,1

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 13.

Structure de la répartition de la valeur ajoutée (en %)

Rubriques	2005	2006
Rémunération des salariés	38,1	16,9
Impôts sur les produits moins subvention	8,3	10,5
Excédent brut d'exploitation/revenu mixte	53,6	72,6
Valeur Ajoutée brute	100	100

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 14.

Structure des transferts reçus en (%)

Rubriques	2005	2006
Impôts courants	7,6	9,9
Contributions sociales	2,3	2,2
Prestations sociales	3,6	1,2
Autres transferts courants	86,5	86,7
Total	100	100

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 15.

Transfert net des secteurs institutionnels (en milliards)

Secteurs institutionnels	2005	2006
Sociétés non financières	-3	-19,6
Sociétés financières	-0,8	-2,8
Administrations Publiques	80,5	-28
Ménages	182,3	286,3

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 16.

Structure du revenu disponible brut par secteur institutionnel (en %)

Secteurs institutionnels	2005	2006
Sociétés non financières	3,7	-2,5
Sociétés financières	1,2	2,7
Administrations Publiques	10,5	6,6
Ménages	84,6	93,2
Total	100	100

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 17.

Epargne brute par secteur institutionnel (en milliards)

Secteurs institutionnels	2005	2006
Sociétés non financières	52,3	-37,1
Sociétés financières	16,7	40,2
Administrations Publiques	-4,7	-57,8
Ménages	99,2	129,1
Total	163,5	74,4

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 18.

Les taux d'investissement par secteur institutionnel (en %)

Secteurs institutionnels	2005	2006
Sociétés non financières	79	74,4
Sociétés financières	23,5	18,8
Administrations Publiques	12,7	32,1
Ménages	9,6	9,5
Ensemble	17	16,9

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 19.

Capacité/besoin de financement (en milliards de Fbu)

Secteurs institutionnels	2005	2006
Sociétés non financières	-44,5	-118,9
Sociétés financières	11,5	34,6
Administrations Publiques	18,4	-29,4
Ménages	15,5	40,5
Total	1	-73,3

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

TABLEAU 16. 20.

Différents soldes du compte des opérations avec le reste du monde (en milliards)

Libellé	2005	2006
Importations de biens et services	349	460
- Exportations de biens et services	76	96
= Soldes des échanges extérieurs de biens et services	273	364
+ Revenus et transferts nets	-240	-227
= Solde des opérations courantes avec l'extérieur	33	137
+ Transferts nets de capitaux	-34	-64
= Capacité / besoin de financement	-1	73

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

CHAPITRE XVII. ASSURANCES COMMERCIALES.

I. PRESENTATION.

Le Burundi est l'un des pays qui comptent très peu de compagnies d'assurances. En effet quelques sociétés exercent le métier d'assureur.

Au Burundi, 5 sociétés d'assurances sont maîtres des opérations d'assurance. Il s'agit de la SOCABU et de l'UCAR qui opèrent respectivement depuis 1977 et 1987, la BICOR, la SOGEAR et la SOCAR quant à elles ne sont fonctionnelles que depuis 1992 et la JUBILEE.

Les compagnies d'assurance opèrent dans les branches d'assurance très diversifiées. Par conséquent, vous remarquerez en analysant les différents tableaux, que pour certains d'entre eux, il s'avère impossible d'agréger les données sans spécifier les sociétés d'assurance correspondantes.

Les statistiques relatives aux assurances nous renseignent sur les primes émises, les sinistres payés, les sinistres déclarés et les contrats ou police par branche d'assurance. Pour les sinistres déclarés, il manque les données de l'automobile pour la SOCABU. Pour les contrats ou police, les données de la SOCABU n'ont pas été obtenues.

La réassurance est une convention par laquelle l'assureur s'oblige à céder et le réassureur à accepter simultanément, suivant des modalités et pour une période fixée par cet accord, tous les risques souscrits par la compagnie cédante dans telle ou telle catégorie d'affaire.

Néanmoins, les sociétés d'assurances commerciales sont très réticentes dans la fourniture des données statistiques, ce qui justifie les manquent répétitifs des données depuis une longue période.

II. DEFINITIONS.

Primes brutes émises.

Les primes brutes émises au titre de l'assurance englobent tous les montants dus au cours de l'exercice financier (période de référence) au titre de contrats d'assurance, indépendamment du fait que ces montants portent en tout ou en partie sur un exercice ultérieur, avant ou après les primes de réassurance cédées, après déduction des retraits en portefeuille crédités aux entreprises d'assurances cédantes et rétrocédantes, et après annulations.

Assurance.

On distingue les types d'assurance suivants :

- l'assurance sur la vie : assurance fondée sur une base contractuelle et couvrant les éléments suivants : branche "vie"

(assurance en cas de vie à un âge déterminé, assurance en cas de décès, assurance mixte en cas de vie à un âge déterminé ou de décès avant cette date, assurance sur la vie avec contre-assurance “nuptialité” et assurance “natalité”), assurance de rentes, assurances complémentaires (assurances “atteintes corporelles” et “invalidité à la suite d’accident ou de maladie”) et “permanent health insurance” (assurance maladie, à long terme, non résiliable) ;

- les assurances autres que sur la vie : assurances contre les risques suivants : accidents, maladies, corps de véhicules terrestres, corps de véhicules ferroviaires, corps de véhicules aériens, corps de véhicules maritimes, lacustres et fluviaux, marchandises transportées, incendie et éléments naturels, autres dommages aux biens, crédit, caution, pertes pécuniaires diverses et protection juridique ;

- la réassurance : une société d’assurance qui pratique l’assurance directe transfère souvent une partie des risques couverts à d’autres sociétés d’assurance. Ces opérations entre sociétés d’assurance sont appelées opérations de réassurance.

Sources de documentation.

- SOCABU
- SOGEAR
- BICOR
- UCAR
- SOCAR
- JUBILEE

TABLEAU 17. 01.

Evolution des primes émises par branche d'assurance (en milliers de FBU).

	2013	2014	2015
A. SOCABU			16 294 231
Automobile			4 026 777
Transports			1 204 071
Incendie			2 922 021
Accidents			402 126
Branches techniques	-	-	-
Vie			7 739 236
I.A.R.D.			0
B. UCAR			2 265 347
Dommages corporels			0
Incendie			153 050
Autres dommages			0
Automobile			31 313
Transports			195 879
R.C.			1 885 105
Vie	-	-	-
AV.AT.			
C. SOGEAR			498 602
Automobile			289 189
Transport			59 832
I.A.R.D.			0
Vie			0
Incendie			19 944
Accidents			129 637
D. BICOR	5 094 551	4 817 919	4 914 409
Automobile	1 855 164	2 007 104	2 062 082
Transport	2 615 627	2 064 318	2 263 130
A.I.R.D.	600 381	635 819	526 425
Vie	-	-	-
R.C.	23 379	110 678	62 772
E. JUBILEE			7 889 068
Automobile			1 309 242
Transport			439 251
A.I.R.D.			520 340
Vie			1 489 189
R.C.			58 072
Incendie			1 284 940
Accidents			2 788 034
Total général			31 861 657

I.A.R.D. : Incendie, Accident, Risques Divers

R.C. : Responsabilité Civile

AV.AT.

Source : SOCABU, UCAR, SOGEAR, BICOR, JUBILEE

TABLEAU 17. 02.

Evolution des sinistres payés par branche d'assurance (en milliers de FBU).

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
A. SOCABU	940 524	723 705	-	-	-	1531862	1687250	1 248 637
Automobile	609 825	618 972	-	-	-	1231157	1390598	1 130 055
Incendie	-	-	-	-	-	42497	48619	-
Accidents	-	-	-	-	-	-	-	-
Branches techniques	-	-	-	-	-	-	-	-
Transports	30 042	65 695	-	-	-	197539	147156	-
Vie	2 244	5 436	-	-	-	-	-	118 582
I.A.R.D.	298 413	33 602	-	-	-	60669	100877	-
B. UCAR	184 627	212 506	233 196	305 465	390419			
Domages corporels	3 773	1 482	2 403	2 183	2 891			
Incendie	3 735	3 655	7 239	2 753	8 133			
Autres dommages	0	0	0	0	0			
Automobile	160 882	173 883	191 989	262 585	315 776			
Transports	744	7 864	6 859	1 188	11 182			
R.C.	1 368	1 000	448	1 498	0			
Vie	14 124	24 622	24 258	35 258	52 432			
AV. AT.								
C. SOGEAR	176 542	142 552	168 697	149 985	141 966	283 770	685 472	
Automobile	102 644	116 149				189 402	143 003	
Transport	52 114	11 006				62 113	514 191	
I.A.R.D.	6 612	11 999				22 430	19 820	
Vie	15 172	3 398				9 825	8 458	
D. BICOR	204 304	390 418		532023	610488	532023	610488	
Automobile	186 501	320 570		439 190	492594	439190	492594	
Incendie	159	3 334		3 081	21510	3081	21510	
Accidents	1 500	30		371	126	371	126	
Transports	10 626	56 596		82 331	92756	82331	92756	
Vie	5 034	9 888		7 050	3502	7050	3502	
R.C.	484	-		-	-	-	-	
Assurances diverses	-	-		-	-	-	-	
E. JUBILEE								
Automobile								
Incendie								
Accidents								
Transports								
Vie								
R.C.								
Assurances diverses								
Total général	1 505 997	1 469 181						

* I.A.R.D. : Incendie, Accident, Risques Divers

* Les données de 94 ne sont pas disponibles

Source : SOCABU, UCAR, SOGEAR, BICOR, JUBILEE